Automne 2015
volume x, numéro 1

Les Cahiers de lecture

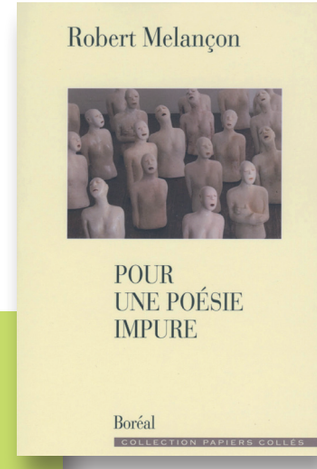
de L'Action nationale



La librairie du Square

Entrevue avec Éric Simard, libraire

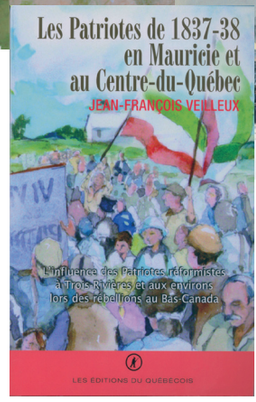
La lecture à proximité





Lettres
Les temps
durs









Nouveaux regards sur la république des Patriotes

La pensée québécoise en essais



Automne 2015
volume x, numéro 1

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale



Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevrette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre, littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre, politique



Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision et coordination de la production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-845-8533 ou 1-866-845-8533,
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-018-5

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2015 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	30$	50 $
Abonnement de soutien	40 $	75 $
International	50 $	90 $
Institution	50 $	90 $

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

Vous pouvez vous abonner ou acheter au numéro à la boutique internet de L'Action nationale :

action-nationale.qc.ca

Lettres
Les temps durs

Titres recensés

Jean Larose
Essais de littérature appliquée 5

Jacques Roy
Les cégépiens et la réussite scolaire. Un point de vue sociologique 6

Véronique Côté
La vie habitable. La poésie comme combustible et désobéissances nécessaires 7

Robert Melançon
Pour une poésie impure 7

Michel Sarra-Bournet
Louis Bernard (entretiens avec) 8

Étienne Beaulieu
L'âme littéraire 9

Deni Béchard
Des bonobos et des hommes. Voyage au cœur du Congo 11

Frédéric Julien
James Bond encore. Pour une mythanalyse de l'agent 007 12

Michel Lacroix
L'invention du retour d'Europe 13

Robert Lacroix et Louis Maheu
Les grandes universités de recherche 14

Christine Cheyrou
Les Ursulines de Québec. Espaces et mémoires 15

Élisabeth Garant (dir.)
Guy Paiement, prophète du pays réel 16

Andrée Rivard
Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne 17

Frédéric Parent
Un Québec invisible. Enquête ethnographique dans un village de la grande région de Québec 18

Andrée Fortin
Imaginaire de l'espace dans le cinéma québécois 19

Entrevue

La lecture à proximité 20

Esther Benfredj
Ismaël contre Israël. Le conflit israélo-arabe depuis ses origines 22

Laurie Guirguis
Égypte. Révolution et contre-révolution 23

Béatrice Richard
La Grande Guerre de Paul Caron. Chroniques d'un Légionnaire canadien-français (1914-1917) 24

Edmond Dziembowski
La guerre de Sept Ans, 1756-1763 25

Gilles Laporte
Brève histoire des Patriotes 26

François Deschamps
La « rébellion de 1837 » à travers le prisme du *Montreal Herald*. La refondation par les armes des institutions politiques canadiennes 27

Jean-François Veilleux
Les patriotes de 1837-38 en Mauricie et au Centre-du-Québec 29

Peter Gossage et John I. Little
Une histoire du Québec. Entre tradition et modernité 30

Jacques Beauchemin
La Souveraineté en héritage 32

Danic Parenteau
L'indépendance par la République. De la souveraineté du peuple à celle de l'État 33

John Emmeus David (dir.)
Manuel d'antispéculation immobilière. Une introduction aux fiducies foncières communautaires 36

Jacques B. Gélinas
Le néolibre-échange. L'hypercollusion business-politique 37

Collaborateurs

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto

Thérèse Bouchard
Retraitée du CECI

Françoise Bouffière
Orthopédagogue

Jean Carette
Professeur retraité de l'UQAM

Charles-Philippe Courtois
Département des humanités et des sciences sociales, Collège militaire royal de Saint-Jean

Julien Dalpé
Étudiant en psychologie, UQAM

Martin David-Blais
Université St-Paul

François Deschamps
Historien

James Jackson
Docteur en philosophie, Trinity College Dublin

Simon Leduc
Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR

Anne Legaré
Professeur associé, département science politique UQAM

François L'Italien
Chercheur, Institut de recherche en économie contemporaine

Louis Perron
Vice-doyen, Université St-Paul

Fanie St-Laurent
Chargée de cours à l'Université de Sherbrooke

François Rioux
Professeur de littérature, collège Montmorency

Marc-André Robert
Professeur en documentation, Collège de Maisonneuve

Jonathan Robinette
Enseignant en histoire, Collège de L'Assomption

Claire Varin
Écrivaine

Marjorie Vidal
Doctorante en sciences de l'éducation, Université de Montréal

Les auteurs des textes publiés dans les Cahiers de lecture sont responsables de leur contenu.

Éditorial

EN PILANT SUR L'HONNEUR

Éroder, v.t. Détruire par une action lente.
– *Le Petit Robert*

Voilà que ça dure depuis que le Canada est le Canada, depuis que le sort des armes en a décidé une fois en 1759, une autre fois en 1837 et ça dure et ça dure comme une lancinante condamnation. C'est toujours à recommencer parce que c'est dans la nature des rapports instaurés par ce régime aux changeants visages que d'en avoir des milliers pour poursuivre la même hypocrite besogne. Et voilà que Patrimoine Canada fait une autre manœuvre de sape. Il faudra désormais que les éditeurs contreviennent à la loi 101 pour remercier le Canada de leur retourner une partie de nos impôts en affichant bilingue. Un autre petit pas. Il n'y a pas de petits gains. Ottawa jamais ne désarme. Il ne restera rien de notre prétention à vivre en français ailleurs que dans l'arrière-cuisine.

Aux interdits qui ont jalonné l'histoire de chacune des provinces, aux épuisantes batailles pour les timbres bilingues, aux millions de dollars consacrés pour émasculer la loi 101, il faut désormais ajouter la petite humiliation. À l'imposition des icônes du Canadian flag et aux multiples simagrées de Patrimoine Canada il faut désormais ajouter l'exigence de remercier bilingue le magnanime gouvernement *canadian*. À chaque livre son symbole de la petite mort, de la soumission furtive.

C'est encore et toujours une affaire de dignité. Une affaire de renoncement autrement dit. Voilà des siècles que ça dure. Rien n'est jamais trop humiliant, rien n'est jamais assez grave. C'est la puissance du dominant que d'avoir instillé ce terrible réflexe de la constante minimisation des pertes et des reculs. C'est la sournoise intoxication des années de survivance. Durer malgré tout. Durer malgré la petite voix en soi, malgré tout ce que Miron a subi pour nous d'aliénation délirante. Cela revient. C'est inédit pour les amnésiques et pour les plus jeunes. Et c'est pourquoi c'est si cuisant.

Parce que les plus vieux n'auront de cesse d'y revoir l'affligeant retour du refoulé. Parce que les autres vont renouveler le répertoire en pliant l'échine sans même sentir la flexion de l'âme. Parce que l'honneur n'a plus d'objet, parce que la fierté n'a plus sa place. Patrimoine Canada règne et c'est ainsi parce que le Canada est ce qu'il est, parce que notre place est celle qu'il nous assigne. Parce qu'après tout l'engourdissement facilite les choses à défaut d'abolir le réel. Le temps revient du retour à ce qu'on nous dit que nous devrions être, là où nous devrions être, comme nous devrions être. Dociles et convaincus d'être au-dessus de notre propre rang. Culture de subalterne, culture de rejet de la portée des symboles. Il ne s'agit que d'une toute petite mention, un barbouillis sans conséquence. Et le Canada de continuer de nous user jusqu'à l'ultime renoncement, jusqu'à nous moudre l'âme.

Cela n'arrêtera jamais. Même empaillés, surtout empaillés, nous lui servirons encore à ce Canada de notre plus banal malheur. Réduits à l'insignifiance, confits de déshonneur, il ne nous appréciera que davantage, retrouvant dans les dernières lueurs du fondu au noir recouvrant ce que nous aurions pu être les preuves qu'il avait bien raison de s'y prendre avec patience. Le Canada nous use. Parfois à grands coups de Cour suprême, tantôt à petites manœuvres bureaucratiques. Il nous use parce qu'il sait être reconnaissant pour qui s'accommode de ce qui épuise. Parce qu'au fond tout est affaire de détournement de l'énergie vitale.

Personne ne mourra de porter la cocarde de la soumission. Parce que le déshonneur ne tue pas, il porte simplement à haïr sa vie. Lentement. D'une cohorte à l'autre, d'une génération à l'autre. Jusqu'à faire un folklore de soi-même. Mais personne ne meurt de folklore. Parce que c'est du regard des maîtres qu'il tire sa force, ce folklore qui s'efface au fur et à mesure que l'indifférence leur brouille la vue.

Le Canada nous oblitère lentement.

Victor-Lévy Beaulieu a raison de protester avec véhémence. Mais il a surtout raison de rager de se voir si seul à le faire. Les Éditions Trois-Pistoles, a-t-il fait savoir par communiqué le 9 septembre dernier, ne se soumettront pas même si ses appels à partager le combat sont restés lettre morte. C'est affligeant cette apathie des institutions, des associations, des partis politiques et des auteurs. C'est un signe de plus qu'Ottawa avance en se sachant sûr de son fait et de la faiblesse d'un milieu qui baisse la garde. C'est toujours ainsi que cela s'est passé avec nos droits linguistiques : la raison d'État peut compter sur le temps et les tribunaux pour épuiser tous les acteurs et venir à bout des volontés et des lois provinciales.

Nous voilà donc encore une fois piégés dans nos travers velléitaires. Il faut espérer que le milieu se resaisisse. On ne bâtit rien en pilant sur l'honneur.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture



Publicité récente de la SODEP pour son kiosque numérique (extrait)

Location d'outils SIMPLEX

Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907



Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise

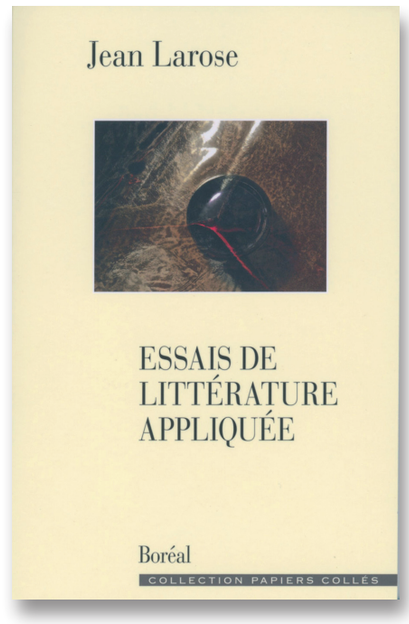
Partout au Québec

simplex.ca

1 800 361-1486

LA LANGUE AMÈRE DU PAYS EN ATTENTE

Françoise Bouffière
Orthopédagogue



JEAN LAROSE
ESSAIS DE LITTÉRATURE APPLIQUÉE
Montréal, Boréal, 2015, 150 pages

Jean Larose rassemble dans cet essai une vingtaine de textes écrits entre 1994 et 2014. L'essayiste s'y prononce en tant qu'écrivain et professeur de littérature sur notre rapport à la langue, ses liens avec la politique et la culture.

Parce que les mots sont ses outils, l'auteur se dit « très sensible à la désaffection de la langue comme à la dévaluation actuelle de l'écrit et de la parole réfléchie ». Il se pose en ardent défenseur du français qui, dit-il, doit être considéré comme un bien patrimonial « si on veut saisir l'enjeu réel de tout conflit linguistique ». Larose porte très haut la fonction de la langue : ce bien patrimonial au-delà du simple vecteur de communication est pour lui l'essence même de l'humanisme et de la liberté.

Le premier texte du recueil, écrit après la soirée des élections d'avril 2014, est une pièce d'anthologie. Il livre l'amertume, la déception et la fatigue de ceux qui ont travaillé très fort pour voir le Pays se réaliser de leur vivant. Ces vingt-deux pages sont aussi géniales que tristes. Elles offrent un grand moment de lecture. Jean Larose reproche au Parti québécois de n'avoir pas su maintenir le lien entre la langue de culture et l'humanisme moderne. « Où est passée la langue du désir ? [...] La langue qui crée la foi ? [...] Où est passée la passion ? » Cette passion de la langue comme son désir de voir le Québec accéder à son indépendance, Larose sait nous les transmettre avec l'ardeur du guerrier et le génie du poète. Son style unique et son franc-parler dénoncent à eux seuls la langue de bois derrière laquelle les politiciens se cachent actuellement et qu'il récuse.

Dans un essai datant de 2001, « Le français, patrimoine de la nation » (p. 71 à 83), écrit lors des États généraux du Québec sur la situation de la langue française au Québec, Jean Larose expose son idée centrale : « une langue internationale permet de communiquer avec les hommes, les femmes et les machines de tous les pays, mais elle fonctionne comme un code. Une langue universelle donne accès à l'humanité des êtres ».

L'auteur plaide donc à juste titre pour l'enseignement obligatoire du français au cégep, parce que, dit-il, « c'est au début de l'âge adulte qu'un Québécois né dans un autre pays peut apprendre à dire *mon histoire* en parlant du passé des Canadiens français et des Québécois. » La loi 101 dans son achèvement doit faire du français un projet civique, elle n'a pas pour seul but de contrer l'anglais. Elle appelle à la transmission de ses formes et à travers elles de notre héritage. L'auteur en profite pour écorcher au passage notre système d'éducation qui réduit l'enseignement du français à un outil de communication. Nous parlons mal et nous ne lisons plus, soutient l'auteur dans « La fin de la lecture », texte datant de 1997 (pages 51 à 55). La pensée est pour lui « un acte de résistance au temps présent », car lire et penser, dit-il, « exige de la distance, alors que la culture dominante a fait de la distance réfléchie, un péché. »

Faut-il rappeler toutefois que si l'enseignement que regrette Larose était transmis par une élite cléricale qui visait sa reproduction, l'école actuellement instruit comme elle le peut une masse hétérogène autant au plan linguistique qu'au plan social ?

Les programmes scolaires participent selon l'auteur au déclin de la pensée en ne transmettant pas l'étude de la langue par l'enseignement du grec et du latin. Pire encore, si priés qu'ils soient d'adapter les examens aux étudiants, les enseignants cosignent, dit-il, la médiocrité. La nostalgie du passé peut sans doute agacer chez cet érudit spécialiste de Proust et de Rimbaud qui s'efforce de dénoncer le sabotage actuel du savoir et de la mémoire. Faut-il rappeler toutefois que si l'enseignement que regrette Larose était transmis par une élite cléricale qui visait sa reproduction, l'école instruit actuellement comme elle le peut une masse hétérogène autant au plan linguistique qu'au plan social ? Il y a là toute une différence et une mission qui n'est pas gagnée d'avance ! Il est évident cependant que l'essayiste a raison d'affirmer « l'importance de rétablir l'autorité pédagogique de la littérature » et de dénoncer « l'acculturation programmée à laquelle se livre l'État québécois ».

Une immense colère contre la culture de la consommation, les méfaits de l'idéologie de marché et son rôle dévastateur sur la culture parcourt également le recueil. Jean Larose déplore qu'avec le temps, tout ait pris le bord au profit « d'une jouissance immédiate devenue obligatoire ». Les nouvelles technologies n'y sont évidemment pas pour rien.

Certains textes restent décevants, notamment parce qu'ils n'ont pas été mis à jour. C'est le cas pour « Le cinéma québécois de 1995 » écrit à la même date (p. 23 à 27). Le cinéma québécois en tant qu'objet de culture aurait mérité une analyse plus exhaustive. Larose a choisi de s'arrêter à *Zigrail*, un *road movie*, et *Le confessionnal* de Lepage pour nous dire que le québécois n'est que « la débandade du français, un joual de représentation bien en dessous du parler populaire ». Bien sûr, il y a dans ces films un thème cher à Larose : celui de la désaffiliation, de « ces fils descendants de personne » comme il le dit si bien. Mais encore ? Le cinéma a évolué depuis 1995 et a fait mieux qu'*Eldorado* qu'il a adoré. Le joual du temps passé qu'il méprise a cédé la place tout autour de nous au franglais, langue bâtarde à souhait, dont Larose ne dit pas un mot et qui est à mon avis très décadente.

C'est en tant que professeur de littérature que Larose excelle. Texte écrit en 2009, « Miron l'agonique » (p. 89 à 92) rend hommage au poète qui « s'il ne s'est évidemment jamais rapaillé, s'est toujours fendu en quatre pour rester *réellement* québécois, ce qui exigeait selon lui de poétiser sans la trahir l'aliénation de son peuple écarté de l'histoire ».

L'éloge de Larose à Marcotte, texte écrit en 1994, *Naissance d'un essayiste, Marcotte aux commencements* est une leçon de littérature sur *Une Littérature qui se fait*. Le texte de l'essayiste souligne toute la confiance de Marcotte en notre littérature en devenir, met en évidence ses réflexions et ses craintes sur « l'écart toujours grandissant entre l'oral et l'écrit, sur la dichotomie entre notre admirable poésie et notre difficulté à accoucher du roman. » Cet essai est une forme de reconnaissance de filiation avec Marcotte. Quand Larose pose la question suivante à propos de Marcotte : « A-t-on su entendre plus qu'une critique littéraire, un essayiste, un moraliste administrant à son peuple "au seuil de la grandeur" une leçon de lecture,

VOIR LITTÉRATURE
suite à la page 6

Littérature

suite de la page 5

c'est-à-dire de philosophie politique ? », ne devrions-nous pas nous la poser également au sujet des *Essais de littérature appliquée* ? Que faire alors, me direz-vous, du « seuil de la grandeur » quand Larose nous montre dans l'ensemble de ces essais que nous n'avons su que buter sur le seuil de cette grandeur et qu'elle est désormais derrière nous ?

Comme le dit Cornellier dans sa chronique « Larose et les nouveaux barbares » (*Le Devoir,* 18 avril 2015), « du Jean Larose, ça bouscule, ça décape, ça rentre dedans. » Ne serait-ce que pour cela, il faut le lire, mais jusqu'où faut-il aller dans la critique sans compromis ? Je me suis posé la question devant certaines formules lapidaires dont l'auteur est spécialiste. Quand il nous décrit (à la Falardeau), dans « La honte rend meilleur » datant de 2010 (p. 115 à 118), le Québécois comme étant « désinhibé en matière de morale, de religion, de politique, de bonnes manières, de culture, de français même, bouffi dans sa graisse de poutine [...] fier d'être lui sur une terre dont il a bientôt vendu tous les arbres », faut-il nécessairement dans sa colère ajouter que « le Canadien français épais et complexé, selon la formule de Trudeau, est devenu un épais sans complexe » ? Précisons que cet épais sans complexe est pour Larose l'homme « devenu sourd à la poésie », celui qui accepte sans broncher que « le rêve de souveraineté basculant au futur antérieur n'ait été que pour aboutir à cette nation qui ne semble plus avoir ni passé, ni avenir, ni parole. »

Le remède à notre insignifiance est-il la honte et le retour à la littérature, comme le prône Jean Larose ? C'en est un sans doute parmi d'autres. J'ose espérer qu'une nouvelle parole transcendera l'amertume ambiante et que d'autres acteurs se lèveront. Un peuple qui a survécu si longtemps dans des conditions difficiles est aussi un peuple capable de s'adapter. N'est-ce pas la définition même de l'intelligence dont la culture toujours vivante au Québec est le produit ? ❖



Jacques Roy
Les cégépiens et la réussite scolaire. Un point de vue sociologique
Québec, Les Presses de l'Université Laval, collection Regards sur la jeunesse du monde, 2015, 200 pages

Le cégep, Jacques Roy, le connaît bien. Sociologue de formation et professeur à l'Université du Québec à Rimouski, il en a fait l'objet de sa thèse de doctorat et a dirigé plusieurs études sur le sujet, qui ont elles-mêmes servi à de nombreux ouvrages. C'est donc à partir de ce matériel empirique relativement riche qu'il a bâti ce livre.

L'auteur se donne pour objectif d'expliquer et de comprendre l'influence des facteurs exogènes, c'est-à-dire les facteurs externes au milieu collégial, sur la réussite scolaire des cégépiens. En s'intéressant à la réussite sous l'angle du rapport entre l'étudiant et la société, il se place ainsi dans une perspective résolument sociologique. Il s'inscrit en effet à contre-courant de l'abondante littérature scientifique sur les facteurs endogènes, c'est-à-dire les facteurs internes au milieu collégial qui placent la responsabilité de la réussite sur les institutions.

Voici les quatre facteurs exogènes que l'auteur identifie : les valeurs, le genre, le réseau social et le travail rémunéré. À partir d'un dispositif méthodologique solide (4289 collégiens répartis dans 51 établissements collégiaux), il décline l'influence réciproque de chacun de ces facteurs sur la réussite appréhendée sous la forme du rendement scolaire et de la persévérance.

Le premier constat de l'auteur vient confirmer son hypothèse de départ. Les facteurs endogènes peuvent en effet jouer un rôle sur le parcours des cégépiens. Jacques Roy fait ici référence au fait d'éprouver des difficultés scolaires dans un programme d'études, à la qualité de la relation avec les professeurs, à la qualité de l'adaptation et à la pratique d'activités parascolaires. Mais son constat est également sans appel : ce sont surtout les facteurs exogènes qui ont le plus d'influence.

Au premier rang, on retrouve les valeurs acquises par les étudiants au sein de leurs différents cercles sociaux, qui influencent à la fois le rendement et la persévérance scolaire. Parmi ces valeurs, notons par exemple l'importance accordée à la réussite des études, à l'effort pour réussir, à l'acquisition d'une compétence professionnelle et au diplôme collégial. Plus indirectement, l'auteur relève le souci d'acquérir des connaissances et une culture générale, de bien faire les choses, de se dépasser sur le plan personnel, de coopérer avec les autres, de faire une place à la famille, d'avoir des projets à long terme. Il liste enfin quelques restrictions bénéfiques comme le fait d'accorder moins d'importance au temps présent, à l'apparence et à gagner de l'argent rapidement. L'ensemble de ces valeurs correspond à ce que Jacques Roy nous invite à appréhender comme la « culture de la réussite ».

Cette culture, que l'on retrouve de manière plus prégnante chez les filles, nous conduit vers le deuxième facteur souligné par l'auteur : la socialisation différenciée selon le genre. En effet, le système de valeurs des filles et leur mode relationnel témoignent d'un engagement plus marqué envers leurs études, ce qui se traduit par une meilleure réussite scolaire. Par ailleurs, les filles sont plus sensibles à l'aspect socioéconomique. Le travail rémunéré et l'appréciation de leur situation financière jouent davantage sur leur persévérance scolaire. De leur côté, les garçons sont plus concernés par la consommation de drogues et principalement d'alcool. Leur réseau d'amis influence également leur rendement scolaire.

Le troisième facteur, le réseau social, est lié à la persévérance scolaire. Il prend essentiellement la forme du soutien parental comme la qualité de la relation avec les parents, l'encouragement et l'importance que la famille accorde aux études. Toutefois, ce soutien est appréhendé de manière différente par les filles et les garçons, ces derniers étant plus autonomes à l'égard de leurs parents. La pression des pairs joue aussi un rôle dans la persévérance, en particulier chez les garçons : le fait d'avoir des amis qui veulent abandonner leurs études constitue chez eux un facteur à risque important.

Le travail rémunéré, dernier facteur détaillé par l'auteur, est appréhendé à travers la conciliation travail-études et la perception des cégépiens sur leur situation financière. S'il n'y a pas d'incidence en deçà de 20 heures hebdomadaires, un volume horaire plus élevé présente des facteurs de risques et peut nuire à la réussite scolaire. Tant et si bien que les étudiants perdent de l'intérêt pour les études, y accordent moins d'importance, considèrent moins que le cégep est un milieu stimulant et éprouvent des difficultés scolaires. Au-delà de ce seuil critique, ils jugent d'ailleurs que le travail nuit aux études.

On peut regretter que pour des raisons méthodologiques l'auteur ne tienne pas compte de l'origine sociale des étudiants ni de leur niveau socioéconomique, facteurs pourtant déterminants dans la réussite scolaire. En effet, ces dimensions ne sont abordées que par le prisme des perceptions des élèves sur leur situation financière. On peut aussi critiquer le modèle théorique qui néglige les interactions entre les différentes variables ; à ce titre l'auteur relève lui-même les liens entre la recherche d'autonomie vis-à-vis des parents et le travail rémunéré des étudiants.

En dépit de ces critiques, le livre de Jacques Roy nous permet d'appréhender la réussite scolaire dans une perspective plus globale. L'auteur amorce ainsi une réflexion sur les enjeux sociétaux qui touchent le réseau collégial dans le contexte actuel de mondialisation, de révolution technologique et de professionnalisation de la main-d'œuvre. Car ces grands enjeux font désormais partie du paysage des nouvelles générations de cégépiens et affectent leurs décisions personnelles, scolaires et professionnelles.

Marjorie Vidal
Doctorante en sciences de l'éducation, Université de Montréal

TEMPS DURS POUR LA POÉSIE

François Rioux
Professeur de littérature, collège Montmorency



Véronique Côté
La vie habitable. La poésie comme combustible et désobéissances nécessaires
Montréal, Atelier 10, collection « Documents », 2014, 96 pages

Robert Melançon
Pour une poésie impure
Montréal, Boréal, collection « Papiers collés », 2015, 206 pages

Baudelaire dit à deux ou trois endroits que tout homme bien portant peut se passer de manger pendant quelques jours, mais de poésie, jamais. Véronique Côté ne nie pas cette nécessité, son incipit le dit : « J'ai besoin de poésie » (p. 9). Or c'est un genre qu'elle « aime en touriste » (p. 45), alors les poètes dont elle parle sont ceux qu'on a mis en musique, qui passent à la radio ou sur lesquels on a fait un documentaire récemment. Aller s'asseoir et lire les recueils aurait non seulement évité des erreurs (dire que le père de Miron était analphabète [p. 48] alors que c'était son grand-père), cela aurait sans doute alimenté cette réflexion anémique. Mais non. Côté « parle de poésie : [elle] ne parle pas de poème » (p. 13), alors on en revient forcément à cette représentation informe et quétaine de la poésie : « Compter les lucioles, espérer une étoile filante, attraper des papillons sans toucher la poudre colorée couvrant leurs ailes, cueillir les framboises dans la cour et imaginer la vie en autarcie, boire du thé très léger dans les belles tasses anglaises de ma grand-mère » (p. 9). Moi aussi je sacre.

Nos lointains ancêtres ont inventé le langage pour s'aider à survivre dans un monde hostile. Certains êtres ont créé des assemblages précis de mots qui forment de la musique et témoignent de leur vie, de leur regard. Ces poèmes, nous les lisons et les relisons, nous les ingérons, et dans notre mémoire, entre mille slogans et deux tounes de La Chicane, se trouvent des fragments de beauté verbale, des fragments humains, qui nous nourrissent et nous soutiennent comme ne le fera jamais du spécieux babil sur la poésie des couchers de soleil.

Moi itou je veux bien désobéir et résister au néo-libéralisme et comme le prince Mychkine croire que la beauté sauvera le monde et tout ça, mais ce n'est pas une enfilade de lieux communs livrée dans une prose grumeleuse et coiffée d'un titre racoleur qui va m'aider là-dedans.

Pour ajouter un peu de substance, Côté a fait appel à une psychologue, un anthropologue, un philosophe, un cinéaste et une comédienne. Aucun poète, évidemment. Mais Serge Bouchard est un écrivain et ses pages sont belles :

> L'humain, au temps où il avait les yeux ouverts, a toujours vu les mille facettes d'une chose, les mille sens d'un mot, les mille visages des bêtes, les mille couleurs d'une plante, ainsi que les liens mystérieux qui unissent le fer à l'étoile, le brouillard à l'arbrisseau, la montagne à la mort, la mort au corbeau et le mélèze à l'enfantement. [...] Nous avons raconté des mythes et des légendes autour d'un feu commun, nous avons ensemble mimé notre vie et fixé les règles du vivre ensemble (p. 40).

Alors que tout te crie de courir à droite à gauche, de faire ci et d'acheter ça, écrire des poèmes ou seulement en lire, ce serait déjà ça, un peu, la résistance. Mais on n'a pas toujours le temps, trop occupé qu'on est à s'extasier sur les belles tasses anglaises de sa grand-mère et à finalement rester prisonnier de son tout petit *je*.

❄

Parce que lire, lire vraiment, comme dit Robert Melançon, c'est accepter « de sortir à son tour de soi-même » (p. 62). Louis Cornellier avait parlé de son livre dans *Le Devoir*, ça avait fait un peu de bruit sur Facebook, ça s'est choqué une petite heure et c'est retourné à ses affaires. Dans la préface, le tableau que brosse Melançon est affligeant :

> La poésie n'a plus d'existence publique. On imprime d'innombrables plaquettes, mais leurs tirages restent anémiques et leurs ventes presque nulles. La plupart des librairies les dissimulent, tout au fond, dans un minuscule rayon de poésie et la presse littéraire n'en rend pour ainsi dire jamais compte (p. 9).

La faute ne revient pas au néo-libéralisme, mais aux poètes eux-mêmes :

> Chacun peut ouvrir au hasard quelques plaquettes récentes et constater que presque toutes sont dépourvues de la moindre séduction. La plupart semblent des produits génériques en ce sens qu'on peut déplacer quelques vers d'un poème à l'autre, déplacer quelques poèmes d'un recueil à l'autre [...] sans que leur configuration, leur sens ou leur absence de sens soient modifiés de façon perceptible (p. 9).

Être fantasse, on inviterait M. Melançon à descendre de la montagne et à aller voir ce qu'il se fait de neuf ; de toute façon après ce discours alarmiste il avoue qu'il peut se tromper et sait que « les contemporains sont aveugles » (p. 10). La suite est plus intéressante :

> [...] il n'y a de poésie qu'impure, c'est-à-dire qui ne cherche pas à se séparer des autres usages de la langue, qui se fait, tour à tour ou tout à la fois, description, récit, exposé, plaidoyer. Un poème montre, raconte, explique, argumente ou parle simplement sans autre objet comme dans une conversation amicale (p. 10-11).

On a envie d'être d'accord, de croire que la poésie ne se lit plus même s'il s'en écrit beaucoup, ne se lit pas même si on en a besoin, ne se lit pas même si on bisoune un livre sur le sujet, c'est parce qu'elle s'est fait trop souvent pure et repliée sur elle-même, abstruse et lointaine.

Les essais de Melançon seraient un bon point de départ pour qui voudrait s'initier à la poésie. Car Melançon est un grand lecteur, un lecteur attentif, il parle avec précision des textes sans se hasarder dans des gloses fumeuses, reconnaissant « l'évidence tranquille du poème » (p. 143). Ces poèmes, il les connaît comme quelqu'un qui les fréquente et les aime depuis toujours, quelqu'un qui sait qu'il ne peut pas s'en passer, quelqu'un qui s'interroge également, à travers les questionnements et les doutes des poètes dont il parle : Saint-Denys-Garneau, Emily Dickinson, Michel Beaulieu, etc. Le regard navigue du vers à l'œuvre entière et à la vie du poète ; on ne voit pas tout, mais on en voit beaucoup.Melançon pose la question : pourquoi lire des poèmes ?

> Parce qu'on y retrouve, répond-il, ce qui fait la trame de la vie, ce qui la rend précieuse : la lumière d'un matin d'hiver, un profil entrevu dans la rue, la simple sensation d'exister, l'angoisse de n'être pas aimé, la présence calme de collines au crépuscule, le vent dans les arbres, la courbe d'une rue, les objets, événements, rencontres, sentiments, pensées, sensations qui sont le monde, édénique et menacé à la fois, dans lequel le temps passe et nous emporte (p. 93).

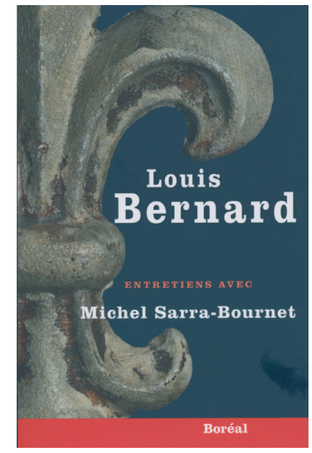
Voir Temps durs
suite à la page 8

Temps durs

suite de la page 7

Et, oui, les lucioles et les belles tasses anglaises de sa grand-mère aussi. Ces tasses et le reste, je les prends volontiers dans un poème, pour que l'expérience de celle ou celui qui a ressenti ces choses me devienne accessible, pour la beauté des vers, pour sortir de moi de temps en temps. J'ai eu besoin des mots des autres pour apprendre à parler, et pour vivre j'ai besoin que Baudelaire me dise son amour pour les petites vieilles, qu'Anne Hébert me raconte ses beaux os, que Michel Beaulieu me parle de ses blondes, que Geneviève Desrosiers m'assure qu'on peut fourrer la mort. Avec leurs mots la vie s'enrichit et devient effectivement un peu plus habitable. ❖

Michel Sarra-Bournet
Louis Bernard (entretiens avec)
Montréal, Boréal, 2015, 302 pages



« Il vaut mieux faire reculer la misère que chercher à créer le paradis sur terre » (Louis Bernard p. 25)

Jusqu'en 2015, Louis Bernard n'était pas réellement un homme public, mais plutôt un homme de l'ombre, un haut fonctionnaire ou encore une éminence grise diraient certains. C'est à l'occasion de la course à la direction du Parti québécois que son nom est devenu plus familier à la population du Québec. Et pourtant, depuis les années 1960 il a été un acteur incontournable de la trame sociopolitique québécoise. À partir de son entrée dans la fonction publique, en 1965, comme conseiller juridique au ministère des Relations fédérales-provinciales, il a participé à la plupart des grands dossiers qui ont jalonné la démarche du Québec jusqu'à aujourd'hui. En 2005, comme pour clôturer le tout, il a été candidat à la direction du Parti québécois. Ceux et celles que cette période charnière de l'histoire du Québec intéresse dévoreront cet essai dans lequel Michel Sarra-Bournet et Louis Bernard survolent différents thèmes : la Révolution tranquille, le parlementarisme québécois, la question constitutionnelle, celle de la langue, les gouvernements Lévesque et Parizeau, les accords du Lac Meech, la question autochtone et bien d'autres choses encore. Bernard parle également de « *ses premiers ministres* » et de son incursion en politique partisane. Bref, c'est du « *consistant* ».

L'ex-haut fonctionnaire nous confie d'emblée que la « pierre d'assise » de sa pensée politique est contenue dans l'ouvrage du philosophe Karl Popper : *La société ouverte et ses ennemis*. Comme ce dernier, il est partisan de la stratégie des « petits pas par petits pas » en ce qui concerne les réformes sociales. Il croit également qu'un gouvernement doit d'abord combattre le mal et chercher à corriger les erreurs, plutôt que de promettre le paradis. Enfin, il ne croit pas au « *sauveur* » providentiel, mais davantage au travail sur les institutions pour faire progresser une société. On aura deviné que l'homme n'est pas un radical, mais plutôt un réformiste doublé d'un évolutionniste. Pourtant, quand il nous parle de la nature de la Révolution tranquille, il n'hésite pas à affirmer que c'était une « vraie révolution », « une rupture avec le passé ». Or, des thèses plus actuelles soutiennent que la Révolution tranquille fut l'aboutissement d'un processus, d'une évolution, qui murissait dans les entrailles du gouvernement Duplessis depuis la fin de la guerre. Dans le même ordre d'idée, il soutient que les Québécois ont plutôt un « esprit révolutionnaire », qu'ils sont adeptes du « tout ou rien depuis la Révolution tranquille » (p. 38). Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'évolution de la question nationale durant ces quarante dernières années ne valide pas tellement ses intuitions.

Des faiblesses aussi en ce qui concerne son opinion sur le multiculturalisme : il n'hésite pas à déclarer que « la grande majorité des Québécois, et en particulier des Québécois francophones, n'a jamais accordé d'importance au multiculturalisme » (p. 79). On peut facilement être en désaccord avec lui et soutenir qu'au contraire, le multiculturalisme canadien marque profondément la conscience collective québécoise. Il cultive également un optimisme serein lorsqu'il s'agit de la situation de la langue française au Québec et il pense même que l'essentiel a été gagné ; l'arrivée annuelle constante d'une cinquantaine de milliers d'immigrants ne semble pas l'inquiéter. Il surprend un peu quand il déclare que René Lévesque a été favorable, dès le départ, à la loi 101. Or les plus vieux se souviendront peut-être qu'à l'origine Lévesque était loin d'être un chaud partisan de la Charte de la langue française telle que proposée par Camille Laurin. Le livre de Sarra-Bournet consacre dix pages au gouvernement Parizeau et au référendum de 1995. Toute la mécanique entourant cet évènement y est très bien décrite. Bernard avoue, entre autres, ignorer complètement la cause du faible appui à l'option de la part de la région de Québec. J'aurais aimé qu'il soit plus disert concernant l'impact de l'entrée de Lucien Bouchard sur la campagne référendaire, et surtout qu'il nous parle davantage de la sortie de Jacques Parizeau relative au vote ethnique, et des effets catastrophiques qu'elle a pu avoir sur le mouvement indépendantiste.

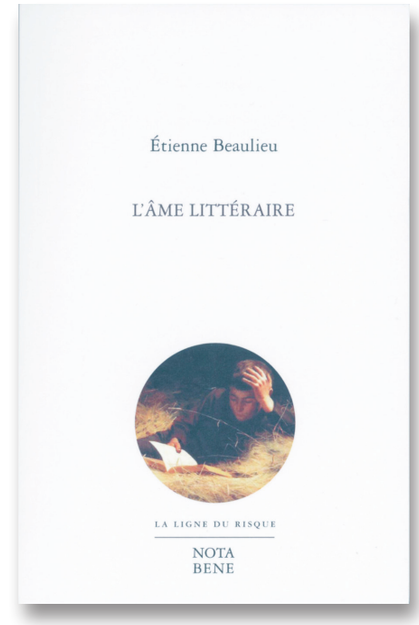
Bernard nous parle aussi des autochtones et, même si le sujet peut être très controversé, il me semble qu'il tombe là dans une certaine rectitude politique, ou encore dans le complexe du *Sanglot de l'homme blanc* cher à Pascal Bruckner. Il nous déclare par exemple que : « les autochtones sont plus proches de la nature, de l'environnement, du respect de la terre » (p. 170). Il ajoute qu'« après avoir détruit leur environnement [...] nous avons développé à leur endroit une attitude de charité et que, peu à peu, nous les avons mis en tutelle » (p. 163). Il est partisan de droits différentiés pour les autochtones et déplore les relents de racisme chez les Québécois : « Ce racisme vient hélas du fait que nous avons infantilisé les autochtones en les privant du pouvoir de se développer, de se gouverner en les traitant comme des mineurs » (p. 169). À mon avis, il manque peut-être de nuance et pèche par un excès de manichéisme.

La gouvernance de l'État constitue la partie la plus « charnue » des réflexions de l'ex-haut fonctionnaire. Ceux qui s'intéressent à la « mécanique » gouvernementale la liront avec avidité, surtout ses réflexions sur le problème actuel des finances de l'État. Ceux qui, comme moi, sont plutôt attachés aux dimensions politiques et stratégiques dévoreront le chapitre traitant de son incursion sur la scène de la politique active. Bernard soulève très bien le dilemme devant lequel s'est placé le Parti québécois en 1974, quand il a choisi la stratégie « étapiste » : « à mon sens, le Parti québécois devrait redevenir un parti souverainiste, point à la ligne, ni de gauche ni de droite. Dans son programme, il devrait n'avoir qu'un seul chapitre : celui de la souveraineté. Le projet de société qu'il propose, c'est le Québec souverain » (p. 263). Dans l'esprit de Louis Bernard, il ne fait pas de doute que c'est le Parti québécois qui doit faire l'indépendance, et pour cela il faut attendre que le Québec soit « mûr ». D'ici là, le parti ne doit s'occuper que de souveraineté et être élu là-dessus. Le ex-haut fonctionnaire est un farouche partisan du référendum, qui devrait se tenir dans un court laps de temps suivant une victoire électorale. Là, il me laisse un peu perplexe, car enfin, si les augures prédisent que les Québécois ne sont pas « mûrs » pour l'indépendance, et que dans le programme du PQ on ne parle que d'indépendance, avec quelle proposition de gouvernance provinciale ce parti peut-il se présenter à la prochaine élection ? C'est dommage que Sarra-Bournet ne lui ait pas posé la question !

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques

CONTRE LE ROMAN

Pascal Chevrette
Chef de pupitre, littérature



Étienne Beaulieu
L'âme littéraire
Montréal, Nota bene, Collection La ligne du risque, 2014, 208 pages

Avant de parler d'âme littéraire, cet essai parle du roman, qu'il critique avec véhémence. S'il le prend farouchement en grippe, l'auteur tient à le dire, il est lui-même un grand lecteur de romans, des grands romanciers surtout, Tolstoï, Flaubert, Kafka et compagnie. Alors, pourquoi livrer dans ses pages un procès aussi catégorique à un genre qui s'est imposé durablement au fil des siècles ? Dans un réquisitoire paru en 2010, *L'enfer du roman*, le romancier français Richard Millet parlait du « corps mort du roman » et voyait dans « la majeure partie du roman contemporain [...] la version sentimentale du nihilisme ». Un même sentiment traverse *L'âme littéraire*.

Nourri de nombreuses lectures, l'ouvrage trouvera preneur chez un lecteur déjà interpellé par les débats et analyses sur la chose littéraire. Il suit en cela la ligne éditoriale de la collection La ligne du risque des éditions Nota bene. Étienne Beaulieu, jeune écrivain et professeur, cofondateur des cahiers littéraires *Contre-jour*, a réuni ici certains de ses textes tirés de cette publication. L'auteur, qui ne craint pas la polémique (à laquelle il consacre d'ailleurs un texte), dit du roman qu'il est « aujourd'hui une vaste entreprise lucrative par laquelle la littérature ne bredouille plus que d'insanes banalités et ramène toute transcendance à un anthropocentrisme bas de plafond. » C'est ce désir de transcendance qui justifie sa démarche ; en empruntant le terme « âme » au philosophe tchèque Jan Patočha, Beaulieu lui refuse ses connotations religieuses et catholiques pour lui préférer celles de « présence à soi » et au monde qui nous dépasse.

L'auteur cherche ainsi à redéfinir le geste même de l'écriture dans une civilisation où tous les points de vue se valent, où personne ne semble responsable de rien. Si le roman a bien servi l'Occident dans son projet moderne d'émancipation et de libération, il s'enlise aujourd'hui dans ce que Borgès qualifiait de « mauvais infini, celui de sa propre perpétuation ». En revanche, c'est la prose, dégagée de la fausse auréole du roman, qui tiendrait aux yeux de Beaulieu le meilleur rôle pour assurer désormais notre rapport au monde. *L'âme littéraire* est donc un essai aux accents pamphlétaires et à la prose philosophique, un peu lourde et serrée, qui questionne la nature et l'objet même de la littérature.

Le paradis imaginaire des individus

En lisant ce livre, on constate que l'auteur ramène tout le projet de la modernité au roman, ce qui à la longue peut agacer. Même si la thèse est sensée, elle ne manque pas de soulever des réserves quant à sa portée réelle. La société est « romanesque », elle, souffre de « relativité romanesque », d'« hégémonie romanesque », de l'« idéologie romanesque ». Le texte central du recueil, « Roman », revient avec une insistance parfois redondante sur ces dérives et ce « dérapage ontologique du roman ». On doit comprendre de cette diatribe que le genre romanesque a une histoire, et que cette histoire entretient des liens étroits avec le concept d'individu, ce dernier recherchant sans cesse et sans répit son bonheur et ses libertés. Le roman serait devenu idéologique puisqu'il ne proposerait rien d'autre qu'un horizon de temps fermé où nous ne sommes plus que des individus-personnages, vivant nos propres histoires, sans réelle possibilité de rencontre. Sa formule la plus éclairante est que le roman est « l'expression de la domination de la notion d'individu ».

On doit comprendre de cette diatribe que le genre romanesque a une histoire, et que cette histoire entretient des liens étroits avec le concept d'individu, ce dernier recherchant sans cesse et sans répit son bonheur et ses libertés.

Beaulieu tire plusieurs conclusions de cet énoncé, dont celle voulant que le roman, en explorant la vaste infinité des possibilités humaines, n'enferme en réalité l'âme, la referme sur elle-même. Elle serait – l'expression est paradoxale – « centrée dans le décentrement », incapable de trouver unité dans le monde, se mettant dans une position où elle ne lui répond plus, ne lui est plus responsable. Le roman, donc, expression pervertie du libéralisme des Lumières, « paradis imaginaire des individus », disait Milan Kundera.

Les autres courts essais (sur la notion de polémique, sur le genre de l'essai) ainsi que plusieurs commentaires sur les œuvres de quelques écrivains, complètent et servent d'assise à ce texte central, « Roman », qui examine longuement les prémisses philosophiques et esthétiques sur lesquelles le roman a bâti son empire. Les écrivains convoqués tout au long de ce parcours, à commencer par Joseph Joubert, auteur méconnu de carnets, Rainier Maria Rilke, Hermann Broch, Fernando Pessoa, Virginia Woolf et Peter Handke, Beaulieu les élit comme de grands prosateurs parce qu'ils ont conduit le roman à ses limites et induit un sens nouveau, plus profond, à l'acte d'écrire, leur prose ayant quelque chose de presque spirituel.

La prose, ou comment cultiver l'âme ?

Contre l'illusion de la vraisemblance, ce choix de la prose serait celui de l'expérience, du réel. Beaulieu a de belles pages sur l'essai et le fragment, plus proches de sa conception de la littérature. Mais pourquoi ces choix ? La poésie et la chanson peuvent tout aussi bien chercher à dire l'expérience, à dire le réel. Même chose pour le récit. Alors en quoi le récit se distingue-t-il du roman ? Il me semble important de poser ces questions, car au cœur du roman, il n'y a pas que la prose à dégager ; le récit a également la capacité de transcender la subjectivité de qui raconte, de qui écoute. Pour développer mieux l'argument, il y aurait lieu de voir en quoi le roman, à un certain point de son histoire, a cessé de porter un regard sur le monde pour ne se centrer que sur la vie de l'individu.

Les idées de Beaulieu ouvrent d'intéressantes perspectives, mais parfois il me semble que l'opposition entre prose et roman nuise à un examen plus approfondi. Car sa tentative de sortir la prose du roman n'est ni simple ni évidente. Cette polarisation donne à ces deux concepts des interprétations que l'on ne conçoit pas si aisément : le roman serait nihiliste ; la prose, spirituelle et consacrée aux seuls objets du monde. Oui, il y a certainement autre chose à écrire que du roman. Mais quoi écrire d'autre pour « éveiller l'âme » ? Que de la prose ? Il y a ici occasion de méditer encore la question.

Voir Contre le roman
suite à la page 10

Contre le roman

suite de la page 9

Derrière ses propos, on sent bien les inquiétudes de l'auteur et son désir sincère de revenir à une « culture de l'âme » qui caractérisait l'humanisme de la Renaissance. *L'âme littéraire* lance le message qu'il faut tâcher de retrouver une certaine unité du monde, que la littérature doit retourner faire ses devoirs. Cela est tout à fait en phase avec le désarroi dans lequel nous plonge une société complexe comme la nôtre, avec des cultures millénaires qui se rencontrent et s'entrechoquent, et où le poids du monde pèse sur les esprits soucieux. Revenir à de vieux mots comme « âme », auréolés du sentiment de sécurité qu'ils procuraient et de leur mystère enveloppant, est une option tentante. Beaulieu voit dans le roman une forme excédée, qui nous empêche d'aller plus loin et nous prive d'un rapport avec le réel, nécessaire et vital. Il ne suffit plus, comme à l'aube de la Modernité, de montrer le monde, il s'agit cette fois de le sauver. L'âme peut bien sûr servir de réponse temporaire, mais elle demeure un mythe. Le dualisme roman/prose peut nous orienter, mais il ne répond pas à toutes les questions.

Le roman, seul responsable ?

A-t-on alors raison de faire du roman le seul responsable du relativisme contemporain ? Dur d'établir un énoncé de cet ordre ! À ce titre, le cinéma, tout comme la photographie, ou même l'invention du miroir, peut tout autant compter parmi les causes expliquant la dérive narcissique de notre époque. La position de Beaulieu sur le roman m'apparaît ainsi, par moment, un peu restrictive. Il existe de bons arguments pour justifier le roman, les rappeler aiderait à démêler les fils qui font de ce genre l'expression de la vision libérale et émancipatrice entretenue par l'Occident. Le roman n'a-t-il pas le rôle de nourrir l'imagination des lecteurs, de provoquer, la tâche d'éduquer sentimentalement un lecteur, de l'initier à la vie intellectuelle, et même, n'en déplaise à l'auteur, de contribuer également à son éveil ? De grands romans « éveillent » très certainement à la vie intellectuelle.

En disqualifiant le discours sur le roman, c'est aussi un peu les romans qui sont touchés.

Même s'il prend soin de faire les nuances qui s'imposent, son jugement grossit les traits d'une forme très variée, tant dans ses différentes expressions que dans sa vaste histoire. Quatre siècles de roman, tant de pratiques différentes, se synthétisent difficilement dans une seule dénomination. En connotant aussi négativement le roman, Beaulieu risque d'en faire une caricature. Comme les fonctions du roman sont multiples, il peut être déconcertant de le restreindre à une seule, soit celle de relativiser les vérités et de nous empêcher de voir « l'Être ». À ce titre, même le fragment, abordé dans le dernier texte du recueil, peut tout aussi bien « briller » par son obscurité… et ne pas éveiller l'âme.

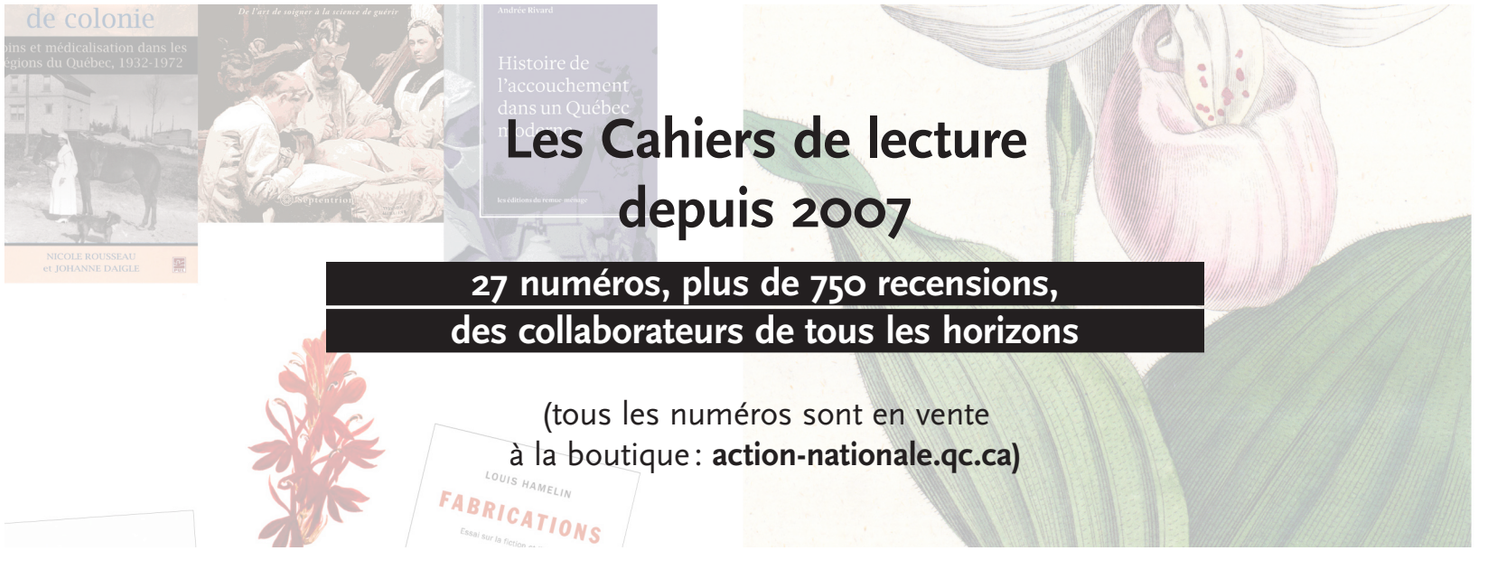
Par ailleurs, Beaulieu devrait analyser plus en détail cette rupture avec les Belles-Lettres qu'il a la juste intuition de relever. Ses conséquences dans nos conceptions du texte et de la lecture ont été importantes. Il est vrai qu'aujourd'hui, lorsqu'on pense littérature, on pense presque immédiatement au roman, et c'est un problème. *L'âme littéraire* dit : « il n'y a pas que des romans à écrire ! » Et c'est vrai ! Bien qu'il soit souvent la première porte d'entrée dans le vaste univers de la littérature, il n'est pas la seule. En ce sens, si le livre de Beaulieu a une contribution majeure à apporter, c'est d'abord par cette invitation à réfléchir sur ce qu'il faut écrire, mais aussi par cette autre invitation à lire autrement. La lecture n'est pas que divertissement, comme le suggère une certaine conception plus populaire. S'il faut rejeter une certaine conception du roman, il faut du même coup redéfinir une autre façon de lire. Une réflexion sur la création littéraire va de pair avec un art de lire qu'il faut faire évoluer, qu'il faut – j'ose le terme – convertir. Si « âme littéraire » il y a, elle est à la fois celle de l'écrivain que celle du lecteur.

Que faut-il écrire ?

Si le chant épique ou la tragédie ont jadis été les genres dominants – les formes de l'âme antique –, en mettant à l'avant-plan l'héroïsme de la vertu et la fatalité face à son destin, le roman, lui, est l'expression d'un monde post-héroïque, où l'individu, tout-puissant, définit ses propres valeurs. Que faut-il écrire maintenant ? Dans un texte magnifique, « L'hypothèse de l'âme » (*Une idée simple*), Yvon Rivard écrit que « le propre de la pensée, c'est de conquérir son humanité, c'est de créer des formes (artistiques, sociales, politiques) assez solides pour contenir à la fois la vie et la mort, assez souples pour ne pas éclater sous la pression de ces forces contraires » (p. 163). « La beauté du mot âme » que tente d'éveiller Beaulieu, c'est peut-être au fond cette souplesse intellectuelle à retrouver, qu'une conception actuelle du roman, figée, pétrifiée, ne parvient plus à incarner.

On aurait tort de ne pas considérer les implications des discussions livrées par le jeune auteur. La question du roman est celle de savoir ce qu'on écrit, elle englobe des interrogations sur le sens de la vie individuelle et collective, sur la capacité de juger, sur la vie intellectuelle, sur le rôle des textes dans l'éducation, sur le rôle de l'intellectuel dans la cité, sur notre rapport au passé, questions toutes contemporaines, inquiétudes toutes légitimes pour qui se sent concerné, au-delà ce qui s'écrit, par l'humain et le monde.

Parler de l'âme, comme le fait Étienne Beaulieu, en avoir le souci profond, c'est une façon de s'interroger sur la formation de l'esprit humain. C'est un grand enjeu de civilisation. Bien que *L'âme littéraire* soit un texte difficile à lire, dense, il soulève dans toute sa pertinence cet enjeu et tente d'y répondre en reposant, à travers une passion évidente de l'auteur pour la littérature, les questions du vrai, du beau, du bien. Étienne Beaulieu croit encore au pouvoir de la littérature et quiconque un peu sensible à ces enjeux ne peut que se laisser contaminer par certains passages de ses essais. ❖



LEÇON DE LENTEUR AFRICAINE

Claire Varin
Écrivaine



Deni Béchard
(traduit de l'anglais par Dominique Fortier)
Des bonobos et des hommes. Voyage au cœur du Congo
Montréal, Écosociété, 2014,
448 pages

Être attirée par les singes du titre. S'aveugler sur la quatrième de couverture pourtant révélatrice de l'étendue du propos, tout comme le prologue. Deni Béchard y raconte avoir expliqué au douanier le motif de son séjour en République démocratique du Congo à son entrée en 2012 : l'écriture d'un « livre sur la conservation, sur les forêts tropicales, les ressources naturelles et les grands singes menacés d'extinction ».

Tourner les pages pour voler à la rencontre des bonobos avec le Canado-Américain auteur de *Vandal Love* (Québec Amérique, 2009). On voudrait que l'auteur nous conduise au plus vite au creux de la forêt chez les bonobos. Mais on doit emprunter avec lui des avions, des bateaux, de vieux camions déglingués sur des chemins semés d'embûches naturelles et techniques, suivre les gens de l'ONG Bonobo Conservation Initiative (BCI) dans la tournée de leurs bureaux régionaux, avant d'approcher cette « espèce charismatique ». On doit faire des détours éclairés par la géographie, la biologie et l'histoire tourmentée d'un Congo postcolonial. Deni Béchard ne tombe pas dans l'exotisme de pacotille.

Après l'auteur, on est lentement préparés à pénétrer dans la forêt pluviale à l'aube. On y voit des lianes, grosses comme son bras, qui pendent des arbres. On n'aperçoit pas toujours le ciel à travers la canopée épaisse. On croise des palmiers envahissant les clairières percées dans la forêt dense pour une surconsommation désastreuse d'huile de palme par l'Occident. On chemine dans l'herbe mouillée qui monte parfois jusqu'à nos épaules, dans des sentiers aussi étroits qu'une botte de marche.

Reconnus comme une espèce distincte seulement au XX^e^ siècle, les bonobos ont été popularisés grâce à leur pacifisme — censément dû en partie à leur matriarcat, et à une propension au sexe en dehors des périodes de fertilité, en toutes circonstances, pour lier amitié, se saluer ou apaiser des cœurs… Découverts bien après les chimpanzés, les bonobos ont heureusement été épargnés par l'industrie biomédicale. C'est ce qu'on se dit avec une pensée pour les cobayes rescapés de laboratoires américains, aperçus à la fondation Fauna à Carignan au Québec, sanctuaire créé par Gloria Grow ; on ~~les~~ a mieux connus ces traumatisés dans *The Chimps of Fauna Sanctuary* (HarperCollins, 2011) du Canadien Andrew Westoll, reporter indépendant et grand voyageur à l'image de Deni Béchard.

La lecture se déroule lentement, comme l'Afrique : on accompagne les déplacements de l'aventurier, rarement faciles, moments entrecoupés de portraits des partisans de la protection des espaces naturels, natifs ou étrangers tels Sally Jewell Coxe et Michael Hurley, directeurs de BCI, sans compter les arrêts non obligatoires pour consulter les quelque 65 pages de notes en fin de volume… « On ne voyage pas vite au Congo », en raison également des explications indispensables répétées à l'oreille de chaque chef local sur le motif de la présence de l'auteur. Afin d'expliquer le nécessaire à ses lecteurs, Béchard fait sans cesse des pauses et use de la répétition, comme un bon professeur agirait en vue d'une meilleure assimilation de l'information transmise.

Ce grand reportage, sérieux, fouillé, bien traduit, à la fois récit de voyage et cours sur l'art de la conservation, constitue également un plaidoyer pondéré pour la protection de la forêt et de ses animaux en péril.

Un bras de bonobo a surgi… à la page 113, enfin, puis une silhouette d'apparence humaine. Les bonobos en effet, comme les chimpanzés, les orangs-outangs et les gorilles, appartiennent à la famille des hominoïdes dépourvus de queue et au torse plat, beaucoup plus grands que les quelque deux cents espèces de singes des autres branches de l'arbre des primates. À la lumière des travaux des primatologues Sue Savage et Jane Goodall, Béchard nous rappelle l'étroitesse des frontières entre les grands singes et nous. « Il est horriblement, douloureusement et désagréablement humain », déclarait en 1842 la reine Victoria, de retour du zoo de Londres, après avoir plongé son regard dans celui d'un orang-outang… Qu'aurait-elle pensé d'une rencontre avec un bonobo qui debout se tient droit, le dos non courbé comme les autres grands primates ?

« En regardant un autre être dans les yeux, on peut voir si son esprit est large, s'il y a là de la place pour réfléchir, pour considérer les choses sous plusieurs angles et les évaluer, ou bien s'il se contente d'agir en automate, mû par l'instinct et l'habitude », écrit Deni Béchard. Ça vaut pour nous ou pour les bonobos avec qui nous partageons près de 99 % de notre ADN. Avant son séjour en Afrique, l'auteur faisait l'expérience de leur regard brillant d'intelligence au Great Ape Trust, mais souhaitait constater in situ comment les projets de conservation pouvaient protéger ces primates menacés d'extinction par la chasse et la diminution de leur habitat. Les ayant observés en captivité aux États-Unis, il serait moins pressé de relater ses visions d'eux au cœur de la forêt équatoriale ?

Ainsi va réfléchissant la lectrice sur le projet littéraire de Béchard qui englobe aussi des humains engagés, étrangers ou congolais tels les membres de Vie sauvage, ONG associée à BCI, dont il dresse le portrait. Il retrace leur parcours pour amener les habitants à protéger les animaux au lieu de les tuer, les persuader de l'apport de bénéfices beaucoup plus importants par l'écotourisme aux ressources renouvelables que par la vente de « viande de brousse », euphémisme pour cadavre de bonobo… pour convaincre les habitants, village par village, de dire oui à la conservation, soutenue par des écologistes venus d'ailleurs, car ils cultivent une longue tradition de méfiance envers l'étranger pour avoir été, sous le régime colonial belge et jusqu'à aujourd'hui, victimes d'une exploitation démesurée de leurs ressources forestières et minières. Il fallait aussi faire comprendre aux conservationnistes étrangers que la forêt est le « supermarché » des communautés pauvres qui y vivent, des gens responsables de subvenir aux besoins de leur famille, qui ne possèdent bien souvent qu'un seul pantalon… Gros programme,

Voir Bonobos…
suite à la page 12

Bonobos…

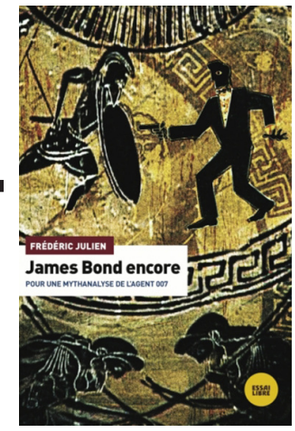
suite de la page 11

embrouillé par les querelles entre les ONG conservationnistes alimentant la suspicion des Congolais. La méthode la plus efficace pour réussir les projets de protection des grands singes ? La capacité d'écouter les idées émises par des voix africaines sur le terrain, plutôt que l'importation d'« un Tarzan bardé de diplômes » pour reprendre l'expression d'une des personnes-ressources interrogées pour réaliser cette vaste recherche à laquelle s'est attelé Béchard dans le seul pays de la planète où vivent les bonobos, au sud du fleuve Congo. La création de parcs nationaux, forçant le déplacement des populations locales, n'a pas donné les résultats escomptés ; et la protection « par l'exclusion » représente une stratégie vouée à l'échec, au contraire de la création de réserves, comme celle de Kokolopori, qui procure de l'emploi aux natifs et leur évite l'expropriation.

Ce grand reportage, sérieux, fouillé, bien traduit, à la fois récit de voyage et cours sur l'art de la conservation, constitue également un plaidoyer pondéré pour la protection de la forêt et de ses animaux en péril. En RDC, la déforestation n'épargne pas des arbres âgés de plusieurs centaines d'années, contemporains parfois de Christophe Colomb et autres ancêtres, bouleversant un équilibre naturel ancien. Si à la lecture, on saisit l'urgence de la préservation des grands arbres et de la biodiversité, on prend illico pour les bonobos, et, à l'exemple de l'écologiste congolais Albert envers ses gens, on porte en soi « un élément de leur cœur ». ❖

La méthode la plus efficace pour réussir les projets de protection des grands singes ? La capacité d'écouter les idées émises par des voix africaines sur le terrain, plutôt que l'importation d'« un Tarzan bardé de diplômes » pour reprendre l'expression d'une des personnes-ressources interrogées pour réaliser cette vaste recherche à laquelle s'est attelé Béchard dans le seul pays de la planète où vivent les bonobos, au sud du fleuve Congo.

Frédéric Julien
James Bond encore. Pour une mythanalyse de l'agent 007
Montréal, Éditions Poètes de brousse, 2015, 87 pages



La mythanalyse (car c'est ce dont il s'agit ici) consiste à expliquer une œuvre en y détectant la résurgence des grands mythes universels : lutte entre le bien et le mal, récits initiatiques, destins tragiques orchestrés par les dieux bienveillants ou malveillants, victoires contre la mort. Détient ce caractère mythique ce qui rejoint les angoisses profondes, les aspirations délirantes et les fantasmes de conquête de tous ordres du genre humain. Alors, comment ne pas voir en James Bond un avatar des héros de l'Antiquité et des chevaliers du Moyen-âge ? Comment ne pas déceler « l'envergure mythique » du personnage ? se demande l'auteur de *James Bond encore*.

Le cinéma hollywoodien a maintes et maintes fois investi ses frais dans ces récits d'action stéréotypés qui, malgré le retour du « même » (mêmes actions, mêmes intrigues), continue pourtant d'exciter les passions et d'attirer les foules. L'historien des religions Mircea Eliade et plusieurs autres chercheurs en culture populaire et paralittérature ont bien vu que certains produits de l'industrie culturelle carburent aux mêmes schèmes de la mythologie ancienne, sans toutefois véhiculer les principes moraux et explicatifs du monde physique dont elle était anciennement la gardienne sacrée.

Frédéric Julien, professeur de littérature au cégep Édouard-Montpetit, a donc entrepris une étude des aventures de l'agent 007 par le biais de cette approche comparative, y voyant une explication de la « plasticité » du personnage du célèbre espion. Créé par le Britannique Ian Fleming au début de la Guerre froide, l'espion de Sa Majesté a en effet su traverser les modes, les générations et réussit encore de nos jours à faire vibrer la même corde sensible chez les amateurs de la série. Son court essai, sans prétention, est le fruit d'une fréquentation assidue de l'œuvre tant cinématographique que littéraire, et vise, un peu comme l'a fait en 2012 le professeur et essayiste Claude Vaillancourt dans *Hollywood et la politique*, à démystifier et commenter avec pédagogie ces films cultes du cinéma à large déploiement.

Julien présente ses commentaires avec concision et vivacité. L'ouvrage n'est pas divisé en chapitres : de courtes rubriques thématiques permettent un regard panoramique sur toute la production, de *Dr No* et *Goldfinger* du début des années 60 aux récents *Die Another Day*, *Casino Royale* et *Skyfall*. Ce choix favorise une lecture rapide ; Julien accumule cas et exemples. L'ouvrage n'a pas l'envergure d'une thèse, il s'agit d'un long article d'analyse, on sent par moment l'amusement de l'auteur à effectuer ces nombreux recoupements entre les principaux attributs de l'agent secret et la riche tradition mythologique occidentale. Son propos est abondamment nourri de références aux films et de nombreuses répliques classiques. Bond répondrait en tout point à l'archétype du héros, il serait un « digne héritier d'Ulysse, de Thésée, d'Hercule et de bien d'autres figures très anciennes ». Ses nombreuses victoires contre la mort, ses missions pour ramener la paix sur une planète Terre devenue terrain de jeu et champ de bataille, ses affronts contre les pires démons de l'humanité, les Blofeld, Auric Goldfinger, Le Chiffre, Gustav Graves et autres maniaques mégalomanes, ont effectivement des résonnances étonnantes avec les tâches et épreuves de ces héros des âges lointains. Ne pas oublier, bien entendu, les conquêtes nombreuses de Bond, belles, fatales et dangereuses, les Honey Rider, Fiona Volpe, Vesper Lynd, incarnations de Circé et de Calypso, qui font de lui un jouisseur incorrigible, un mâle piégé et dominant, un principe de vie dionysiaque. De Éros à Thanatos, de l'ange exterminateur au Christ martyrisé, Julien survole ainsi les missions de Bond en les plaçant sous le signe du mythe.

L'exercice est très intéressant. Umberto Eco, le sémioticien, a déjà écrit sur la narration des récits de 007. *James Bond encore* s'inscrit dans le sillage de ces études menées par l'éminent universitaire de Bologne. Pour qu'on en prenne bien la mesure, la mythanalyse exige une bonne connaissance des principaux mythes. Ainsi, cette approche par analogie peut parfois surprendre par son ampleur, à tel point qu'on se demande si le cas de James Bond peut recouvrir à lui seul une si vaste et monumentale quantité de mythes. L'impression de survol de *James Bond encore* pourrait à mon avis être compensée par un ciblage plus efficace de certains thèmes qui seraient plus amplement développés. Cette petite incursion dans l'univers bondien est néanmoins une bonne façon de comprendre toutes les coutures d'un cinéma de masse que l'on reçoit souvent sans trop se poser de questions. L'intention d'éclairer les mordus des films de Bond nous ramène à cette idée qu'un « mythe ne fait pas seulement qu'expliquer en racontant une histoire, il véhicule tout un bagage de valeurs propres à la civilisation qui l'a échafaudé » (p. 38). Ainsi, cette courte analyse qui s'étend sur presque cent pages autoriserait l'auteur à aller plus loin et s'avancer sur les effets de cette figure emblématique sur la violence, sur les stéréotypes féminins et masculins, sur les idéologies dont elle est porteuse, etc.

Pascal Chevrette
Chef de pupitre, essais littéraires

PARTIR ÉTUDIANT… REVENIR ÉCRIVAIN

Fanie St-Laurent
Chargée de cours à l'Université de Sherbrooke



MICHEL LACROIX
L'INVENTION DU RETOUR D'EUROPE. RÉSEAUX TRANSATLANTIQUES ET TRANSFERTS CULTURELS AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE
Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Cultures québécoises », 2014, 334 pages

« Être écrivain, c'est ne plus avoir d'autre patrie que Paris » (p. 18). C'est ce que montre, en introduction, Michel Lacroix, professeur à l'Université du Québec à Montréal et spécialiste des sociabilités intellectuelles, des représentations de la vie littéraire et des relations franco-québécoises. Son étude sur le personnage du retour d'Europe est le fruit de plusieurs années de recherches sur les notions de cercles d'appartenance, d'amitié, de mondanité, de coopération intellectuelle, de transferts culturels et sur certains acteurs clés de la diffusion de la littérature et de la culture québécoises en France dans les premières années du XXe siècle.

L'invention du retour d'Europe. Réseaux transatlantiques et transferts culturels au début du XXe siècle apporte un éclairage nouveau sur la trajectoire d'un groupe de jeunes étudiants, les Marcel Dugas, René Chopin, Paul Morin et Guy Delahaye, entre autres, – plus tard associés aux exotiques – qui complètent leurs études de droit, de médecine ou de journalisme lors d'un voyage à Paris entre 1910 et 1914. La combinaison des approches théoriques qui s'inspirent à la fois de la sociocritique, de l'analyse du discours, de l'histoire culturelle et de la sociologie des réseaux, permet de mieux comprendre que « les réseaux constituent plus qu'un mode d'organisation, de structuration, au sein de l'institution ou entre deux sphères littéraires distinctes : ils sont cette institution, ils constituent au sens fort l'interface essentielle entre le Québec et la France » (p. 7). En voulant relire l'histoire littéraire québécoise à la lumière des réseaux pendant les années 1910-1920, Michel Lacroix dévoile toute la toile des relations littéraires et intellectuelles transatlantiques tissées une à une, évoque les rapports de force, les prises de position, les écarts entre les deux continents et l'importance des rencontres mondaines, en plus de donner une nouvelle compréhension des suites du voyage à Paris à cette époque. Les exotiques se connaissent avant de partir pour la France, ils proviennent des mêmes écoles et du même milieu social et, de surcroît, ils ont participé à des regroupements étudiants comme L'Encéphale ou Le Soc ; or, c'est véritablement le voyage en Europe qui les mènera à constituer le groupe qui sera au cœur des activités de la première revue moderniste de l'histoire culturelle québécoise, *Le Nigog*.

PARTIR ÉTUDIANT

Carte d'identité, passeport, lettres de recommandation… c'est le départ. Les quatre étudiants, Dugas, Chopin, Morin et Delahaye, ont des parcours semblables. D'abord, ils ont la possibilité d'étudier à l'étranger parce que les relations universitaires entre le Canada et la France s'intensifient au tournant du XXe siècle. Ils vivent également une situation personnelle qui ne les retient pas au Canada en plus de provenir de familles bourgeoises qui peuvent assumer les frais d'un tel voyage – les bourses d'études n'étant pas encore facilement accessibles. Finalement, la faiblesse du champ littéraire canadien-français, le manque d'éditeurs spécialisés, l'absence de revue littéraire ou de critique dédiée à la littérature dans les journaux ainsi que la soumission des librairies aux écoles et aux congrégations religieuses, entre autres, portent les écrivains à rêver d'un marché plus fort et stable, comme celui de la France.

C'est en effet le temps de l'ultime regard sur ce que les personnages – réels ou fictifs – laissent derrière eux, le temps de l'adieu à la patrie ; c'est aussi le temps de l'exaltation, de l'ouverture vers l'inconnu ; mais c'est surtout un entre-deux temps, entre ici et là-bas, un temps de réflexion sur la rupture et la possibilité d'un retour.

Michel Lacroix représente la scène du départ à l'aide de textes fictifs, *Le théâtre à Montréal* (1911), de Marcel Dugas, et André Laurence, *Canadien-français* (1930), de Pierre Dupuy, qui illustrent ce moment crucial du voyage, « une étape importante qui concrétise un fantasme ancien, celui de partir pour la capitale française, en même temps qu'elle relance la rêverie, le songe (p. 24) ». C'est en effet le temps de l'ultime regard sur ce que les personnages – réels ou fictifs – laissent derrière eux, le temps de l'adieu à la patrie ; c'est aussi le temps de l'exaltation, de l'ouverture vers l'inconnu ; mais c'est surtout un entre-deux temps, entre ici et là-bas, un temps de réflexion sur la rupture et la possibilité d'un retour.

Le groupe de jeunes Canadiens français ne fait pas qu'étudier à Paris. En fait, dans leurs cas, les études sont presque un prétexte. À Paris, certains publient des ouvrages littéraires, envoient des comptes rendus de la vie littéraire parisienne à Montréal et, surtout, participent à la vie littéraire, culturelle et mondaine de Paris. Et il s'agit de l'aspect le plus fascinant de l'étude de Lacroix. « Capitale mondiale des lettres, Paris était aussi, au même moment, une des capitales mondiales de la mondanité, les deux formes de domination étant partiellement confondues dans l'esprit de plusieurs, Français comme étrangers (p. 102) ». Les archives et la correspondance montrent comment ces apprentis écrivains ont rejoint différents milieux, ont abordé différentes disciplines et ont examiné différentes esthétiques. Les exotiques ne font pas partie de la bohème : ils veulent rencontrer des gens d'autorité. Ils créent des liens avec les milieux académiques, car ils entretiennent l'espoir d'être reconnus par l'institution. Ils participent également à des salons mondains, notamment ceux de M. et Mme Charles de Pomairols et de Philippe Roy, commissaire général du Canada à Paris, et atteignent ainsi les échelons supérieurs de la société pour mettre à profit leur capital social. En plus de ces rencontres mondaines, les exotiques courtisent divers réseaux littéraires et culturels parisiens, comme la revue d'avant-garde *Montjoie*!, diverses écoles et divers lieux de sociabilités, notamment le café la Closerie des Lilas où ils sont en contact plus ou moins directement avec des artistes aux parcours et aux disciplines multiples tels Éric Satie, Guillaume Apollinaire ou Riccioto Canudo. Architecture, cinéma, littérature, politique, journalisme : ces diverses approches seront également exploitées, plus tard, dans *Le Nigog*. Les exotiques circulent donc des salons aux revues d'avant-garde en quête de reconnaissance et de possibilités de publication.

VOIR RETOUR D'EUROPE
suite à la page 14

Retour d'Europe

suite de la page 13

Revenir écrivain

Les exotiques reviennent tous avant 1914 en raison de la Première Guerre mondiale. Ils vivent à ce moment le choc du retour : pour certains, comme Paul Morin, il s'agit d'un nouvel exil, négatif, dans son propre pays. Pourtant, dans cet axe transatlantique, les exotiques ont tout de même réussi à intégrer un réseau multidisciplinaire d'artistes et à créer un mouvement littéraire canadien-français à partir de Paris. « Le séjour collectif en Europe contribue à provoquer l'émergence de ce groupe, à lui donner ses couleurs spécifiques ; il approfondit et exhibe la célébration de l'ailleurs, laquelle unifie éthos et poétique, habitus et topoï, dans une opposition de plus en plus frontale au régionalisme » (p. 223).

Malgré certaines entorses à la chronologie et quelques informations lacunaires tout à fait compréhensibles dans des recherches aussi poussées, l'ouvrage de Michel Lacroix propose des pistes de réflexion nombreuses pour les chercheurs et les professeurs de littérature. Il donne d'abord une définition plus précise et illustre de façon concrète la notion de retour d'Europe. Ainsi, il montre clairement qu'avec les exotiques se forge le personnage du retour d'Europe dans les années 1910 et 1920. Ensuite, il expose de manière exemplaire l'importance de la mondanité et de l'intégration dans des réseaux littéraires, culturels et politiques pour arriver à se tailler une place dans le milieu littéraire français. Enfin, on perçoit plus facilement le décalage culturel vécu par ces retours d'Europe, leurs questionnements, leurs positions dans le champ littéraire. Le retour d'Europe, en tant que passeur culturel, est marqué par la civilisation européenne et, à son tour, marque la société canadienne-française lorsqu'il revient dans son milieu. On ne saurait trop souligner la richesse du dépouillement des archives et l'importance de la relecture de l'histoire littéraire qui, dans ce cas encore, donne un nouvel élan aux savoirs antérieurs. ❖



Robert Lacroix et Louis Maheu
Les grandes universités de recherche. Institutions autonomes dans un environnement concurrentiel

Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, 328 pages

Rien de plus ennuyeux que de consacrer de belles heures d'été à la lecture d'un rapport sur la recherche universitaire. D'abord, les auteurs. Robert Lacroix, économiste de formation, ex-recteur de l'Université de Montréal, passionné de développement institutionnel, ne pouvait que s'intéresser à ce thème en retournant à son travail de chercheur. Quant à Louis Maheu, s'il fut aussi cadre supérieur de l'Université de Montréal, il est d'abord un sociologue éminent, d'inspiration tourainienne, et par conséquent spécialisé dans l'étude des mouvements sociaux et de l'action de la société sur elle-même.

Rien de trop étonnant, donc, à voir ces deux universitaires se pencher sur le développement des institutions de « haut savoir » et en particulier à la recherche animée, produite et diffusée par les universités. La recherche constitue non seulement l'essentiel du travail d'un professeur et de la réputation d'un établissement d'enseignement supérieur ; elle est aussi un des principaux moteurs du développement des sociétés, à la faveur de l'expansion des savoirs.

Après avoir retracé l'histoire récente des universités et de l'essor de la recherche scientifique, Lacroix et Maheu remettent en question les classements de performance en usage tout en leur reconnaissant une utilité pour l'évaluation, à condition d'y adjoindre des outils complémentaires de mesure et d'analyse. La deuxième partie passe en revue l'évolution organisationnelle des universités de recherche aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et en France. Le rapport se termine par un appel au débat portant sur les défis à relever pour assurer la qualité et les performances des universités observées : les rapports entre enseignement et recherche, la privatisation larvée, le sous-financement public ou plutôt un subventionnement trop contrôlant, aux États-Unis et au Canada.

Le sous-titre du rapport est éclairant : « Institutions autonomes dans un environnement concurrentiel ». Comment préserver (ou restaurer ?) l'autonomie de l'université, gage de ses libertés et condition de son développement réel ? Comment négocier, avec les pouvoirs publics comme avec les sources de financement privées, un contrat de long terme assurant les conditions et les moyens d'une indépendance quant au choix des champs prioritaires de recherche et quant à la gestion des ressources humaines et organisationnelles qui y sont consacrées ? Les auteurs écrivent avec optimisme : « [...] rien n'indique que les universités de recherche ont manqué aux engagements de leurs missions fondatrices d'enseignement et de recherche. S'il y a eu des manquements et si des défis majeurs demeurent, force est de noter que les universités, sur le terrain fondamental de la recherche, aient perdu leur âme. »

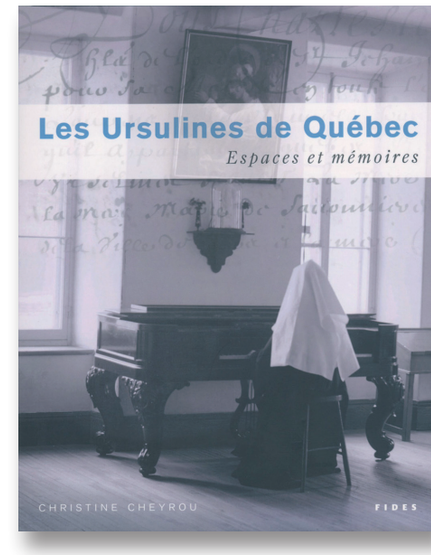
Autre question plus délicate : comment gérer et viser l'excellence dans le climat actuel de compétition exacerbé entre les institutions universitaires ? Je considère que nos deux chercheurs auraient pu s'interroger plus en profondeur sur cet effet « pervers » de la mondialisation. Faut-il accepter comme inévitable cette course à l'hégémonie de certains savoirs, de certaines cultures, de certains modèles et types de recherche ? Hégémonie étatsunienne plus qu'européenne, demain plus extrême-orientale qu'étatsunienne, ou respect et stimulation des diversités et des différences ? Le modèle explicatif proposé au départ reflète particulièrement l'exclusivité du raisonnement : « [...] pour pouvoir se développer, les sociétés modernes demandent deux apports essentiels : une main d'œuvre de plus en plus qualifiée et un flux de connaissances nouvelles relevant de multiples disciplines scientifiques et technologiques. » Chers collègues, en êtes-vous si assurés ? C'est ici qu'on peut mesurer le poids des habitudes et des traditions et les difficultés réelles d'accroissement des capacités d'innovation, non seulement en matière de recherche, mais surtout en termes d'organisation et d'institutionnalisation. Élevés et nourris dans le sérail privilégié de l'Université de Montréal, nos deux professeurs en sont des dignitaires sans doute trop éprouvés. Leur plaidoyer pro domo en est le signe clair. Se prévaloir d'appartenir à une université « de calibre mondial » et à « un club international sélect » fait naître un certain soupçon de complaisance et pourrait bien nuire à l'objectivité d'un travail de recherche.

Une suggestion en terminant : à quand une évaluation de la recherche non subventionnée et dite « libre » pratiquée par une majorité de professeurs ? À quand une évaluation complète de la performance des universités en enseignement et en diffusion des savoirs ? Voici, Messieurs, de la part d'un modeste collègue du bas de la montagne, une invitation à lire bientôt vos nouveaux rapports... de recherche et à débattre de vos résultats et conclusions. Sans trop d'ennui, compte tenu de vos constants efforts de style, et en toute liberté, vu l'enjeu.

Jean Carette
Professeur retraité de l'UQAM

PEUT-ON EMPÊCHER LA MÉMOIRE DE MOURIR?

Lucia Ferretti
Chef du pupitre, histoire et culture



CHRISTINE CHEYROU
LES URSULINES DE QUÉBEC. ESPACES ET MÉMOIRES
Montréal, Fides, 2015, 212 pages

Voici un livre remarquable, serein malgré le sentiment d'urgence qui l'a fait naître et le tenaille tout du long; un livre aussi qui, en dépit de tout ce qui motive et qu'espèrent son auteure et ses collaborateurs, fait à mon avis la preuve que la mémoire est intransmissible à l'extérieur de l'organisme, individuel ou collectif, qui l'entretient et qu'elle fait vivre. La mémoire est un peu comme la respiration: de même qu'on ne peut respirer à la place de quelqu'un d'autre, on ne peut se rappeler à sa place. Lorsque la vie de la personne, de l'institution ou du groupe s'achève, et cela peut prendre des générations, leur mémoire part avec eux. En passant «à l'extérieur», la mémoire ne se transmet pas, elle prend plutôt la forme d'une multitude de petits savoirs que se donnent la peine d'acquérir ceux qui y sont intéressés. Si j'ai pu en arriver à cette conclusion contraire à l'intention du livre, c'est que celui-ci est d'une qualité absolument exceptionnelle: j'ai lu bien des ouvrages et des articles savants sur la mémoire écrits par Pierre Nora et par tous ceux qui ont fait carrière sur cet objet, aucun n'arrive à la cheville de celui-ci tant il provoque à la réflexion exigeante.

Il faut dire qu'au Québec, rarissimes sont les terrains ayant autant de potentiel pour déployer une entreprise savante de conservation de la mémoire. Les Ursulines sont à Québec (et au même endroit dans la ville) depuis les tout débuts de la colonie. Il s'agit d'une congrégation religieuse, c'est-à-dire d'un type d'institution qui se définit plus que tout autre par ses origines, toujours vénérées, et par sa volonté organisée de fidélité à son charisme de fondation. De plus, les Ursulines sont une communauté ayant été cloîtrée jusqu'à Vatican II, ce qui favorise au suprême la création d'une personnalité collective. Devant les ursulines, des femmes bien concrètes, on est donc comme devant un seul individu. Un individu-institution qui aurait une mémoire de plusieurs siècles. Et une institution dont la mémoire constitue une partie si essentielle de l'identité qu'elle l'a cultivée et entourée de mille soins depuis son premier jour. C'est ce que ce livre montre de manière très forte, parce qu'il démonte les mécanismes par lesquels la mémoire institutionnelle est créée, quelles formes elle prend et comment elle se transmet à l'interne.

Par ailleurs, tout ce qui compte d'experts les plus chevronnés a été mis à contribution dans ce livre. Non seulement les ursulines elles-mêmes, pour qui l'entreprise est un «devoir de mémoire» (p.3). Non seulement l'auteure, directrice-conservatrice du musée des Ursulines, l'historien Julien Mercure-Gauvin et le photographe Luc-Antoine Couturier. Non seulement les équipes du musée et des archives. Mais encore celles du Service de la culture et du Service de l'aménagement du territoire de la Ville de Québec, et celles de la Direction de la Capitale-Nationale du ministère de la Culture et des Communications. Enfin, plusieurs personnes et organismes ont aussi été consultés, notamment, mais non exclusivement les historiens et spécialistes du patrimoine Jean Simard et Patrice Groulx.

Les Ursulines sont en quelque sorte le symbole de notre histoire et, en dépit de leur clôture, le signe que le Québec est né de l'ouverture au monde et de la rencontre de deux mondes.

J'insiste sur cette énumération pour montrer à quel point il ne fait aucun doute pour tous ces experts que la mémoire des Ursulines de Québec est un patrimoine national. Comme celles-ci n'ont pas de relève, il appartiendrait donc à l'ensemble des Québécois, désormais, de connaître et d'entretenir leur mémoire; tous ces spécialistes ont véritablement donné le meilleur d'eux-mêmes précisément pour nous la faire connaître et nous la transmettre. C'est du moins le projet de ce livre.

Sait-on que les Plaines d'Abraham ont déjà appartenu aux Ursulines? Que leur monastère, l'un des ensembles architecturaux les mieux conservés de la ville et certainement de l'Amérique du Nord tout entier, a contribué à faire inscrire le site patrimonial du Vieux-Québec sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO? Les Ursulines, elles sont en quelque sorte le symbole de notre histoire et, en dépit de leur clôture, le signe que le Québec est né de l'ouverture au monde et de la rencontre de deux mondes.

Le livre est construit sur quatre piliers. Il offre une analyse de ce qu'est la mémoire d'une institution, comment elle se constitue et se transmet à l'interne au fil des siècles; il nous met en contact direct avec des ursulines, grâce à des extraits d'entrevue; des encarts offrent des compléments à l'analyse et font voir la documentation archivistique; de magnifiques photos contemporaines, des tableaux ainsi que des photos et illustrations tirées des archives soutiennent les lecteurs dans leur travail d'apprivoisement de ce monde longtemps tenu secret et désormais bien souvent carrément inconnu.

Le catholicisme est fondé tout entier sur un mémorial, celui de l'eucharistie, qui actualise sans fin depuis deux mille ans l'événement que fut et qu'est chaque jour la dernière Cène. La mémoire est un présent, un aujourd'hui. Une grande partie de l'identité des congrégations religieuses catholiques est fondée sur la mémoire consciemment et règlementairement entretenue de leurs origines. Si toute institution qui veut durer ne peut se définir uniquement par sa mission, qui la projette dans l'avenir, mais doit aussi s'enraciner dans le passé en se constituant une mémoire, c'est particulièrement le cas pour les congrégations religieuses, dont la mémoire prend la forme d'un passé sans cesse revécu dans le présent.

Dans la première partie de l'ouvrage, Christine Cheyrou fait voir le rôle que les *Annales*, les tableaux historiques, les archives, les bâtiments, les événements créés un jour dans le but explicite d'en faire le cœur de fêtes commémoratives à venir, comment tout cela constitue la mémoire institutionnelle. La mémoire est un patrimoine qui doit être bâti, cultivé et pratiqué dans le présent au même titre que les objets ou les édifices, qui cessent de vivre dès qu'on n'en fait plus usage. Pour créer la mémoire et en faire un éternel présent, il y a la Règle, les constitutions, le costume, l'œuvre d'enseignement, tout un ensemble de cadres normalisés à l'extrême qui façonnent cet être collectif pluricentenaire qu'est la congrégation. S'y ajoutent les lieux, la prison volontaire qu'est le monastère, où la circulation est réglée selon le principe de la clôture, majeure ou mineure, et de l'espace public que sont les parloirs et les

VOIR URSULINES
suite à la page 16

Ursulines...

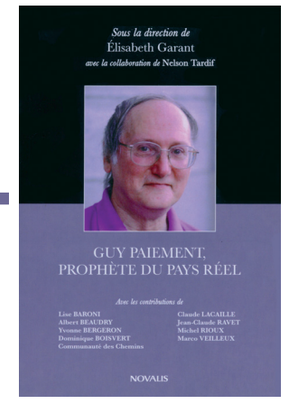
suite de la page 15

halls. Le livre montre et explique tout cela avec beaucoup de pédagogie, de fluidité.

La deuxième partie traite des formes de la mémoire : incarnée dans des lieux ou des objets, écrite, transmise oralement, enseignée. L'enjeu est toujours de conserver. Tout conserver. Du plus grandiose au plus humble. Des ornements de la chapelle jusqu'aux points de repères laissés par les charpentiers sur les poutres des greniers. Lorsqu'en 1858, la foudre tue définitivement ce qui restait du vieux frêne sous lequel Marie de l'Incarnation enseigna aux petites Indiennes, des morceaux de l'arbre sont incrustés dans son tombeau ainsi que dans des prie-Dieu. Il en va de même de la mémoire écrite : au moment du premier incendie de 1650, Marie de l'Incarnation risque tout pour sauver les titres de propriété et les autres « papiers d'affaires ». Un chapitre intéressant concerne la mémoire orale et à quel point celle-ci se fonde sur l'écrit. Comment transmettre oralement quand la Règle impose presque constamment le silence, grand ou simple ? Un système de communication gestuelle, les cloches et divers instruments (sonnettes et crécelles entre autres) sont autant de moyens de suppléer le silence.

Enfin, dans la dernière partie, se pose la question de la transmission. La mémoire ursuline a été enseignée aux novices et aux élèves de génération en génération ; les deux chapitres de cette section indiquent comment. D'autres moyens s'imposent maintenant que le fil est à la veille de se rompre et qu'un public extérieur à la communauté des moniales et à leurs élèves est invité à s'approprier la mémoire ursuline. Ce livre est un de ces moyens. Il fourmille de mille informations intéressantes ; il nous plonge dans la vie des Ursulines. Il ne nous donne pas leurs souvenirs, leur vie, leur mémoire. Il nous donne des savoirs ; il consigne, il éclaire, il émeut.

Il ne manque qu'une chose à ce livre : il n'a pas cherché à transmettre la mémoire du sens de la vie religieuse et en particulier d'une vie religieuse cloîtrée. On a ici la mémoire d'une institution, mais pas celle de sa raison d'être : faire mémoire du Christ. ❖



Élisabeth Garant (dir.)
Guy Paiement, prophète du pays réel
Montréal, Novalis, 2015, 336 pages

À l'occasion du cinquième anniversaire du décès de Guy Paiement, et pour souligner la pertinence de sa pensée aujourd'hui, le Centre justice et foi, dont ce jésuite fut un précieux collaborateur, a publié un recueil de quelques-uns de ses textes enrichi des réflexions de personnes qui l'ont connu. Préparé sous la direction d'Élisabeth Garant, directrice du centre, le livre porte bien son nom. Un prophète, dans la perspective biblique, est une personne inspirée pour interpeller ses contemporains à changer leur façon de voir les choses et d'agir. La théologie de la libération dira d'un prophète qu'il *dénonce* les situations qui déshumanisent, *annonce* qu'un nouveau monde est possible et *appelle à changer* nos comportements personnels et collectifs pour faire advenir un monde plus humain. En ce sens, Guy Paiement est réellement un prophète inspiré qui nous offre des repères pour analyser et transformer la société aujourd'hui.

Le livre comporte deux parties, l'une ciblant les thématiques de foi, spiritualité et théologie et la seconde, celles de l'analyse, de la justice et de l'engagement social. Mais à la lecture, on réalise combien ces différentes perspectives sont unifiées chez Paiement dans l'inspiration qui les porte et l'engagement que celle-ci suscite. Les dix auteurs qui contribuent par des textes d'appoint à actualiser l'héritage de Paiement montrent que « garder ouvert l'horizon du possible » (p. 312) concourt à changer les choses et à donner un visage concret à l'utopie. Et voilà peut-être la plus grande richesse de ce livre : des intellectuels qui agissent et des militants qui réfléchissent.

Dès l'aube des années 1970, notre prophète voit loin, de l'essoufflement de l'Église à la mondialisation et à l'usurpation du statut de citoyen par celui de bénéficiaire et de consommateur. Toutefois, cette lucidité, fruit d'une analyse sociale et politique rigoureuse, ne le conduit pas au découragement mais alimente au contraire un engagement créatif et, comme il aimait dire, une « espérance têtue ». Car pour lui, « la main suit toujours l'œil ». Changer les façons de voir modifie les manières d'agir. Et ce regard, chez lui, se déplace résolument, à la manière d'un certain Jésus de Nazareth, vers la perspective des oubliés, des personnes que la société assigne à un rôle de subalternes et dépossède d'avoir, de savoir et de pouvoir. D'où l'insistance et l'engagement du jésuite à œuvrer pour la justice et le respect des droits humains, à redonner aux personnes leur dignité et leur statut de sujets au sein de la communauté ecclésiale et de la cité. Il est de la race des hommes debout qui aide les autres à se relever (Lire son homélie en hommage à Pierre Falardeau lors des funérailles de celui-ci, p. 119-121).

Le texte signé par Marco Veilleux apporte une mise en contexte intéressante. Paiement appartient à la même génération jésuite que le pape François. Comme lui, il est issu de la 32e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus qui actualise la mission des jésuites de façon radicale : « le service de la foi dont la promotion de la justice constitue une exigence absolue » (p. 316). Cette exigence de justice se traduira pour lui en option préférentielle pour les pauvres. « Comment ils font, les pauvres, pour arriver ? », demande le protagoniste du film québécois *Le mirage*. Attentif au pays réel, le jésuite ne se contente pas de constater. Il analyse avec les personnes concernées les causes systémiques qui produisent la pauvreté et cherche avec elles comment donner des mains à leur rêve de dignité. Quand un problème résiste à toutes les tentatives de solution, Paiement remet en doute ses données premières. « L'imagination est alors plus importante que la connaissance déjà acquise », dira-t-il à l'instar d'Einstein. Paiement dénonce un « Québec cassé en deux » : périphéries et centres. Les habitants des unes, dépossédés des services de l'État car trop peu nombreux, sont forcés de migrer vers les autres, mieux servis grâce à la force du nombre. Ceux qui restent dans les régions dévitalisées s'appauvrissent davantage et sont exclus des décisions qui pourtant les concernent. Leur échappent le droit de cité ainsi que le statut de citoyen capable de prendre en main son destin en solidarité avec ses semblables et de changer les choses.

Baroni et Bergeron montrent la nécessité, pour vivre cette citoyenneté réelle, de refuser ce système qui fabrique des exclus, de se réapproprier le champ social et politique et de sortir du capitalisme, anti-communautaire par essence. Il faudra bâtir des solidarités car « l'espérance ne se vit jamais seul », dit Paiement.

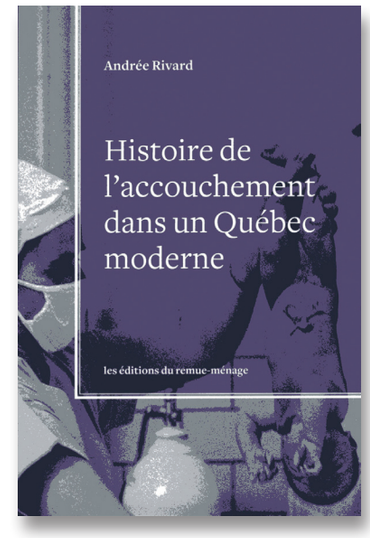
Dans le chapitre qu'il consacre au rêve de « pays » qui habitait le jésuite, Dominique Boisvert collige quelques expressions qui illustrent bien sa vision et ses attitudes dans la quête d'un autre monde et d'une Église autre : « Faire confiance aux personnes – Ouvrir un champ à l'imagination – Laisser l'avenir (plutôt que le passé) influencer notre présent – Croire que nous pouvons orienter autrement notre évolution personnelle et collective ». Paiement est loin d'être naïf ou aveugle. Son analyse est d'une grande acuité. Mais comme un prophète, un souffle créateur l'habite qui vient de l'Esprit. Sa spiritualité, comme il l'écrit, se traduit par avoir du souffle, être inspiré et inspirer à son tour. Il multiplie les lieux de dialogue et de réseautage, cherchant avec d'autres à voir les « petites pousses » qui font naître ici et là un monde nouveau qu'en langage chrétien on nomme le Royaume.

Une spiritualité du souffle ? Quel trésor pour une société essoufflée comme la nôtre et une Église asphyxiée !

Thérèse Bouchard
Retraitée du CECI

LA RÉSISTANCE À LA MÉDICALISATION DES NAISSANCES

Julien Dalpé
Étudiant en psychologie, UQAM



ANDRÉE RIVARD
HISTOIRE DE L'ACCOUCHEMENT DANS UN QUÉBEC MODERNE
Montréal, Remue-Ménage, 2014, 450 pages

Le livre d'Andrée Rivard décrit l'histoire de l'accouchement au Québec au XX^e^ siècle, plus particulièrement entre les années 1950 et 1980. L'ouvrage s'attarde principalement à deux aspects soit la médicalisation croissante de l'accouchement et la montée de la contestation face à la déshumanisation de la naissance. La thèse de l'auteure est qu'on ne peut comprendre l'évolution des conceptions de l'enfantement sans tenir compte des groupes de femmes qui se sont opposés à la prise en charge de la naissance par la médecine et par l'État.

Rivard s'appuie sur les théories de la modernité d'Alain Touraine. Selon ce sociologue français, à partir des années 1960, l'ensemble des pays occidentaux est entré dans le stade de la société postindustrielle, caractérisé par la réaffirmation des droits individuels. C'est à la lumière de cette conception que Rivard examine les efforts des femmes québécoises pour se réapproprier l'accouchement. Son ouvrage s'appuie principalement sur l'analyse de documents, notamment des articles de périodiques médicaux, des documents gouvernementaux, des revues grand public et des guides de préparation à la naissance. Le dernier chapitre constitue toutefois une exception, car il est basé sur l'analyse d'entrevues réalisées par l'auteure.

Il s'agit du seul livre consacré spécifiquement à l'histoire de l'accouchement au Québec. Le point de vue adopté par l'auteure est intéressant. Plutôt que d'offrir une simple description de l'évolution des pratiques obstétricales au Québec, elle critique la surmédicalisation de l'accouchement dans la société moderne et se porte à la défense des femmes enceintes, présentées comme les victimes d'un milieu médical qui les dépouille de leur autonomie. Dans notre société, l'accouchement en milieu hospitalier est généralement conçu comme la seule option raisonnable. Le livre de Rivard contribue à nous rappeler qu'il n'en a pas toujours été ainsi et qu'il ne s'agit pas nécessairement de la situation idéale. Rivard a également su structurer son ouvrage de façon claire et pertinente. Ainsi, les sept chapitres traitent de sujets bien distincts et sont ordonnés de façon chronologique. L'auteure explore d'abord les fondements historiques du modèle biomédical de l'accouchement (chapitre un), puis s'attarde aux pratiques obstétricales des années 1950 et 1960 (chapitres deux, trois et quatre), pour finalement traiter des changements découlant de la prise en charge de la naissance par l'État dans les années 1970 et 1980 (chapitres cinq et six). Le dernier chapitre offre quant à lui une vue d'ensemble des différents thèmes traités dans les chapitres précédents. Il permet également à l'auteure de recentrer l'attention des lecteurs sur les principales actrices de l'histoire de l'accouchement, soit les femmes enceintes elles-mêmes.

Dans notre société, l'accouchement en milieu hospitalier est généralement conçu comme la seule option raisonnable. Le livre de Rivard contribue à nous rappeler qu'il n'en a pas toujours été ainsi

La structure du livre reflète également le conflit central de l'histoire de l'accouchement au Québec. Ainsi, au fil des chapitres, on assiste à un mouvement de va-et-vient entre l'imposition du modèle biomédical de l'accouchement et la résistance à cette déshumanisation de la naissance. En effet, alors que le chapitre deux traite de la médicalisation de l'accouchement dans les années 1950 et 1960, les chapitres trois et quatre présentent l'émergence des méthodes d'accouchement conscient, basées sur le refus de la médication. De même, le cinquième chapitre traite des efforts de l'État pour améliorer les pratiques obstétricales et diffuser le modèle biomédical alors que le sixième s'attarde aux mouvements de protestation contre la médicalisation de la naissance. L'ouvrage de Rivard contribue donc à présenter l'évolution des pratiques d'accouchement au Québec comme résultant de la résistance des femmes face au modèle biomédical.

Rivard est convaincante. Par l'analyse d'une grande variété de sources, elle met en lumière la médicalisation des pratiques liées à la naissance. Par exemple, des extraits de documents destinés aux praticiens et de guides de préparation à la naissance démontrent l'accent mis sur le respect des normes et des pratiques de la médecine et sur la soumission à l'autorité du médecin. Des statistiques parlantes sont présentées, notamment l'augmentation croissante des naissances à l'hôpital, des naissances sous anesthésie et des césariennes. Enfin, les dossiers de l'infirmière Claire Thibault, du Centre psychoprophylactique d'accouchement sans douleur (CPPASD) de Québec, de même que les témoignages des femmes interrogées par l'auteure, révèlent que les femmes enceintes se font bien souvent imposer des pratiques telles que l'administration de médicaments, la péridurale et l'utilisation de forceps.

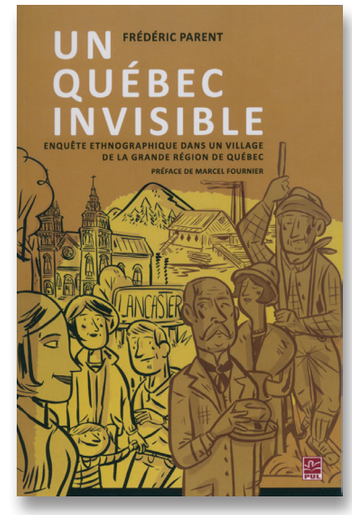
L'auteure parvient à démontrer l'opposition de plusieurs femmes à cette médicalisation croissante de la naissance. Les témoignages recueillis démontrent la résistance des femmes, particulièrement celles des plus jeunes générations, à la mainmise des médecins sur l'accouchement.

La façon dont l'auteure traite des médecins nous paraît cependant discutable. La médecine est présentée comme une entité unifiée qui se soucie uniquement d'accroître son influence et s'oppose à toute contestation de son autorité. Ce point de vue néglige le caractère hétérogène du milieu médical. Tous les médecins ne sont pas intransigeants et assoiffés de pouvoir et de nombreux praticiens se sont sans doute opposés à la déshumanisation de la naissance. Dans le même ordre d'idées, la condamnation sans appel du modèle biomédical de l'accouchement est contestable. Il aurait été intéressant que l'auteure souligne les bienfaits de cette conception, qui ne sont sans doute pas inexistants. Au final, la façon dont Rivard traite du modèle biomédical et de ses défenseurs nous semble manquer d'objectivité. Un traitement plus équitable de cette conception aurait atténué le caractère partisan de son ouvrage et ainsi renforcé la crédibilité de sa thèse.

Avec *Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne*, Andrée Rivard nous propose une description intéressante d'un aspect peu documenté de l'histoire du Québec. Elle suscite notre questionnement sur les enjeux de la médicalisation de l'accouchement et de l'autonomie des femmes enceintes. Des questions sur lesquelles elle prend clairement position, peut-être de façon un peu trop appuyée. ❖

L'HABITANT DE LANCASTER

Martin David-Blais
Univsersité St-Paul



Frédéric Parent
Un Québec invisible. Enquête ethnographique dans un village de la grande région de Québec
Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 280 pages

Dans ce livre, Frédéric Parent, jeune professeur à l'UQAM, présente les résultats d'une enquête ethnographique dans un village non loin de Québec. On le nomme Lancaster, mais il s'agit d'un nom fictif destiné à masquer la véritable identité des membres et institution du village observé. L'auteur a mené entre 2005 et 2008 une enquête de terrain au sein de cette communauté semi-rurale. Il a procédé à un long travail d'observation tout en menant de nombreuses entrevues. Le livre est structuré comme suit : après avoir fait un survol historique de la fondation et de l'évolution du village (lequel exposé est du reste fort bien mené), l'auteur nous offre trois descriptions synthétiques de la vie à Lancaster, soit la réalité paroissiale, la réalité économique et la vie politique.

L'intérêt premier de l'essai réside dans la description des rapports entre groupes ; néanmoins, l'effort d'observation déployé par l'auteur apporte beaucoup d'informations quant aux pratiques quotidiennes dans chacun de ces trois domaines. Prenons le cas de la vie de paroisse. Parent montre bien que la vie religieuse à Lancaster est désormais l'affaire d'une minorité et que l'Église actuelle ne se déploie plus guère sur une base paroissiale, mais plutôt dans un espace régional (cela n'est pas sans susciter des enjeux lourds). Il nous montre que le travail des prêtres, jadis au cœur de la vie de l'ensemble de la municipalité/paroisse, se situe beaucoup plus en marge de la réalité communautaire et qu'il est avant toutes choses une affaire d'alliances au sein des milieux pastoraux (cela aussi crée des enjeux lourds). On apprend d'autre part que les femmes occupent depuis assez longtemps une place importante dans les diverses instances pastorales régionales. Dans le même ordre d'idées, l'auteur nous apporte beaucoup d'informations sur la transformation de la production agricole à Lancaster et décrit avec passablement de détails les défis que cela peut poser aux individus producteurs. Il est alors question de technologie, de rapports entre producteurs et professionnels, d'associations de producteurs, de règlementation environnementale, d'accès aux marchés, de montages financiers. Il est aussi question de rapports entre hommes et femmes producteurs au sein des unités de production et d'identité occupationnelle. Bref, le livre de Parent regorge d'observations fines, de descriptions précises et de morceaux d'analyse bien ciselés. Le livre a l'allure d'une thèse de doctorat transformée en un ouvrage de presses universitaires, mais l'effort de conversion est tout à fait réussi. On a là une belle monographie, utile, bien documentée et fort agréable à lire.

L'intérêt premier de toute monographie bien faite vient de ce qu'elle oblige les lecteurs à jeter un regard attentif sur une réalité spécifique négligée, provoquant du coup la réorganisation d'un certain nombre de représentations plus large.

Selon moi, l'auteur a fait trois paris en entreprenant son enquête. Le premier est d'ordre méthodologique : il voulait montrer que le contact qualitatif prolongé avec une collectivité précise est une démarche sociologique éminemment valable, tant du point de vue inductif (l'observation soutenue peut nous apprendre beaucoup de choses que l'on ne pourrait trouver autrement) que du point de vue de la vérification d'hypothèses. Le second pari est davantage théorique : Parent voulait fonder par l'observation l'idée qu'un village comme Lancaster constitue en quelque sorte une entité globale laquelle porte en son sein une structure relativement stable. Le troisième pari consistait à vouloir montrer que les idées véhiculées dans un tel espace social, peu importe qu'elles soient politiques ou religieuses, procèdent du mode de vie de ses habitants et du système de places qui y prédomine. Au début du livre, l'auteur donne à penser qu'il entend nous expliquer pourquoi les gens de la grande région de Québec sont tenants d'un certain conservatisme individualiste sans pour autant se mouvoir dans un espace de vie archaïque ni être nourris d'une nostalgie absolument « déconnectée ». À ce que je peux en voir, la promotion du livre a été faite sur cette promesse.

Le premier pari, je l'ai déjà laissé entendre, est gagné. L'auteur nous apporte une foule d'observations que l'on n'aurait pu obtenir autrement ; en outre, il parvient assez bien à appuyer ce qui semble être son idée centrale avec une masse de matériaux amassés sur le terrain.

Le second pari est lui aussi gagné. Pour Parent, on l'a vu, Lancaster est une sorte de société globale. Par conséquent, les rapports de pouvoir et les enjeux se conçoivent d'abord en fonction des groupes présents et au sein d'un système de places dont on peut dire qu'il est singulier. L'auteur considère au surplus que ce système tend à se reproduire et qu'il structure dans une grande mesure les pratiques observées dans les divers secteurs d'activité. J'irais jusqu'à dire que Frédéric Parent a fait de ça, sans le révéler explicitement, une sorte d'hypothèse. Et à celle-ci il en aura jouxté quelques autres :

- les rapports sociaux primordiaux sont des rapports de groupes qui se sont constitués et se reproduisent dans l'occupation du territoire, la maitrise de secteurs économiques et le contrôle politique de la vie du village ;
- la compréhension de la réalité sociale des groupes commande l'articulation d'au moins trois ordres de réalité : les groupes, le territoire et la famille.

Je ne me sens pas disposé à dire que tout cela est absolument fondé, mais la démonstration est néanmoins fort convaincante. Il y a beaucoup de sens, au vu des matériaux amassés, à penser Lancaster comme un faisceau unique et relativement pérenne de rapports sociaux, à accorder une place centrale aux groupes et à lier groupe, famille et territoire.

Le troisième pari réside dans la conviction que l'étude des conditions de vie et des rapports de pouvoir nous donnera une clé pour l'explication des idées, que ce soit les conceptions de la religion ou l'adhésion à une sorte d'idéologie conservatrice férocement individualiste. À mon avis toutefois, cette dernière gageure n'est pas vraiment gagnée. J'accepte volontiers que l'auteur puisse faire valoir l'existence de liens entre la place qu'on occupe en tant que membre d'un groupe donné au sein d'un ensemble donné et les idées auxquelles on souscrit en général, mais le propos ne va finalement pas tellement plus loin que l'établissement de

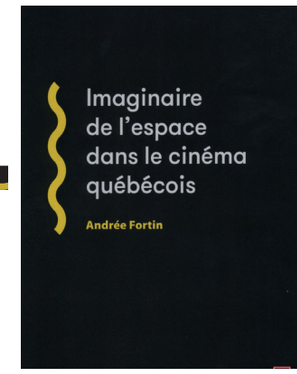
Voir Invisible
suite à la page 19

Invisible...

suite de la page 18

corrélations (au sens large). Par exemple, on ne sort pas de la lecture avec une idée très précise de ce qui fait que certains individus appartenant à tel groupe adhèrent à une conception assez passéiste et peu spiritualiste de la foi alors que les individus appartenant à tel autre groupe tendent, eux, à souscrire à une conception nettement plus ouverte. Je n'ai par ailleurs pas du tout le sentiment que j'en aurai beaucoup appris sur le fameux conservatisme de Québec même si l'auteur nous aura fait des promesses en ce sens et qu'il annonçait le recours à conception «matérialiste» des idées et idéologies. Je retiens tout au plus cette idée des gens qui vivent l'essentiel de leur existence économique, et qui sont enracinés depuis des générations dans un territoire précis, ont fortement tendance à être individualistes, à se méfier de l'État et des interventions extérieures. Mais voilà qui n'est peut-être pas si mal... Il suffit d'avoir en mémoire tout le mépris que l'on a nourri au sujet du créditisme ou encore au sujet de l'affaire d'Hérouxville pour évaluer la force des préjugés des urbains envers un certain conservatisme rural.

Cette réserve étant faite, je ne bouderai pas mon plaisir. L'intérêt premier de toute monographie bien faite vient de ce qu'elle oblige les lecteurs à jeter un regard attentif sur une réalité spécifique négligée, provoquant du coup la réorganisation d'un certain nombre de représentations plus large. L'ouvrage de Parent ne fait pas exception et m'aura amené à reconfigurer dans une certaine mesure ma vision de la réalité rurale au Québec et en Amérique. Il aura aussi attiré mon attention sur un type de recherche en sciences sociales que je croyais révolu, à savoir la saisie globale d'une entité sociétale quelconque. L'auteur a bien montré qu'il y a là une voie féconde. Une dernière remarque: l'illustration de couverture, un dessin de Paul Bordeleau dont on parle tant ces jours-ci, fait de ce livre un bien joli objet. ❖



Andrée Fortin
Imaginaire de l'espace dans le cinéma québécois
Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 274 pages

Professeure retraitée du Département de sociologie de l'Université Laval, Andrée Fortin est spécialiste des liens entre culture et espace (physique, numérique, identitaire). Elle est également membre du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les banlieues (GIRBa) de l'Université Laval, duquel émane le présent livre. Nouvel ouvrage de la sociologue depuis *Les intellectuels québécois et leurs revues* (Presses de l'Université Laval, 2006), *Imaginaire de l'espace dans le cinéma québécois* nous offre une analyse, ici, des représentations sociales (ou imaginaires) des espaces habités et de ceux qui leur sont périphériques (identité, déplacement, circulation, place et espace publics) à travers le cinéma québécois des années 1965 à 2010. Ainsi, à partir du cinéma comme art qui «reflète et façonne des imaginaires» (p. 4), comme art qui «interprète le monde et propose un regard» (p. 6), elle nourrit une réflexion sur les représentations sociales de la banlieue comme espace de vie par rapport à la ville.

Cette étude ambitieuse est construite autour d'un corpus impressionnant, composé de quelque 270 films de fiction de langue française, aussi bien des œuvres commerciales que des films d'auteur d'ailleurs (choisis surtout selon leur disponibilité). La grille d'analyse développée par Fortin est efficace et opératoire. Elle porte sur «des éléments objectifs, montrés ou dits», mais surtout sur «la façon dont ils sont connotés (positivement, négativement, ou non connotés)» (p. 19). Elle retient ainsi les lieux de l'action, les personnages impliqués, les transports, la mobilité et les communications, la temporalité, les propos, le jeu de couleurs et les plans de même que la bande sonore. Autrement dit, Fortin évite habilement le piège de la désincarnation du film comme document distinct en retenant dans son analyse des éléments caractéristiques du médium, soit la construction de l'image et du son. Au surplus, elle propose souvent, au cœur de sa démonstration, des illustrations (couleurs, rien de moins!) tirées des films étudiés, ce qui confirme la maîtrise du médium.

L'ouvrage est divisé en trois parties succinctes consacrées respectivement aux espaces habités (ville, banlieue, campagne), aux voies de passage et marqueurs d'espace (moyens de transport, voyage) et enfin aux espaces identitaires et intersubjectifs.

Dans la première partie du livre, Fortin explore notamment l'évolution de la représentation des banlieues dans le répertoire cinématographique québécois. Elle y montre qu'à mesure qu'on progresse entre les années 1970 et 2000, «la banlieue apparaît de plus en plus comme le lieu "par défaut" de la vie de famille», qu'elle devient «de plus en plus "centrale" dans la représentation de l'espace habité» (p. 121). Si les villes (surtout Montréal et Québec) sont bien identifiées et identifiables à l'écran, les banlieues sont toutefois impersonnelles. Dans la seconde partie portant sur les déplacements entre les espaces, Fortin examine notamment la représentation des ruelles, des ponts, des autoroutes et des voitures. Alors que les ponts sont, pour l'auteure, une métaphore de la mort ou de la renaissance d'un personnage, les autoroutes symbolisent la fuite. La voiture a également une fonction identitaire: «elle peut définir ou détruire l'identité de son propriétaire/conducteur.» (p. 181) Dans la dernière partie, Fortin analyse entre autres l'imaginaire de la place publique, qui prend «figure de courtepointe» (p. 241) puisque chaque créateur/réalisateur «s'y révèle dans sa spécificité».

Le principal problème de l'ouvrage réside en mon sens dans la difficile conciliation entre l'analyse empirique d'un corpus cinématographique et la présentation des résultats. En multipliant ainsi les films (passage obligé), il devient impossible d'approfondir chacun d'eux ne serait-ce que par un résumé ou une contextualisation de production (réalisateur, scénariste, etc.). Cela devient, du coup, la principale difficulté d'une analyse cinématographique sérielle: intéresser à la fois le spécialiste, qui a vu les films étudiés, et le néophyte, qui ne les a peut-être pas (tous) vu. Au final, les oeuvres semblent malheureusement s'effacer au profit d'un discours sur celles-ci, alors qu'elles devraient plutôt prendre vie à travers ce discours. Mais comme le précise Fortin à la toute fin, l'analyse se veut en partie exploratoire: «les chercheurs en sciences sociales travaillent peu avec les images. [...] Aussi, j'avais peu ou pas de modèles d'analyse sur lesquels me baser» (p. 243). La grande qualité d'écriture de l'auteure, qui sait rendre la démonstration fluide et digeste, vient tout de même pallier ce (léger et inévitable) problème.

Il aurait été aussi souhaitable que Fortin ajoute le répertoire documentaire à son corpus, bien qu'elle s'en défende d'entrée de jeu: «le documentaire pose à l'analyse de l'imaginaire des questions différentes de la fiction» (p. 11). En opérant une scission entre les deux genres (fiction et documentaire), son étude donne à penser que les documentaires ne sont pas, ou sont moins, porteurs d'imaginaire que les films de fiction.

Ceci dit, pour l'étudiant ou le chercheur (visiblement le public visé), une telle étude est réjouissante. Outre le livre du politologue Christian Poirier sur l'imaginaire filmique, *Le cinéma québécois: à la recherche d'une identité?* (tome 1, Presses de l'Université du Québec, 2004), bien peu d'ouvrages scientifiques proposent une telle analyse sérielle du corpus cinématographique québécois. L'angle de l'imaginaire de l'espace est intéressant et porteur de sens. À la lecture de cette étude, force est de constater que c'est d'ailleurs une dimension fondamentale et caractéristique du cinéma québécois.

Imaginaire de l'espace dans le cinéma québécois comble ainsi un vide dans l'historiographie du cinéma québécois et de belle façon. L'impeccable travail d'édition, les illustrations couleurs ainsi que la grande qualité d'écriture de l'auteure en font un ouvrage agréable et nécessaire.

Marc-André Robert
Professeur en documentation, Collège de Maisonneuve



La librairie du Square

Entrevue avec Éric Simard, libraire

La lecture à proximité

Pascal Chevrette

Éric Simard connaît bien les rouages du milieu du livre puisqu'il y *œuvre* depuis plus de 25 ans. Auteur, éditeur, il a travaillé chez Septentrion, après avoir été libraire chez Champigny à Montréal, à la Biblairie GGC à Sherbrooke et chez Pantoute à Québec. En juillet dernier, il acquiert la Librairie du Square, enracinée rue Saint-Denis depuis déjà trente ans et fondée par Mme Françoise Careil. *Les Cahiers de lecture* l'ont rencontré pour discuter avec lui de la mission du libraire ainsi que de la place des librairies indépendantes dans un milieu du livre qui vit de profondes transformations.

* * *

P.C. Dans sa chronique de *La Presse* du 7 décembre 2013, Pierre Foglia répond à un éventuel lecteur qui lui demanderait pourquoi ne pas acheter ses livres chez Walmart et Costco ou, ajoutons-nous, chez des géants comme Amazon : « Je vois que vous ne savez pas ce qu'est un libraire. » M. Simard, j'aimerais d'abord que vous nous expliquiez votre conception du rôle du libraire.

Éric : Le rôle premier du libraire est de comprendre la demande qu'on lui fait. Il doit toujours s'assurer d'y répondre le mieux possible en se servant des outils à sa portée, en commençant par ses connaissances, son instinct. Il est aussi là pour guider le lecteur dans ses choix en le conseillant. Le conseil, c'est un peu sa paye.

P.C. Selon *Le Devoir* du 21 mars 2015, « le marché du livre est présentement en chute libre ». Dans le même article, on cite une étude de l'Observatoire de la culture et des communications qui relève en « 2013-2014 seulement un recul des ventes de 9 % ». Dans ce contexte de fragilisation du marché du livre, quelle est la situation des librairies indépendantes ? Quelles raisons vous ont conduit à en acquérir une ?

Éric : Depuis quelques années, pour toutes sortes de raisons liées à la réalité de maintenant, on a vu, entre autres, les habitudes de lecture se transformer. Les gens lisent encore, mais pas nécessairement des livres. Forcément, cette transformation a une influence directe sur le commerce du livre. Plusieurs librairies indépendantes en ont souffert, obligeant les plus vulnérables à fermer boutique. D'autres se sont repositionnées. Visiblement, il n'y avait plus de place pour autant de joueurs dans un si petit marché. Les librairies y ont goûté au cours des dernières années, mais je crois qu'on est arrivé à une certaine stabilisation. Dans le secteur, les prochains à vivre cette étape douloureuse seront, d'après moi, les maisons d'édition.

Quand Jonathan (mon associé) et moi avons décidé de nous lancer dans le projet d'acheter ou de lancer une librairie, nous ne nous sommes jamais questionnés pour savoir si c'était un enjeu risqué ou non (d'autant plus que la Librairie du Square a toujours été rentable). Nous avions envie d'opérer une librairie, c'est tout. Aucun nouveau commerce n'ouvrirait si les investisseurs s'arrêtaient au risque que représente le fait de se lancer en affaires, car un nombre incalculable d'établissements ferme d'une année à l'autre. Nous sommes persuadés qu'il y aura toujours de la place pour de bonnes librairies, indépendantes ou non. Et pourquoi ce ne serait pas la nôtre qui prospèrerait ? Le nerf de la guerre de tous commerces, c'est la gestion. Il est là notre défi, bien au-delà de la peur.

P.C. Par opposition aux chaînes de librairies, de quelles façons entendez-vous préserver ce que vous pensez être la spécificité de la Librairie du Square, et de quelles façons y apporterez-vous une touche nouvelle ?

Éric : Je ne comprends pas cet acharnement à constamment opposer les grandes chaînes aux librairies indépendantes. C'est un discours pernicieux qui finit toujours par représenter la librairie indépendante comme étant le maillon faible de notre secteur. L'image est toujours misérabiliste comme si on faisait pitié devant les gros. Il faut en finir avec cette image négative, voire défaitiste. Pour revenir aux autres commerces, passons-nous notre temps à comparer les chaînes de restauration rapide aux autres restaurants ? Les petites épiceries fines aux supermarchés ? On offre une autre expérience, un autre choix de livres, c'est tout. Et la clientèle se forme à partir de l'expérience qu'on leur offre. Pourquoi les librairies ne seraient-elles pas complémentaires les unes par rapport aux autres ? Quand on magasine des vêtements, s'attend-on à tout trouver dans la même boutique ? Pourquoi ce serait différent en librairie ? Pour pouvoir se démarquer, le défi de chaque librairie (surtout les indépendantes) est de trouver sa ligne éditoriale, sa personnalité. C'est justement ce que Françoise Careil a réussi avec la Librairie du Square qu'elle a fondée il y a trente ans. Sa clientèle lui est extrêmement fidèle. Le Square se démarque par son service personnalisé et un rayon impressionnant en littérature québécoise et étrangère ainsi qu'en sciences humaines. C'est une librairie généraliste qui fait fi des grosses machines commerciales, qui met de l'avant des ouvrages souvent singuliers, mais qui ne s'empêchera jamais de vendre un livre populaire. Elle est là la spécificité de la librairie. Jonathan et moi allons nous faire un devoir de poursuivre dans la même veine. Et, bien évidemment, à la longue, le choix nous ressemblera davantage. C'est normal et c'est souhaitable. Par contre, on ne dénaturera jamais l'esprit de la Librairie du Square. Ce qu'elle représente est trop précieux.

P.C. Non seulement vous êtes éditeur et écrivain, mais vous avez été libraire : en quoi ces expériences peuvent-elles vous être utiles dans la gestion d'une librairie ?

Éric : Le fait d'avoir acquis, en plus de 25 ans, une expérience quasi circulaire dans le milieu du livre (j'ai même fait de l'animation en bibliothèque et dans les écoles) me permet d'en comprendre toutes les facettes, les rouages. Je suis maintenant plus conciliant et respectueux du travail de chacun. C'est trop facile de blâmer l'un et l'autre (ce qui est fréquent dans notre milieu). En travaillant sept ans dans l'édition, je reviens en librairie avec un bagage plus solide. Mon approche vis-à-vis la clientèle est nécessairement différente. Ça m'aide à mieux la servir. Je m'en rends compte de jour en jour. Je suis content de retrouver ce contact direct avec le lecteur. Ça me manquait.

P.C. Comment les librairies indépendantes doivent-elles se positionner face aux bouleversements occasionnés par la commercialisation de livres en ligne et le virage numérique auquel nous assistons présentement ?

Éric : Le regroupement des librairies indépendantes du Québec (LIQ), grâce à son site www.leslibraires.ca, nous aide à nous positionner par rapport à la vente en ligne. Heureusement, car la pente serait abrupte à remonter. Le regroupement n'a de cesse de trouver des solutions pour rester compétitif en simplifiant et en facilitant l'achat en ligne.

En ce qui concerne le livre numérique, ce n'est pas la manne que les éditeurs attendaient. On croyait que le numérique allait combler la baisse des ventes du livre papier. C'est loin d'être le cas. C'est la plus grosse déception du milieu malgré les efforts considérables de mise en marché. À part le prêt en bibliothèque, le lecteur reste attaché aux livres papier. C'est donc un leurre d'associer la baisse de ventes du livre papier au profit du numérique. Une autre fausse opposition, devenue en quelque sorte une idée reçue.

P.C. Par tradition, votre librairie est proche des écrivains et d'un public surtout intéressé à la littérature, à la philosophie et aux sciences humaines : de quelles façons entendez-vous faire la sélection dans ce qui se publie compte tenu de l'espace disponible ? Pouvez-vous faire de la place aux éditeurs moins connus ou à l'auto-édition, ou devez-vous vous en tenir, par nécessité économique, spatiale ou par goût, aux œuvres parues chez des éditeurs qui ont déjà une forte crédibilité ? Autrement dit, quels sont vos critères de sélection ?

Éric : Le premier critère de sélection, au-delà de la renommée d'un auteur, d'un éditeur, ce sera toujours pour nous la qualité du titre présenté. Quand on fait un choix, il faut penser aux goûts de notre clientèle et aussi à ce qu'on veut bien mettre de l'avant (on revient à la ligne éditoriale). C'est un mélange de ces deux approches. Si un éditeur émergeant publie des livres intéressants, ils auront une belle place sur nos rayons au même titre que ceux des éditeurs bien implantés. Par contre, j'ai un peu de mal avec l'auto-édition. On y trouve de tout et de n'importe quoi. Déjà que je trouve qu'il y a trop de livres qui se publient par les éditeurs reconnus, si tout un chacun commence à faire son propre livre, on n'est pas sorti de l'auberge. Je crois encore au travail de l'éditeur et à son importance.

P.C. Le livre bénéficie actuellement d'une exemption de taxe datant du début des années 1990 que le récent rapport du fiscaliste Luc Godbout remet en question. Quel rôle les décideurs et le gouvernement doivent-ils jouer dans le marché du livre ?

Éric : J'ai toujours trouvé dommage qu'au Québec, qu'au Canada, on ne reconnaisse pas le rôle fondamental que joue la culture dans nos vies. Quand les décideurs le comprendront, ils sauront la défendre sans avoir peur de l'opprobre de la population. C'est ce que j'attends le plus d'eux. Quand ce jour-là surviendra, le milieu culturel cessera d'avoir l'air d'une bande de quêteux perpétuels qui se laissent vivre sur le dos de l'État. Dans ce dossier, on oublie trop souvent que le secteur culturel est un vecteur économique important pour une société.

P.C. Quelle serait la politique idéale pour le livre ?

Éric : Le prix règlementé. Une fois qu'il sera instauré, tous les points de vente de livres seront sur le même pied. Le lecteur aura le loisir d'acheter ses livres là où il le désire.

P.C. Vaut-il la peine de se reposer cette question : quelle place le livre doit-il occuper dans notre société ?

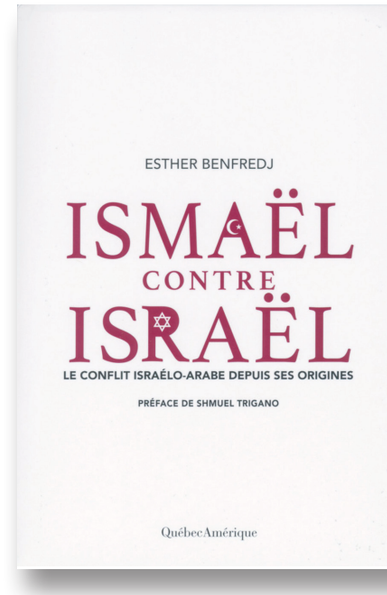
Le jour où cette question n'aura plus de raison d'être posée, ce sera foutu pour le livre. Certaines sociétés sur notre planète n'ont pas encore accès à ce terreau important de connaissance soit par manque de ressources, soit par esprit de censure. C'est épouvantable quand on y pense. De ne pas s'y donner accès lorsqu'on en a la chance l'est peut-être encore plus. Sans le livre, sans la culture, je ne serais pas l'être humain que je suis devenu.

Éric Simard, merci beaucoup de cette entrevue.



UNE AUTRE APPROCHE DU CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques



ESTHER BENFREDJ
ISMAËL CONTRE ISRAËL. LE CONFLIT ISRAÉLO-ARABE DEPUIS SES ORIGINES
Québec, Québec-Amérique, 2015, 250 pages

> «Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne, se manifestent à présent en Turquie d'Asie: ce sont le réveil de la nation arabe et l'effort latent des juifs pour reconstituer sur une très large échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement jusqu'à ce que l'un l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte, représentants deux principes différents, dépendra le sort du monde entier.»
>
> Neguib Azoury, fondateur de la ligue de la patrie arabe pour l'indépendance, 1905, (p. 20).

Il n'y a pas si longtemps, les Québécois ont pu voir un de leur représentant à l'Assemblée nationale manifester devant l'étal d'un commerçant montréalais, dont le crime était de vendre des souliers fabriqués en Israël. Ce même représentant du «salon de la race» s'était déjà signalé dans d'autres manifestations anti-israéliennes, cette fois en lançant carrément ses souliers, à la façon arabe. Le comportement de ce député, «progressiste» et, accessoirement, indépendantiste, n'est pas isolé. Il illustre bien le sentiment anti-israélien qui prévaut dans une bonne partie de la gent souverainiste québécoise. Ce préjugé n'affecte pas seulement notre société: à l'ONU par exemple, et dans d'autres organismes internationaux, Israël est plus souvent montré du doigt qu'autrement.

Selon Esther Bendfredj et Shmuel Trigano, ces attitudes systématiquement anti-israéliennes reposent sur la conviction, solidement ancrée dans les opinions, que la création de l'État d'Israël date de 1948 et constitue une forme de compensation de la Shoa par l'Occident; le tout s'étant fait bien entendu sur le dos des premiers occupants, c'est-à-dire les Palestiniens. Pour Bendfredj et Trigano, qui rédigent une admirable préface de l'essai de Bendfredj, la réalité est plus, infiniment plus, complexe que ça. Le sociologue français n'hésite pas à affirmer que l'État juif est aussi ancien que les États arabes; comme eux, il est né au tournant du XX^{e} siècle, dans le même contexte d'éclatement de l'Empire ottoman. Les Arabes, les Juifs, les chrétiens grecs orthodoxes, les Arméniens, les Grecs et les Slaves ont été alors émancipés de la tutelle ottomane; ils furent alors habités par: «la volonté de libération et d'autodétermination qui saisit les peuples dominés de l'islam, parmi lesquels ils étaient comptés» (p. 14). Trigano qualifie cette période d'éveil du nationalisme arabe et aussi de «printemps des nationalités du Moyen-Orient» (p. 14). Cependant, si les non-musulmans furent provisoirement libérés du joug ottoman, ils tombèrent rapidement sous la tutelle arabo-musulmane, avec toujours la domination de la *ummah* islamique (communauté collective des peuples islamiques) et la charia comme base du droit constitutionnel. La condition de *dhimmis* (état de soumission d'un non musulman) demeurait pour les communautés non musulmanes et particulièrement pour les juifs. Mais Trigano n'en démord pas: «[...] l'État israélien est aussi "ancien" que les États arabes. Il est né de la même tourmente, de la même histoire, aussi légitime et légale qu'eux, peuplé en majorité par les juifs originaires de ce monde-là qui s'y sont regroupés dans le cadre d'un grand échange de population» (p. 16).

C'est la thèse que défend Esther Benfredj, diplômée en science politique et journaliste, dans son essai de 250 pages. Plus précisément, elle veut également étudier la manière dont les États et la communauté internationale ont géré le sort de cet «Orient compliqué» et le rôle qu'ont joué là dedans les nationalismes arabes et le sionisme. Cela donne un ouvrage extrêmement synthétisé, très dense, richement documenté et d'une facture très solide. Il faut signaler en annexe la liste des cartes avec les commentaires explicatifs et surtout une chronologie très instructive qui remonte au XIX^{e} siècle avant l'ère chrétienne.

D'après madame Benfredj, la racine idéologique de l'affrontement israélo-arabe, qui transcende le conflit palestinien-israélien, trouve ses origines au XIX^{e} siècle dans le réveil de la nation arabe et l'effort des juifs pour reconstituer l'ancienne monarchie d'Israël. À l'appui de sa thèse, elle cite Neguib Azoury, fondateur de la Ligue pour la patrie arabe pour l'indépendance qui, en 1905, et avec une troublante prémonition, signalait la convergence de l'éveil de la nation arabe et de l'effort latent des juifs pour reconstituer l'ancienne monarchie d'Israël. Il déclarait aussi que: «Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement» et que «[d]u résultat final de cette lutte entre deux peuples, représentant deux principes contraires, dépendra le sort du monde entier» (p. 20).

Pour remonter encore plus loin dans le temps, et dans un souci de légitimer l'État d'Israël, l'auteure nous rappelle, ou nous apprend qu'à l'origine le territoire des Philistins fut conquis par les Hébreux, dix siècles avant l'ère chrétienne. Ils le nommèrent Judée. Cette dernière fut, à son tour, conquise par les Romains et rebaptisée Palestine, par référence aux Philistins et pour «gommer son caractère hébraïque». Malgré tout, ce caractère persista, de sorte que, naturellement et à partir de 1881, des milliers de juifs chassés des pays de l'Est (Russie, Galicie, Allemagne) affluèrent et commencèrent à modifier notoirement le paysage sociopolitique palestinien, au grand désespoir des nationalistes arabes. Tranquillement, l'État israélien s'érigea, ainsi que les États arabes voisins.

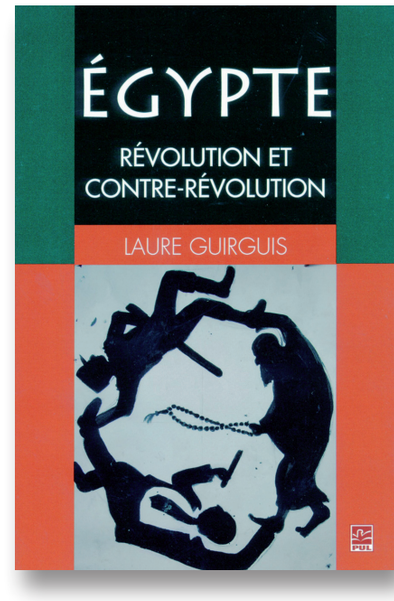
Par la suite l'idéologie panarabiste va céder le pas au panislamisme, mais, indépendamment des idéologies, une constante demeura: il ne fut jamais question qu'un État juif puisse exister dans l'espace arabo-musulman. Ce refus s'exprima aussi bien dans la bouche du nationaliste panarabe, Gamal Abdel Nasser, que dans celle du très radical islamiste Hadj Amin el-Hussein, grand mufti de Jérusalem et chef des Arabes de la Palestine sous mandat britannique. Il déclara en 1937, alors que la Grande-Bretagne proposa pour la première fois un partage du territoire palestinien en deux États: «Les juifs doivent se soumettre à la domination arabe comme par le passé et l'avenir décidera s'ils peuvent ou non rester dans le pays» (p. 89). Par la suite, à chaque proposition de partage de la Palestine et de la création d'un État juif, le non arabe fut systématique. Même si certains ont reproché à madame Benfredj une certaine bienveillance à l'égard d'Israël, c'est un point fort et, je pense, irréfutable de sa démonstration. Cela reste d'ailleurs fidèle à l'esprit de Neguib Azoury, cité plus haut, en 1905.

Voir Ismaël

suite à la page 24

L'ILLUSOIRE RÉVOLUTION

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques



Laurie Guirguis
Égypte. révolution et contre-révolution
Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 180 pages

> La force des choses conduit peut-être à des résultats auxquels nous n'avons point pensé.
> – Saint Juste (cité p. XI de Guirguis)

Le II février 2011, Omar Suleiman, vice-président d'Égypte, déclara publiquement :

> Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,
>
> Chers concitoyens
>
> Compte tenu des conditions difficiles que traverse le pays, le président Mohammed Hosni Moubarak a décidé d'abandonner le pouvoir de président de la République et a chargé le Conseil supérieur des forces armées de gérer les affaires du pays.
>
> Que Dieu nous aide et nous accorde le succès (p. 66).

Cette déclaration lapidaire mettait fin à la Révolution du 25 janvier 2011 qui avait vu pendant 18 jours des milliers d'individus et de groupes plus ou moins organisés descendre dans les rues égyptiennes pour protester contre une foule de problèmes dont était affligée leur société : graves abus policiers, cherté de la vie, manque de démocratie, corruption, népotisme, chômage, etc. L'ère Moubarak et fils était finie ; du moins le croyait-on… Mais, tel Moloch dévorant ses enfants, cette révolution égyptienne dévorera ses protagonistes et des élections présidentielles consacreront finalement la reprise du pouvoir par l'armée via le maréchal Abd al-Fattah al-Sissi. C'est toute cette période de l'histoire égyptienne que Laure Guirguis, docteure en science politique, auteure d'un ouvrage sur les Coptes d'Égypte, membre du CÉRIUM (Centre d'études et de recherches internationales) et du CEPSI, (Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale), essaye de nous dépeindre. Je dis bien essaye, car la démonstration de madame Guirguis n'est pas toujours flagrante ; non pas tant par son contenu que par sa forme. Elle a, disons, un peu de difficulté à « faire simple ».

Ce n'est pas un ouvrage que je recommanderais spontanément à quelqu'un qui veut appréhender facilement en quoi a consisté le « printemps égyptien ». L'essai contient bien tous les éléments nécessaires à la compréhension du phénomène politique, mais c'est leur assemblage qui fait problème. Par exemple, une table des matières trop imprécise, trop floue, qui ne permet pas de bien saisir le thème et la structure de l'ouvrage. Le style de l'auteure n'aide pas non plus : trop abscons et ésotérique. Je dirais qu'elle se situe trop au niveau symbolique des évènements, ce qui à mon humble avis n'est pas l'idéal pour la compréhension d'un fait politique.

Cette compréhension est rendue encore plus ardue par la multitude de noms et de détails dont est parsemé l'ouvrage. Bref, madame Guirguis aurait peut-être dû prendre plus d'altitude et synthétiser davantage. Je reconnais cependant qu'à cause du manque de recul, il est peut-être plus difficile de faire de l'histoire immédiate. Nonobstant ces réserves qui nuisent à une meilleure appréciation du contenu, l'essai relate dans l'essentiel ce qu'a dû être la « révolution égyptienne du 25 janvier », communément baptisée Révolution du 25 janvier, mais aussi Révolution du lotus ou encore Révolution du Nil.

Toute révolution a besoin d'un déclencheur, aussi symbolique puisse-t-il être. Selon madame Guirguis, c'est l'image de Khaled Saïd, un jeune activiste de 28 ans, battu à mort par des indicateurs de la police en juin 2011, qui a servi de catalyseur à un profond mouvement de mécontentement qui couvait depuis déjà quelques années envers le régime Moubarak. Quelques jours après sa mort, d'autres jeunes activistes créèrent la page Facebook « Kullinâ Khaled Saïd » qui attira plus de 100 000 sympathisants en deux semaines (p. 49). Cela a produit l'illusion qu'une révolution internet, initiée essentiellement par des mouvements urbains et des étudiants, allait balayer toutes les anciennes élites traditionnelles égyptiennes. L'illusion a été de courte durée, mais le mouvement a néanmoins profondément bouleversé l'ordre établi et il a inquiété les grands acteurs de la scène institutionnelle égyptienne : l'armée en premier, acteur incontournable de cette scène depuis un demi-siècle, la police aussi, sa rivale, qui a joué un grand rôle et enfin la confrérie des Frères musulmans, troisième acteur principal de ce sociodrame.

L'armée formait l'armature de l'appareil d'État. Elle avait une grande influence, possédait ses propres entreprises et en menait très large à tous les niveaux. Selon Guirguis, son pouvoir économique s'est trouvé menacé quand le gouvernement a voulu libéraliser l'économie. De plus, certaines élites militaires s'opposaient à la transmission du pouvoir de Moubarak père à Moubarak fils. La police en revanche était l'alliée du clan du fils Moubarak ; elle jouissait d'un très large arbitraire dans l'exercice de ses fonctions, mais était en revanche très mal payée. On devine qu'elle s'opposait à l'armée. Les Frères musulmans ont pu enfin former le troisième grand acteur institutionnel incontournable. Discrète au début, la confrérie s'est affirmé de plus en plus à l'approche des diverses échéances électorales qui ont marqué cette période. Ses membres étaient ennemis de longue date du CSFA (Conseil Supérieur des Forces Armées), mais n'ont pas négligé les alliances circonstancielles avec les forces militaires. Cette confrérie était elle-même parfois confrontée à des oppositions religieuses, comme celle des salafistes par exemple.

À ces trois grands acteurs principaux il faut bien sûr adjoindre les acteurs de soutien : le Mouvement de la Jeunesse du 6 avril, mouvement de jeunes Égyptiens opposés à Hosni Moubarak, le monde associatif, le monde ouvrier, le monde hospitalier et les travailleurs en général se joignirent aux étudiants pour faire entendre leurs revendications. Tous ces groupes ne défendaient pas des intérêts nécessairement communs ; certains voulaient de simples réformes, d'autres voulaient aller plus loin. Mais, quoi qu'il en soit, ces mobilisations sociales éparpillées et antérieures au Mouvement du 6 avril ont été « dynamisées par le soulèvement du 25 janvier » (p. 40) et ont contribué à l'effervescence révolutionnaire. Finalement, c'est une vraie révolution qui a échappé aux acteurs qui l'ont enclenchée. Ce manque de convergence d'intérêt entre tous les acteurs prenant part à l'action explique certainement pourquoi cette révolution a été récupérée par les plus opportunistes et les mieux organisés : le CSFA et les Frères musulmans. Ces deux groupes, ennemis de longue date s'il en est, ont noué et dénoué des alliances en vue de se parta-

Voir Égypte
suite à la page 25

Ismaël...

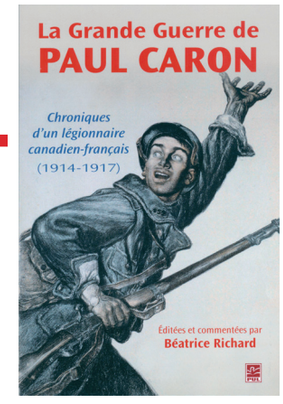
suite de la page 22

À partir des années 1940, c'est l'ONU qui tente, tant bien que mal, de trouver une solution à ce conflit. Plutôt mal que bien d'après Esther Benfredj. La sympathie accordée aux « *Arabes de Palestine* » est manifeste. Selon elle, rien ne peut ébranler et troubler la détermination de ceux qui font du soutien aux Palestiniens un impératif quasi absolu (p. 176). La journaliste est très critique du rôle de l'ONU, comme elle l'avait été envers celui de la Grande-Bretagne d'avant-guerre. Elle analyse avec force détails l'implication des Nations unies et des grandes puissances dans le débat. Elle soutient que la communauté internationale a « victimisé » à outrance les Palestiniens et criminalisé quasi systématiquement les Israéliens. Elle a ainsi enfermé les acteurs du drame dans un jeu de rôles dont ils ne peuvent plus s'extraire. D'après elle : « Une approche trop manichéenne du conflit ne permet pas d'appréhender la situation "par delà le bien et le mal", pour citer à nouveau Nietzsche » (p. 26).

Enfin, la politologue et journaliste se permet une petite réflexion sur le rapport qu'entretient une frange importante du mouvement souverainiste québécois avec la nation israélienne. Cette frange, nous dit-elle, se rallie « de manière quasi pavlovienne, du côté palestinien » (p. 171). Cela, parce que dans leur esprit les Palestiniens représentent un peuple opprimé par une puissance impérialiste (Israël) et que cela leur rappelle leur propre condition. C'est une « identification trompeuse », conséquence également de leurs « échecs successifs » (p. 171). Elle déplore ce fait comme elle déplore le peu de sympathie démontrée par la minorité judéoquébécoise envers le projet souverainiste québécois.

Tout comme Louis Cornellier qui, dans *Le Devoir,* qualifie la thèse « d'originale et forte », j'ai été fortement impressionné par le travail d'Esther Benfredj. Ainsi que le dit Lise Ravary dans *Le Journal de Montréal* : c'est « difficile de trouver mieux ». Un autre critique a parlé d'un livre à mettre « entre toutes les mains. » Pour ceux et celles qui veulent comprendre les fondements du conflit israélo-palestinien, *Ismaël contre Israël*, un ouvrage incontournable. ❖

Béatrice Richard
La Grande Guerre de Paul Caron. Chroniques d'un Légionnaire canadien-français (1914-1917)
Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 268 pages



Œuvrant dans son domaine de prédilection, l'historienne militaire Béatrice Richard s'intéresse à nouveau aux représentations de la guerre dans l'imaginaire québécois du siècle dernier. Ce volume nous présente la correspondance d'un Canadien français engagé volontairement dans la Légion étrangère durant la Première Guerre mondiale. Grâce à un travail de recherche dans plusieurs fonds d'archives ainsi que dans les journaux de l'époque, Béatrice Richard fait découvrir au fil des 216 pages le témoignage d'un individu longtemps resté dans l'ombre. Il s'agit d'une source très intéressante pour l'histoire militaire québécoise.

Le texte se divise en deux parties très distinctes, soit la présentation de la source puis la correspondance de Paul Caron. La portion rédigée par madame Richard est bien rendue et fort utile pour apprécier davantage les lettres du soldat. La biographie de ce dernier prend dans cette section des allures de critique de source, ce qui permet de rassasier autant le lecteur que le chercheur. En se questionnant sur la nature de la guerre racontée par Paul Caron, Béatrice Richard présente son témoignage comme l'un de ceux qui rend possible d'observer un conflit armé à hauteur d'hommes. Aussi, elle définit cette source non comme un récit duquel il faut filtrer les faits véridiques, mais plutôt comme un artefact qui « témoigne autant des événements que de leur cadre de référence ». L'auteure conclut son introduction en indiquant les éléments qui influencent la correspondance de Caron : contraintes journalistiques, patriotisme militaire, culture dite « ultramontaine » et volonté d'être lu.

La deuxième partie s'intitule « Chroniques d'un légionnaire ». Les trente-trois lettres de Paul Caron sont regroupées en cinq sous-sections. Ordonnées de façon chronologique, elles révèlent l'expérience de combat du soldat de la Première Guerre mondiale au fil du quotidien. Les thèmes sont très variés, ce qui évite une certaine monotonie au texte qui est parfois lourd d'une vision très romantique et patriotique des événements routiniers. Ainsi, il peut y être question des amitiés qui naissent au front, des déplacements militaires, de l'impact de tel paysage ou encore de rencontres avec des civils français. Cette diversité fait du témoignage de Caron un récit d'une expérience de combat aux aspects sociaux et culturels très riches. Ce qui est intéressant et à retenir dans ce volume est comment un acteur sur le terrain voit et raconte le conflit armé. Cela donne sur les faits historiques militaires une autre version que celles promues par les gouvernements ou les hauts-commandements des armées. Cette perspective très différente s'avère essentielle pour la compréhension des conflits et c'est ce qui confère une valeur à ce texte.

Paul Caron utilise un vocabulaire assez riche, ce qui permet d'illustrer de nombreuses scènes d'une façon détaillée. L'expérience sensorielle du soldat est bien exprimée et l'on se croirait presque aux côtés des légionnaires lors de plusieurs scènes violentes ou sensibles. Le lecteur ou le chercheur y trouve beaucoup de matériel permettant de reconstituer une partie des événements vécus par un Canadien français participant à ce conflit européen. Toutefois, étant légionnaire, Paul Caron a des camarades de toutes les nationalités : son expérience est donc très différente de celle des soldats appartenant à un régiment entièrement canadien-français.

Malgré la belle qualité de l'ouvrage, quelques lacunes se manifestent dans les outils fournis pour comprendre les déplacements de Paul Caron. D'abord, le lignard ne peut mentionner le nom des villes où il se trouve pour des raisons évidentes de sécurité. Béatrice Richard indique que grâce à des recherches, il lui a été possible de retracer les déplacements du témoin avec une faible marge d'erreur. Il aurait toutefois été intéressant d'avoir les noms complets des lieux dans le texte même ou en notes de bas de page plutôt qu'en fin de volume. Une carte illustrant l'itinéraire complet de Caron est également disponible à la fin de l'introduction, mais elle n'est pas des plus limpides. En revanche, plusieurs illustrations permettent de visualiser la place qu'occupent les chroniques du légionnaire dans les journaux dépouillés ainsi que de poser un visage sur celui qui se raconte au fil des pages.

Ces lacunes mineures, et qui sont davantage de l'édition que de la recherche, ne parviennent toutefois pas à réduire l'importance du travail réalisé ici par Béatrice Richard. L'historienne a exhumé de l'oubli un personnage et son récit formidable grâce auquel on peut connaître une partie de l'expérience de guerre d'un Canadien français lors de la Première Guerre mondiale.

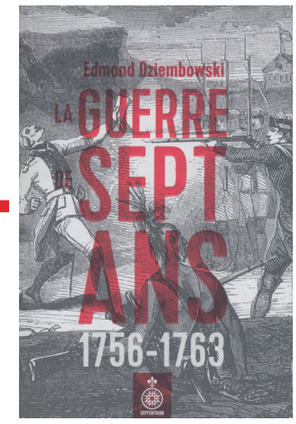
Simon Leduc
Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR

Égypte…

suite de la page 23

ger le pouvoir. Les acteurs de soutien se sont trouvés rapidement écartés du jeu politique. La dynamique électorale a favorisé l'entrée de la confrérie des Frères, mais assez rapidement celle-ci s'est trouvée confrontée à un vaste mouvement de contestation mené par une hétérogénéité de groupes plus ou moins disparates : armée, police, médias, salafistes et autres courants sociopolitiques. Tout cela a abouti au renversement du président Morsi en juin 2013 et à la reprise en mains du sort de la nation égyptienne par les forces armées. Le président al-Sissi, nouvel homme fort du régime, a mis alors en place un régime « musclé » qui limite désormais le pluralisme politique ainsi que la liberté de conscience et d'expression. « [I]l propose un plan de redressement moral qui divise la société et stigmatise ses ennemis supposés, dont il préconise la pénalisation, voire l'élimination » (p. 163). (Le grand nombre de condamnations à la peine capitale dont sont frappés les opposants au régime, surtout les Frères musulmans, illustre amplement cette affirmation de Laure Guirguis.) Sur le plan religieux, Al-Sissi prône un islam plus tolérant et respectueux de la pluralité religieuse, mais il instaure du même coup des mécanismes d'encadrement et de contrôle des pratiques religieuses. Son approche du religieux est plus articulée que celle de Moubarak. L'État tente bien sûr de redresser l'économie fortement perturbée : cela passe par de l'aide des pays pétroliers voisins, des investissements directs et aussi par l'emploi des consultants économiques britanniques, tel Tony Blair, pour mettre sur pieds une nouvelle stratégie économique.

Selon Laure Guirguis, la contre-révolution a finalement triomphé et a imposé un nouvel ordre « symbolique » en remplacement de l'ancien, mais tout en investissant les symboles et les discours de l'ancien (p. 163). Cette tentative de faire « du neuf avec du vieux » réussira-t-elle ? L'auteure semble en douter…❖



Edmond Dziembowski
La guerre de Sept Ans, 1756-1763
Paris, Perrin et Québec, Septentrion, 2015, 666 pages

La somme d'Edmond Dziembowski sur la guerre de Sept Ans comble un vide et ajoute de nouvelles dimensions à notre compréhension de ce conflit déterminant. En effet, il manquait à l'histoire de la guerre de Sept Ans une synthèse moderne. Plusieurs contributions importantes sont parues depuis le début du siècle ; certaines, concentrées sur la dimension marine de la guerre (comme Jonathan Dull), d'autres sur le théâtre nord-américain (Fred Anderson). Mettant à profit ces avancées de la recherche, Edmond Dziembowski réussit le travail exigeant de synthétiser les événements des principaux théâtres de la guerre en Europe, en Inde et dans les Amériques sans négliger les centres du pouvoir en France, en Grande-Bretagne et en Prusse.

Ce travail de synthèse combiné à un regard nouveau sur les sources des gouvernements britannique et français en particulier serait déjà appréciable. Mais Dziembowski ne s'en tient pas à cela. Ce qu'il dévoile en exploitant des sources négligées, essentiellement la littérature patriotique produite en anglais et en français durant le conflit, ce sont les mutations rapides que la guerre de Sept Ans provoque dans l'opinion publique.

Le discours républicain de l'ère des révolutions, américaine et française en particulier, le discours politique radical et les passions nationales du siècle suivant, tout cela semble éclore et se cristalliser à la faveur du conflit. Dziembowski reproduit ainsi plusieurs chants patriotiques publiés en France, consacrés à des événements de la guerre en Europe ou dans les colonies et dont des vers seront repris, parfois sans autres modifications, dans la composition de la Marseillaise. C'est le concept nouveau du patriotisme, terme jusqu'alors peu usité, que certains auteurs comme Bolingbroke commencèrent à mettre en circulation, qui devient omniprésent. Son compagnon inséparable est le concept de citoyen, entendu dans son sens républicain classique, donc actif, et opposé au sujet passif, qui est glorifié dans les monarchies française et britannique, y compris dans la propagande qu'elles encouragent.

Dziembowski montre en effet que ce type de discours est stimulé, voire encouragé par Choiseul en France et bien sûr par Pitt en Grande-Bretagne et dans les treize colonies. Un des chapitres les plus passionnants de l'ouvrage est donc « La guerre d'encre et de plume » qui non seulement recense ces productions qui se multiplient en français et en anglais, mais analyse aussi les stratégies novatrices de propagande de Londres, Versailles et Berlin, déjà annonciatrices de celles de l'ère des quotidiens de masse, les journaux jouant déjà un rôle crucial.

C'est donc l'univers idéologique et politique de l'ère contemporaine qui se met en place ; la guerre de Sept Ans pourrait donc passer pour le moment charnière entre l'ère moderne et contemporaine aussi bien que les Révolutions américaine ou française.

Les spécialistes seraient même intéressés à de plus amples développements sur cette matière, un sujet largement négligé dans l'étude du siècle des Lumières, faut-il le rappeler. Une partie de cette matière se retrouve dans *Un nouveau patriotisme français, 1750-1770*, paru chez Voltaire Foundation en 1998 et dont une nouvelle édition est annoncée, et dans l'ouvrage que Dziembowski a consacré à Pitt, notamment.

Il faut souligner aussi l'intérêt des explications de moments cruciaux du conflit, comme le renversement des alliances de l'Autriche et de la Prusse entre la France et l'Angleterre, le renversement des positions françaises en Inde avec la disgrâce de Dupleix et bien sûr le sort de l'Amérique française et comment et pourquoi Pitt estimait qu'il s'était largement joué en Allemagne. Dziembowski montre ainsi comment Pitt, une fois au gouvernement, a accepté malgré lui de modifier ses priorités : plutôt que de consacrer toutes les ressources à l'effort militaire maritime et colonial, il en a envoyé certaines vers l'Allemagne pour finalement en tirer profit, grâce au détournement des ressources françaises que cela provoqua.

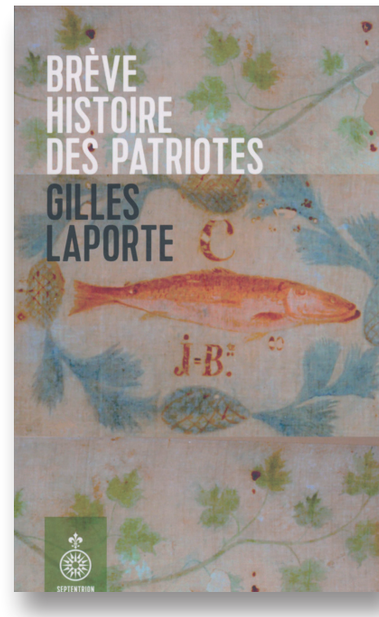
Pour l'Amérique du Nord, Dziembowski met à profit les synthèses les plus importantes sur ce théâtre, non seulement les plus récentes comme Anderson, déjà mentionné, mais aussi Guy Frégault par exemple. Ce faisant, il avance sa propre explication de la décision ou précipitation fatale de Montcalm le 13 septembre 1759. Après avoir rappelé l'aversion de Montcalm et Bougainville pour les combats à l'américaine et bien sûr le conflit avec Vaudreuil, Dziembowski soutient que Montcalm n'a pas résisté devant ce que Wolfe lui proposait, un combat à l'européenne comme il rêvait d'en mener depuis son arrivée en Amérique du Nord, et ce, malgré les avantages évidents des troupes de Wolfe à cet égard. En outre, Dziembowski parvient à trouver une certaine forme d'équilibre entre les divers points de vue habituels aux diverses historiographies nationales, ce qui est une autre qualité de l'ouvrage. Bref, spécialistes et amateurs d'histoire apprécieront à sa juste valeur cette contribution remarquable à l'histoire de la guerre de Sept Ans. Il est intéressant qu'elle soit publiée conjointement en France et au Québec, ce qui devrait faciliter sa disponibilité de ce côté-ci de l'Atlantique, comparativement aux précédentes études de l'auteur.

Charles-Philippe Courtois
Département des humanités et des sciences sociales, Collège militaire royal de Saint-Jean

UNE BRÈVE ET ÉDUCATIVE HISTOIRE DES PATRIOTES

Jonathan Robinette

Enseignant en histoire, Collège de L'Assomption



GILLES LAPORTE
BRÈVE HISTOIRE DES PATRIOTES
Québec, Septentrion, 2015, 368 pages

Nous les célébrons officiellement au Québec depuis 2002. Leurs péripéties ont été portées à l'écran par nos plus brillants cinéastes au cours des deux dernières décennies et malgré tout, une certaine amnésie subsiste à leur égard. Ayant consacré sa vie à les étudier, il était tout à fait indiqué de la part de Gilles Laporte de leur dédier un livre qui permettrait de mieux faire connaître au public l'héritage extraordinaire des patriotes du Bas-Canada du début du dix-neuvième siècle. Je fus immédiatement interpellé par cet ouvrage.

Donnant le cours d'Histoire et d'éducation à la citoyenneté de quatrième secondaire, je connais trop bien les lacunes de mes contemporains face à cette période charnière de l'histoire québécoise. Pourtant, chaque année, en compagnie de mes enfants, je participe à de nombreuses activités pédagogiques et festives entourant le combat des Patriotes à la fin de chaque mois de mai. Piquant un brin de jasette avec différents participants, je suis à même de constater ce même trou de mémoire collective : « À quoi riment au juste ces Rébellions ? Pour quelles raisons des soulèvements populaires ont-ils enflammé la vallée du Saint-Laurent entre 1837 et 1838 ? » Cette monographie permet d'y répondre rapidement et de mettre en contexte le mouvement patriote pour lui donner la chance de marquer durablement nos mémoires, et ce, en en facilitant notre compréhension. Tout compte fait, *Brève histoire des Patriotes* constitue un ouvrage de synthèse incontournable pour tout citoyen québécois désirant bien cerner cette période historique, mais surtout un outil de prédilection pour tout enseignant d'histoire nationale au secondaire.

Tout compte fait, *Brève histoire des Patriotes* constitue un ouvrage de synthèse incontournable pour tout citoyen québécois désirant bien cerner cette période historique, mais surtout un outil de prédilection pour tout enseignant d'histoire nationale au secondaire.

Laporte le reconnaît en guise de conclusion, ce livre est un abrégé d'un ouvrage paru en 2004 : *Patriotes et Loyaux*. Certaines monographies traitent de sujets particulièrement précis entourant les Rébellions, il n'en demeure pas moins que la recherche universitaire a encore d'immenses pans à explorer. L'auteur a donc écrit ce livre en ayant en tête qu'un fort travail d'éducation et de sensibilisation est à faire concernant la génération patriote du Bas-Canada.

D'entrée de jeu, Laporte nous convainc de l'importance à accorder à cette période. Il explique comment le moment patriote constitue un tournant dans l'histoire de la société québécoise, à mi-chemin entre la Nouvelle-France et aujourd'hui. Une époque où les changements souhaités et apportés ont été en mesure d'établir les fondements de notre édifice démocratique moderne. Les revendications des Patriotes mèneront à la création de la presse libre, du premier parti politique organisé, du premier réseau laïque d'éducation, du droit des juifs à siéger comme députés, de la fête nationale et de la responsabilité ministérielle. Des gains obtenus entre 1806 et 1848 que nous pourrions qualifier aujourd'hui de droits fondamentaux et que nous défendrions vigoureusement s'ils venaient à être menacés. La lecture de l'avant-propos offre un argumentaire hautement convaincant sur la façon d'aborder le sujet en classe, avec un public qui fait l'apprentissage des rouages de la démocratie et de la vie en société.

Au cours des quatre premiers chapitres, l'ouvrage se concentre à rappeler les moments clés et les acteurs de la société de la première moitié du XIX[e] siècle au Bas-Canada. L'historien nous rappelle le drame de la société bas-canadienne de l'époque. Il ravive les défis que devaient relever les membres de cette génération qui n'acceptaient pas de voir leur peuple dépérir et qui souhaitaient entreprendre le combat menant à l'amélioration de leur existence. Les événements de 1837-1838 ne sont pas des *troubles,* ni des rébellions, termes pouvant être utilisés avec justesse par ceux qui les ont combattus et vaincus. Soulèvements, luttes nationales, guerre d'indépendance seraient des termes tout à fait indiqués si les artisans de ces mouvements démocratiques avaient eu pleinement gain de cause.

Il est particulièrement éclairant de se rappeler le redressement des Canadiens au lendemain de la Conquête. Le Bas-Canada, bien qu'il soit à l'époque sous la tutelle d'une élite commerciale impériale, s'enrichissait par le développement d'économies locales, de son réseau de collèges classiques et de sa bourgeoisie professionnelle. Cette société vivait aussi ce que Laporte appelle une protodémocratie, expérience tenant à la fois de traditions françaises et d'idées républicaines ayant évolué depuis l'indépendance de nos voisins du sud. Le portrait que fait Laporte des trois générations de patriotes permet évidemment de mieux situer l'action d'un acteur fort connu, Louis-Joseph Papineau, mais surtout de mettre en lumière l'extraordinaire contribution du précurseur, Pierre-Stanislas Bédard. Ce dernier a permis à la bourgeoisie canadienne-française de s'approprier le système électoral et démocratique britannique. Il saura tirer avantage de la tradition parlementaire pour le bien de la majorité canadienne. L'auteur relate évidemment la période mouvementée de 1834 à 1838, présentant ainsi les Nelson, De Lorimier et La Fontaine, personnages plus radicaux que les héros précédents.

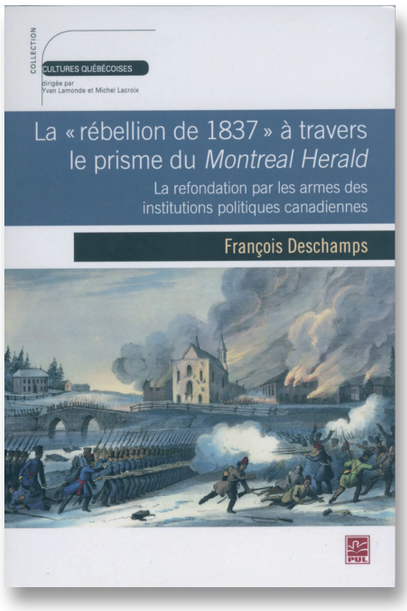
Pour un enseignant, ces quatre chapitres fourmillent d'informations d'une grande utilité afin d'expliquer et de mettre en contexte les multiples connaissances, faits et concepts que le cours de quatrième secondaire nous demande de transmettre. Des informations fort utiles pour le thème « Pouvoir et pouvoirs », thème plutôt difficile qui demande d'analyser dans la première moitié du XIX[e] siècle la dynamique entre les autorités britanniques et la chambre d'assemblée. Il sera aisé pour tout enseignant de recourir aux citations, aux extraits de discours, bref, de mettre les mots des acteurs du moment patriote au cœur de ses situations d'apprentissage et d'enseignement. L'extrait d'un discours de Papineau lors de l'assemblée de Saint-Laurent (p. 65), incitant la population à boycotter les produits anglais, à encourager la contrebande américaine et à « acheter

VOIR BRÈVE HISTOIRE

suite à la page 28

L'IMPLACABLE DISCOURS TORY

James Jackson
Docteur en philosophie, Trinity College Dublin



François Deschamps
La « rébellion de 1837 » à travers le prisme du *Montreal Herald*. La refondation par les armes des institutions politiques canadiennes

Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 280 pages

Qu'est-ce qui s'est réellement passé au Québec en novembre 1837? La question peut paraître pour le moins insolite vu la multitude de livres déjà publiés par des générations d'historiens canadiens. Mais la recherche historique n'est jamais terminée, et il est certain que cette période fondatrice de la société québécoise sera constamment un terrain fertile pour les historiens. Si le rôle de l'historien est entre autres de remettre en question ce que nous savons du passé, François Deschamps remplit cette fonction de façon impressionnante dans cette étude minutieuse, le fruit d'un travail de longue haleine, qui vient jeter un pavé dans la mare de la recherche sur 1837.

La thèse que défend l'auteur est connue depuis qu'il a soutenu son mémoire de maîtrise à l'UQAM en 2011. S'opposant à une historiographie traditionnelle québécoise qui défend la thèse du « complot bureaucrate », Deschamps s'inscrit en faux contre l'interprétation du supposé ralliement de dernière minute des forces loyales à Montréal comme explication de ce qui s'est effectivement passé en novembre 1837. Il propose à sa place une hypothèse plus séduisante: la mutinerie de l'état-major et de la faction radicale tory de Montréal. Rejetant donc le terme générique de rébellion pour décrire la confrontation armée à Saint-Charles et à Saint-Eustache, il soutient qu'il s'agissait plutôt d'une crise politique majeure qui ne visait rien de moins que la refondation, à travers les armes, des bases mêmes de la société québécoise.

Rejetant donc le terme générique de rébellion pour décrire la confrontation armée à Saint-Charles et à Saint-Eustache, [l'auteur] soutient qu'il s'agissait plutôt d'une crise politique majeure qui ne visait rien de moins que la refondation, à travers les armes, des bases mêmes de la société québécoise.

Alors que la période qui s'étend de l'émeute du 6 novembre à Montréal jusqu'à l'imposition de la loi martiale est assez bien documentée, il demeure bien des zones d'ombre quant aux motivations des forces loyalistes, des autorités civiles et de l'armée. Dans le passé, le plus grand handicap pour les historiens qui se sont penchés sur ces questions, c'est que le *Montreal Herald* de cette période n'était plus accessible intégralement dans les archives. Or, ce journal, que l'historiographie a toujours désigné comme le véhicule principal du « parti britannique », est essentiel pour la compréhension des mentalités loyalistes. Grâce à une découverte fortuite au cours de ses recherches, Deschamps a réussi un coup de maître en jetant une lumière inédite sur les agissements du Doric Club et de toute la frange ultraconservatrice de la communauté britannique de Montréal.

C'est en fouillant dans les archives à la Rare Books and Special Collections Division de l'université McGill que l'historien a mis la main sur deux cahiers contenant des découpures prélevées du *Montreal Herald* des années 1834-1840. Par une analyse approfondie de ces pages redécouvertes du journal, Deschamps révèle le rôle de l'aile radicale *tory* dans le conflit politique qui s'étend jusqu'à l'insurrection de novembre 1837.

Fondé en 1812, le journal prétendait dès le début vouloir concilier les deux communautés du Bas-Canada, mais en l'espace de vingt ans il était devenu l'organe principal de banquiers, de marchands, de magistrats *tory*s et d'organisations paramilitaires. À partir de 1833, son propriétaire et directeur de la publication était Robert Weir junior, futur membre du Doric Club. Le rédacteur en chef de 1834 à 1838 était Adam Thom, auteur en 1835 d'une série de lettres intitulée « *Anti-Gallic letters* » et publiée dans le journal. Pour les mêmes années, Deschamps a eu aussi accès au *Herald Abstract*, une édition hebdomadaire qui reproduisait des articles et des éditoriaux du journal. C'est ainsi qu'un historien a été finalement en mesure d'analyser les principes ultra-torys défendus par le plus important journal du Bas-Canada qui comptait plus de 3000 abonnés en 1837.

Avant d'entamer son analyse des éditoriaux du *Montreal Herald*, Deschamps consacre son premier chapitre à l'Association constitutionnelle de Montréal. Il prend comme point de départ la réélection du parti patriote à la Chambre d'assemblée en novembre 1834 et celle de Papineau dans le quartier ouest de Montréal, mais sans négliger l'importance de la fusillade meurtrière du 21 mai 1832 dans le même quartier.

À partir d'un nombre de textes significatifs (manifestes, discours, résolutions, rapports) dont les rédacteurs sont les principaux chefs de file de la communauté anglophone, tels John Molson jr, William Robertson, Peter McGill ou George Moffatt, Deschamps nous offre un survol historique des griefs majeurs qui sont adressés autant à leurs concitoyens d'origine britannique qu'aux autorités impériales.

Ils présentaient une longue et virulente liste de griefs: la Chambre d'assemblée fonctionnait comme l'organe du parti français, les libertés constitutionnelles anglaises étaient constamment bafouées et en attisant les sentiments nationaux d'un électorat francophone analphabète le parti patriote visait à le mobiliser contre la minorité britannique. Mais c'est la politique de conciliation en vigueur au Parlement impérial qui représentait aux yeux des membres de l'Association le plus grand danger pour cette minorité. Leur avertissement était on ne peut plus clair: si jamais le Parlement impérial accédait à la volonté de la Chambre d'assemblée que le Conseil législatif devienne électif, le résultat mènerait directement à la séparation de la colonie d'avec l'Empire et à la servitude morale de la minorité anglophone. La seule solution préconisée était l'union avec le Haut-Canada et l'assimilation complète des Canadiens français avec la population d'origine britannique.

C'est cette hantise qui s'emparait de la communauté britannique que Deschamps analyse avec finesse. À la place d'une simple polarisation entre patriotes et loyaux cependant, il émet l'hypothèse d'une dynamique triangulaire: patriotes, Britanniques métropolitains et Britanniques provinciaux d'allégeance tory à Montréal dont l'idéolo-

Voir Tory

suite à la page 28



Brève histoire...

suite de la page 26

local» peut aussi bien servir lors d'explications en classe que dans un document d'analyse étayant une question d'examen.

La deuxième moitié du volume brosse le portrait de l'action patriote au cœur de seize régions ciblées. Il s'agit, à mon avis, d'une autre raison justifiant l'utilisation de l'abrégé de Laporte au secondaire. Depuis le début de ma carrière, je me fais un devoir de relier l'histoire nationale au récit des gens ordinaires de la communauté où j'enseigne. Nous trouvons ici une ressource de qualité permettant de le faire. Certains pourraient trouver cette partie fastidieuse et répétitive s'ils ne s'en tiennent qu'à la partie informative des événements de 1837-1838. Il faut donc lire le cinquième chapitre en gardant à l'esprit que «ces récits de vie s'inscrivent dans un milieu, une paroisse, un village ou un canton» (p. 15). Par conséquent, il est préférable de lire la partie du chapitre qui nous interpelle géographiquement. Toutefois, s'il s'avère intéressant de s'informer sur une région en particulier, il est fort enrichissant de parcourir le chapitre en entier et de voir combien la décennie 1830 fut vécue de différentes façons selon les endroits. Le village laurentien, lors des événements de 1837-1838, connut autant l'enfièvrement que l'indifférence, la mobilisation générale que l'appel ciblé. Sans parler des milieux ayant expérimenté l'affrontement, la répression. Terrebonne fut même le théâtre d'une paix négociée entre autorités établies et révolutionnaires grâce aux talents de médiateur du seigneur de l'endroit, Joseph Masson. L'arrangement, écrit, consistait à déposer les armes du côté des patriotes. En échange, les loyaux s'engageaient à ne pas témoigner contre ces derniers. Un traité de paix unique dans l'histoire du Québec selon Laporte et qui ne sera malheureusement pas respecté par l'armée britannique.

Finalement, la dernière portion de l'ouvrage se retrouve disséminée tout au long des 300 pages qu'il contient. En effet, Laporte brosse le portrait succinct de cinquante personnages marquants. Comme il tient à le rappeler dans sa conclusion, l'auteur anime, avec différents collaborateurs, un site web (www.1837.qc.ca) ayant réussi à retracer l'engagement de plus de 12 000 personnes qui ont participé aux mouvements patriote et loyal. Encore une fois, il s'agit d'une ressource extraordinaire pour l'enseignant d'Univers social de quatrième secondaire. Les élèves sont particulièrement friands des anecdotes et des détails entourant la vie des acteurs des périodes que nous enseignons. Voilà donc rassemblés, dans un seul ouvrage, cinquante résumés de personnes parfois très connues. Cependant, nous retrouvons aussi des acteurs ayant joué un rôle fondamental dans les soulèvements et dont la mémoire populaire a progressivement perdu le souvenir au cours des deux derniers siècles. En cours de lecture, ce fut un vif plaisir de connaître et surtout reconnaître le récit de ces hommes et femmes au destin parfois ordinaire, parfois extraordinaire.

Quiconque s'intéresse aux Patriotes ne devrait pas éprouver de difficulté à se laisser porter par ce nouvel ouvrage de Gilles Laporte. Je suis surtout fort heureux de la parution d'une ressource d'une qualité inestimable pour mes collègues qui sont parfois démunis face à l'enseignement des Rébellions de 1837-1838. Il faut rappeler qu'aucun cours obligatoire couvrant cette période cruciale de la société québécoise n'est prescrit dans la formation des maîtres en Univers social. En entrevue à Radio-Canada, monsieur Laporte se désolait que l'on réduise en classe, au secondaire, les revendications patriotes à la seule demande du gouvernement responsable. S'il fallait synthétiser ces revendications, il faudrait, selon lui, plutôt parler d'américanisation des institutions canadiennes dans un esprit républicain, et ce, dans le contexte d'un siècle suivant celui des Lumières et du renversement des sociétés monarchiques issues du Moyen-Âge. Le livre de Laporte nous fait comprendre que loin de n'être qu'une réaction de défense en période de crise, le mouvement patriote doit être compris comme un long processus d'intégration des principes du parlementarisme et de la liberté d'expression. Le lecteur est ainsi plus en mesure, après lecture, de comprendre l'esprit démocratique qui animaient les acteurs de l'époque et enflammaient leurs actions et leurs discours.

Avec *Brève histoire des Patriotes*, l'enseignant d'histoire du Québec au secondaire a dans ses mains un outil pédagogique d'une puissance remarquable permettant de mieux expliquer une période charnière de notre histoire. Le citoyen a, pour sa part, une ressource inestimable lui donnant les clés de la compréhension d'une décennie riche en rebondissements tant sur le plan social que politique. ❖



Torys...

suite de la page 27

gie, selon l'auteur, trahit la présence d'un républicanisme larvé, fait qui aurait des conséquences importantes en novembre 1837.

Dans son analyse minutieuse et intelligente du *Montreal Herald*, Deschamps se concentre sur la dimension politique du discours radical *tory* entre 1835 et 1840. Comme on pouvait s'y attendre, le journal avait dans sa mire Papineau, dont le nom n'est jamais cité sans une référence à sa «faction», sa «clique», ses «complices» ou sa «bande de traîtres», le parti majoritaire à la Chambre d'assemblée, toujours décrit comme tyrannique et oppresseur, le nouveau gouverneur Lord Gosford et les *habitants*, d'abord considérés comme des dupes, mais, après le recours aux armes en novembre 1837, regroupés avec l'ensemble de la population du district de Montréal et dénoncés comme des séditieux. Cette méfiance finira par s'étendre même aux loyalistes français et surtout aux miliciens et aux magistrats canadiens.

Deschamps identifie dans le républicanisme des tories montréalais trois éléments fondamentaux de leurs récriminations contre l'administration impériale, à savoir une opposition frontale à la politique de conciliation envers les Canadiens, un appel aux armes et une menace séparatiste, voire annexionniste. Mais le discours belliqueux du *Montreal Herald* n'est pas qu'idéologique. Le journal aurait entretenu des liens de solidarité avec la magistrature, la milice, l'état-major et la garnison par l'entremise des loges orangistes et maçonniques. Pour étayer cette partie de son hypothèse, Deschamps est obligé de prouver que le journal et le Doric Club s'inscrivent dans la mouvance orangiste. Même s'il montre qu'il existe de nombreux points de convergence idéologique, force est de constater que c'est la partie la plus faible de son hypothèse. Plus solide par contre et plus convaincant est le lien qu'il établit entre les officiers de l'armée, le Doric Club et l'oligarchie ultra-tory de Montréal au sein de la loge maçonnique St Paul.

Un dernier chapitre est consacré au bras de fer qui opposait Sir John Colborne, l'ancien gouverneur du Haut-Canada, derrière qui les tories se sont ralliés, au vice-roi Gosford, que le *Montreal Herald* considérait comme un traître à son pays. La conclusion générale que tire Deschamps de ses analyses est que, dans le conflit politique entre le parti patriote et l'aile radicale tory qui dégénère en affrontement violent à partir du 6 novembre, ce sont le *Montreal Herald*, les émeutiers du Doric Club et un petit groupe sélect ultra-tory jouissant de la complicité de l'état-major qui ont joué un rôle précurseur. Plutôt que de parler donc d'une rébellion, il conviendrait mieux, conclut Deschamps, d'expliquer ce qui s'est réellement passé en parlant d'un double soulèvement, celui de l'aile radicale tory envers l'Exécutif et sa politique de conciliation et celui des Canadiens en faveur des patriotes. À la fin de son livre, Deschamps nous livre quelques réflexions sur la problématique plus large du rôle de la violence légitime dans les événements de 1837 et 1838, mais sans apporter une réponse définitive. Espérons que ce soit l'objet d'un futur essai. À en juger par le style d'écriture savant qu'adopte l'auteur, son livre semble être destiné pour le cercle étroit des spécialistes plutôt pour le grand public. Cette décision est à regretter, car cet essai mérite d'être lu par tous ceux qui se passionnent pour la période des «rébellions». ❖



L'Acte d'Union. La deuxième conquête

L'Acte d'Union de 1840 adopté en représailles à l'insurrection des Patriotes (1837-1838) met fin à l'ordre politique établi par l'Acte constitutionnel de 1791 et partant à l'existence politique du Bas-Canada. Un dossier exceptionnel dans le numéro Septembre-Octobre 2015 de *L'Action nationale*.

action-nationale.qc.ca

Jean-François Veilleux
Les patriotes de 1837-38 en Mauricie et au Centre-du-Québec
Drummondville, Les éditions du Québécois, 2015, 290 pages



Ce livre se propose de donner plus de relief à la région trifluvienne dans l'histoire du mouvement patriote. Il s'inscrit dans la tendance actuelle de diversification face aux deux pôles traditionnels que constituent Québec et la grande région de Montréal (incluant la vallée du Richelieu et les Basses-Laurentides). L'auteur place au centre de sa démonstration l'assemblée patriote de Yamachiche du 26 juillet 1837 qui marque une étape importante de mobilisation populaire autour du programme réformiste. On est ainsi amené à mieux évaluer le rôle central qu'a joué à cette occasion le docteur René-Joseph Kimber, le député de Trois-Rivières. Il en va de même du député patriote Jean-Baptiste Hébert lors de l'assemblée tumultueuse du 25 août 1837 à Bécancour où 3000 sympathisants se sont rassemblés pour soutenir les revendications du Parti patriote.

Trois points méritent d'être particulièrement relevés dans l'argumentaire patriote à ce moment charnière: a) l'intervention frauduleuse du parlement impérial dans les affaires internes de la colonie avec les résolutions Russell qui bafouent, du point de vue même du constitutionnalisme anglais, l'esprit de la loi déclaratoire de 1778; b) la tenue éventuelle d'une convention nationale en vue d'asseoir sur une base purement démocratique le nouveau pacte colonial; c) le recours éventuel aux armes.

Favorisant une approche *prosopographique*, l'auteur esquisse les trajectoires de personnalités marquantes ayant occupé des postes à Trois-Rivières au nombre desquelles il convient de réserver une place de choix à Vallières de Saint-Réal, une personnalité atypique dont le parcours mériterait d'être approfondi, de même que Charles Richard Ogden, un des personnages-clé au moment du déclenchement des hostilités à titre de procureur général.

Ce livre appelle cependant quelques réserves au plan méthodologique et dans le mode d'exposition qu'a retenu l'auteur en l'absence notoire d'une documentation nouvelle. En effet, non seulement Veilleux s'appuie exclusivement sur des travaux antérieurs — ceux notamment d'Hervé Biron (1937) et de Gilles Laporte (2010) —, mais, en plus, il n'a pas cru nécessaire de traduire dans ses propres mots leur contenu, de sorte qu'on se trouve en présence d'un *patchwork* de pièces rapportées qui souffrent d'une vue unifiée tant sur le plan de la simple chronologie que sur celui de la problématique propre de chaque auteur.

Observons, à titre d'exemple, le traitement de la question controversée du recours aux armes dans le camp patriote qui a entraîné la scission progressive entre modérés et radicaux. Si, au départ, on apprend qu'à l'approche des Rébellions Papineau pouvait compter sur l'appui de l'aile modérée du parti qui désapprouvait un tel recours ultime (p. 43), le «grand chef» patriote est présenté tout uniment au bout de la séquence chronologique comme celui qui, ultimement, a décidé «d'organiser la résistance contre l'armée anglaise» (p. 71) sans prendre lui-même les armes... Qu'est-ce à dire? L'auteur avait pourtant laissé entendre qu'à l'encontre du chef irlandais O'Callaghan, Papineau, durant l'été 1836, entendait toujours s'en tenir uniquement aux «pressions parlementaires» (p. 47).

L'année suivante, au printemps, en réaction aux résolutions Russell, Veilleux avance maintenant que «le peuple mécontent se prépare à la rébellion sous l'égide du Parti patriote» (p. 49). Le thème de la violence revient à la grande assemblée de Yamachiche du 26 juillet 1837 (p. 56-61) où un certain flottement persiste toujours quant au recours effectif aux armes: s'agit-il d'une simple résistance aux mandats d'arrestation envers les meneurs patriotes ou est-on en présence d'un simple réflexe de légitime défense, voire d'un authentique mouvement révolutionnaire et social (p. 70)? L'affaire reste en suspens. Au final, sans que la direction de Papineau ne soit remise en question, la montée aux extrêmes est encapsulée sous le générique «conspiration bureaucrate» autour de laquelle s'articule le récit de l'*Histoire des patriotes* de Filteau (1938) dont la réédition au Septentrion en 2003 indique la place éminente qu'elle occupe toujours dans l'imaginaire québécois.

De façon générale, on a eu trop tendance dans notre historiographie à confondre le point de vue des radicaux *tory* de Montréal, les opposants «loyalistes» à Papineau au sein de la communauté nationale canadienne et les autorités coloniales (incluant la branche exécutive et civile du gouvernement) en les classant dans la catégorie fourre-tout de «bureaucrates».

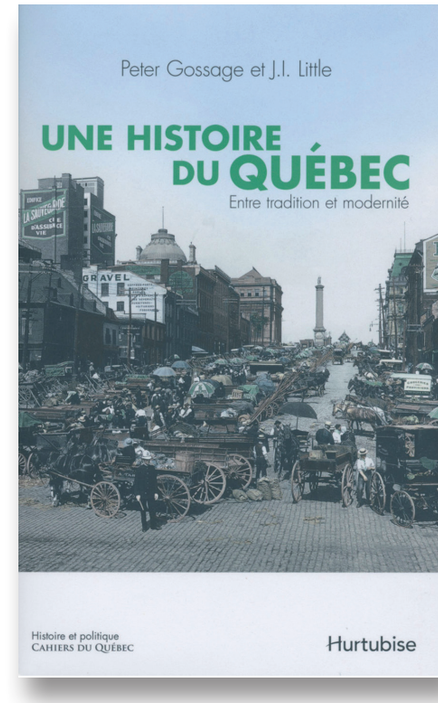
Une étude des Rébellions en Mauricie et dans le Centre-du-Québec fondée sur des sources premières et inédites s'impose après le travail de Veilleux, qui s'en est tenu surtout à compiler des informations déjà disponibles. Une étude minutieuse de l'impact de la politique de conciliation en vigueur au Colonial Office reste à faire au niveau régional, car elle semble avoir eu des effets déstabilisants sur la scission du parti patriote en une branche radicale et une branche modérée, ainsi que sur la «défection» de figures de premier plan, telles Sabrevois de Bleury, P. D. Debartzch, etc. qu'on stigmatise encore volontiers sous l'étiquette infamante de «vire-capot», de «transfuges» ou de «chouayens». Il faudrait mieux cerner aussi, dans cette optique, l'impact de la Proclamation de juin 1837 interdisant la tenue d'assemblées séditieuses sur le processus complexe de radicalisation et de désobéissance civile sur fond de dégradation de l'autorité civile et d'impasse judiciaire. Par exemple, Veilleux rapporte le cas intéressant d'une «émeute» survenue à l'assemblée de Bécancour le 25 août 1837 (p. 63-64), mais il n'en offre pas d'explication, soit par manque de sources, soit par manque de consultation de celles-ci. S'agit-il d'un cas d'interférence de partisans du camp adverse et/ou, plus vraisemblablement, de l'intervention de magistrats «loyaux» tenus d'appliquer la loi et de poursuivre les contrevenants?

L'ouvrage de Veilleux est une première compilation. Une étude à partir des sources, si celles-ci existent, permettra d'élargir notre compréhension des rébellions. Les patriotes de 1837 et 1838 méritent certes d'être inclus dans notre «devoir de mémoire», et la vérité historique mérite de nouveaux efforts de la part des historiens.

François Deschamps
Historien

UNE HISTOIRE CANADIENNE DU QUÉBEC

Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture



PETER GOSSAGE ET JOHN I. LITTLE
UNE HISTOIRE DU QUÉBEC. ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ
Montréal, Hurtubise, 2015 (Première édition anglaise, 2012), 479 pages

> « Nous nous intéressons au dialogue permanent et aux confrontations assez fréquentes entre deux identités. L'une d'elles est celle d'une collectivité québécoise ancrée dans le passé et ses traditions – dont certaines, bien entendu, sont religieuses. L'autre est davantage tournée vers l'avenir, à l'écoute de la science et de la technologie, des idées modernes – depuis le libéralisme du XIX^e siècle jusqu'à la mondialisation de la fin du XX^e – et de la promesse de ce qu'il pourrait advenir » (p. 22).
>
> « Ainsi, à l'aube du XX^e siècle, certains Canadiens français embrassèrent les valeurs libérales et matérialistes de l'ère industrielle. Mais d'autres résistèrent à la modernité et firent la promotion d'une identité collective et d'une communauté d'intérêts ancrée dans les valeurs traditionnelles : la langue française, la foi catholique romaine, la terre, la vie rurale, la famille et la parenté » (p. 218-219).
>
> « [...] la bataille traditionnelle, quasi tribale, pour la suprématie politique, opposant un *nous* ethnique à un *eux* ethnique » (p.370). [Les auteurs parlent du projet indépendantiste de Jacques Parizeau en 1995]
>
> « Dans ces récits [ceux des historiens du futur], la lutte pour l'identité nationale et la souveraineté politique devra pourtant partager l'espace avec d'autres enjeux, notamment ceux qui entourent la mondialisation, les technologies, le genre, la sexualité, les minorités et l'environnement. Repérer et identifier les tensions et les dissonances entre les diverses façons d'aborder ces enjeux – traditionnels, modernes ou postmodernes – demeurera toujours un défi pour les historiens et les citoyens du XXI^e siècle, que nous soyons ou non témoins d'une résolution claire et nette de la question nationale » (p. 415).

Voilà deux historiens qui aiment le Québec ou du moins un certain Québec, et qui connaissent bien l'historiographie québécoise. Ils ont formé le projet de présenter aux Canadiens la communauté francophone de notre province. La version originale de l'ouvrage est parue en 2012 en anglais. Hurtubise en propose ici une version française vraiment bien traduite par Hélène Paré. L'éditeur cependant aurait dû franciser aussi la facture : en français, on s'attend à ce que les chapitres comportent des divisions et des sous-divisions pour permettre aux lecteurs d'immédiatement repérer ce qu'ils cherchent (à cet égard, deux ou trois fouilles dans l'index m'ont convaincue qu'il est insuffisant ; et j'ai subi quelques frustrations lorsque j'ai cherché en vain à retrouver des passages du texte).

Sans le dire, on sent que les auteurs s'élèvent sincèrement contre une certaine représentation des Québécois trop prégnante au Canada : celle d'une collectivité rétrograde, raciste, fasciste, etc. Je serais même portée à penser que c'est en partie pour tenter de remédier à une telle vision qu'ils ont écrit leur livre. On sent chez eux le désir de montrer que « la communauté francophone de la province » n'est pas composée seulement de ces barbares dépeints par les adeptes du *Quebec bashing*. En fait, comme le dit l'introduction, nous serions partagés entre deux identités. Lorsque nous défendons notre langue, notre culture, notre identité nationale (les auteurs disent plutôt « identité collective ») et un projet politique nationaliste, oui, nous sommes englués dans la tradition et repliés sur nous-mêmes. Cependant, lorsque nous nous ouvrons aux valeurs du capitalisme libéral, que nous acceptons la primauté absolue des droits individuels et que certains de nos artistes comme Céline Dion ou Guy Laliberté performent à l'international, là, nous nous montrons modernes. Il faut ajouter que tradition est toujours connoté péjorativement chez Gossage et Little; et en contrepartie, la modernité l'est favorablement.

Tout le livre balance ainsi entre tradition et modernité. Il s'agit d'une option périlleuse parce qu'elle implique une interprétation constamment fondée sur des *jugements de valeur*. En quoi défendre la langue française est-il traditionnel ? Laisser entendre que Papineau défendait un régime « féodal » (p. 116) tandis que les Patriotes d'origine anglo-saxonne étaient plus modernes est un autre jugement de valeur contestable sans compter qu'il y a ici confusion entre régime seigneurial et féodalité. En quoi était-il conservateur le projet économique et social défendu dans le premier tiers du XX^e siècle par l'Église catholique, projet qui faisait la promotion du syndicalisme national, du mouvement coopératif, d'une démocratie de petits propriétaires, y compris de petits propriétaires terriens, et qui réclamait la nationalisation de nos ressources naturelles ainsi que le respect des droits constitutionnels des Canadiens français ? D'un certain point de vue, on pourrait juger au contraire qu'en s'en prenant ainsi de front au capitalisme libéral triomphant, et en étant soucieux de réduire les inégalités et les injustices sociales ce projet était de fait plutôt moderne. L'important d'ailleurs n'est pas que mes collègues le jugent conservateur et moi moderne, l'important est surtout que tous nous disions dans les faits quel était ce projet. En quoi est-ce si « déroutant » (p. 398) que d'avoir respecté la loi 4 de la FIFA qui interdisait le port d'un couvre-chef (voile ou turban) durant une partie de soccer, ce que fit la Fédération québécoise de soccer en 2012 et 2013 tant que ce règlement a existé ? Les auteurs multiplient ainsi au gré des pages de tels jugements de valeur ou des opinions personnelles, qui, en fin de compte, en révèlent davantage sur eux que sur l'histoire du Québec. Il est vraiment rare que des historiens universitaires s'autorisent à procéder ainsi.

Les auteurs multiplient ainsi au gré des pages de tels jugements de valeur ou des opinions personnelles, qui, en fin de compte, en révèlent davantage sur eux que sur l'histoire du Québec.

Suivant une manière d'écrire typiquement anglophone que j'aime bien parce qu'elle met de la vie et de la couleur dans

VOIR HISTOIRE CANADIENNE
suite à la page 31

Histoire canadienne

suite de la page 30

un texte, les auteurs utilisent de nombreux adjectifs. Le plus souvent, c'est sans conséquence. Parfois, non. C'est ainsi que le mot nationalisme est presque toujours assorti de l'épithète « conservateur ». Lorsqu'il s'agit de rapporter que cinq simples citoyens furent tués à Québec en 1917 par les soldats venus de l'Ouest canadien et de l'Ontario pour mater la révolte contre la conscription : « "Le sang coule à Québec" » hurla la manchette du *Devoir* d'Henri Bourassa », écrivent les auteurs (p. 230) avant de laisser entendre que certains de ces morts étaient peut-être des émeutiers. Les auteurs parlent aussi du « nationalisme ethnique conservateur de Groulx, teinté d'intolérance à l'égard des autres collectivités, en particulier les non-chrétiens, comme les juifs » (p. 236) ; du « brillant journaliste » Pierre Laporte (p. 334), du « méfiant et grincheux Parizeau » (p. 366), de Yolande James « femme de couleur… tout à fait moderne » (p. 381) et de Philippe Couillard « homme réfléchi » (p. 412). On pourrait multiplier les exemples. Généralement, les historiens ne laissent pas aussi candidement voir où ils logent.

Par ailleurs, les auteurs font l'histoire d'une communauté ethnique : la communauté francophone. Ils ne font pas l'histoire d'une nation québécoise plurielle. Jamais d'ailleurs ni les francophones ni les Québécois ne sont réellement considérés comme une nation. Cela s'explique : les auteurs récusent la conception sociologique de la nation comme groupe ancré dans une histoire et dans un territoire et possédant des caractéristiques culturelles en commun ; par ailleurs, comme le Québec n'est pas un pays, il n'est pas non plus une nation, au sens anglo-saxon du terme. La communauté francophone vit bien sûr dans un territoire qu'elle n'occupe pas seule. Mais les auteurs négligent de la situer dans son écosystème. Par ailleurs, ils négligent aussi de dire que cette communauté n'est pas ethnique justement, car à toutes les époques elle a intégré et fait siens ceux qui ont bien voulu adopter le français.

Dans ce livre, tout compte fait, il y a très peu sur les autochtones. Ils sont là au début de l'histoire et ensuite, ils réapparaissent essentiellement au moment de la construction du barrage de la Baie-James et pendant la crise d'Oka ; entre les deux, rien. Il y a très peu sur les communautés culturelles, et ce même dans le chapitre dédié spécifiquement aux villes. Les auteurs abordent la présence des communautés culturelles essentiellement sous l'angle des conflits linguistiques qui ont entouré les lois 63, 22 et 101 ; puis sous l'angle des accommodements religieux (en laissant comprendre que les francophones ne sont justement pas très accommodants). De temps en temps, une photo montrant un autochtone ou un noir vient quand même rappeler qu'ils sont là, mais sauf sur la langue et la religion, le texte est très déficient du côté des communautés culturelles. Il y a enfin très peu sur la minorité anglophone. On voit bien, y compris là aussi avec quelques photos, que les anglophones sont plus riches que la moyenne des Québécois ; mais aucune analyse des mécanismes économiques et politiques par lesquels ils assoient leur domination durable sur l'ensemble de la population québécoise. En comparaison, la *Brève histoire socio-économique du Québec*, de John A. Dickinson et Brian Young réussit beaucoup mieux à articuler les relations de pouvoir ainsi que les relations tout court entre les groupes ethniques et nationaux qui font le Québec. La synthèse de Gossage et Little, malheureusement, néglige d'analyser les tenants et aboutissants des rapports de domination. Du coup, on ne voit pas ce qui lie tout ce monde et comment leurs tensions ou collaborations *s'expliquent*.

Par contre, puisque j'en suis à comparer les deux synthèses, on peut dire que Gossage et Little accordent beaucoup plus d'importance que Dickinson et Young à l'histoire politique ou du moins à l'histoire électorale, y compris des référendums de 1980, 1992 et 1995 : programmes des partis, campagnes, chefs. Une partie appréciable de l'ouvrage, au moins pour les XX^{e}-XXI^{e} siècles, porte sur ce thème qui, disons-le, est souvent négligé par les historiens québécois. On ne trouve pas l'équivalent dans la synthèse d'Éric Bédard par exemple (*Histoire du Québec pour les nuls*), qui est plutôt une histoire plus largement politique au sens où les rapports de force entre communautés politiques ou entre gouvernements forment la trame du récit.

[E]n limitant les interactions qu'il y a eu entre [la communauté canadienne-française] et les autres groupes présents au Québec, en n'analysant pas concrètement les rapports de pouvoir entre Ottawa et le Québec ni la domination nationale subie par les Canadiens français, en ne bâtissant pas systématiquement l'histoire des Québécois en relation avec les grands courants internationaux qui l'ont pourtant informée à chaque époque, ce sont les auteurs qui font des Québécois une communauté repliée sur elle-même bien plus qu'ils ne le furent jamais en réalité dans toute leur histoire.

Pour des périodes plus anciennes, Gossage et Little font des choix qui peuvent se discuter : la Conquête, par exemple, un événement politique et militaire conséquent pour tous les peuples au monde sauf le nôtre paraît-il, est traitée en moins d'une page, incluant son impact sur les colons et les débats qu'elle a suscités parmi les historiens ; les auteurs ne font d'ailleurs pas de 1760 une date suffisamment importante pour marquer une charnière entre deux époques. Un tableau bucolique de la Côte-de-Beaupré peint par Thomas Davies en 1787 est commenté ainsi : « La scène représentée ci-dessus aurait sans doute été semblable si elle avait été croquée avant la Conquête », ce qui suggère évidemment que celle-ci a au fond laissé inchangée la vie des paysans. Outre qu'évidemment le soleil, les caps et le fleuve, et même les anguilles et la forêt étaient là aussi avant 1760, le commentaire néglige de préciser que les maisons représentées dans le tableau, situées sur la Côte-de-Beaupré, furent incendiées en 1759 ! (p. 2 de l'encart en couleur)

Je suis heureuse de pouvoir souligner que Gossage et Little ont fait une large part à l'histoire sociale. Vu sous cet angle, cette fois, le chapitre sur les villes est particulièrement réussi. Ils ont aussi voulu faire connaître aux Canadiens les principales têtes d'affiche de la culture francophone de la province, autant les écrivains que les chanteurs ou les cinéastes. De ce point de vue, on trouvera des développements intéressants dans cet ouvrage.

Il va sans dire, c'est d'ailleurs pourquoi je n'insiste pas, que les auteurs se sont assurés qu'on trouve dans leur synthèse une présentation des principaux événements qui ont marqué l'histoire de la communauté canadienne-française du Québec. Mais en limitant les interactions qu'il y a eu entre celle-ci et les autres groupes présents au Québec, en n'analysant pas concrètement les rapports de pouvoir entre Ottawa et le Québec ni la domination nationale subie par les Canadiens français, en ne bâtissant pas systématiquement l'histoire des Québécois en relation avec les grands courants internationaux qui l'ont pourtant informée à chaque époque, ce sont les auteurs qui font des Québécois une communauté repliée sur elle-même bien plus qu'ils ne le furent jamais en réalité dans toute leur histoire.

J'ai étudié avec Peter Gossage, et j'estime beaucoup ses travaux en histoire sociale et en histoire de la famille. Je suis certaine que lui et John Little seront déçus de cette recension, et même qu'ils ne comprendront pas mes reproches. De leur point de vue, ils ont vraiment voulu revaloriser notre image auprès des Canadiens. Ils ont voulu montrer que, tout comme ceux-ci, les Québécois ont déjà été et peuvent être modernes. À vrai dire, nous le savions déjà! Mais attention : il ne faut pas que nous affirmions trop haut que nous tenons à une réelle reconnaissance nationale, dans le Canada ou en dehors. Car immédiatement, pour ces deux historiens, nous devenons traditionnels, fermés, repliés sur nous-mêmes. L'ouvrage se termine sur une note réconfortante : « les jeunes ne sont pas disposés à s'investir dans le projet souverainiste comme la génération de leurs parents l'a fait » (p. 414). Néanmoins, en historiens prudents, ils ne vont pas jusqu'à promettre aux Canadiens que la question nationale est enfin résolue. ❖

L'AVENIR PASSE PAR LA MÉMOIRE

Louis Perron
Vice-doyen, Université St-Paul



Jacques Beauchemin
La Souveraineté en héritage
Montréal, Boréal, 2015, 180 pages

Jacques Beauchemin avoue sans ambages être un souverainiste fatigué, épuisé, « à bout de souffle » (p. 16). On le comprend facilement : pour un homme de sa génération qui, comme il l'écrit, a longuement réfléchi au destin collectif du Québec, il est difficile d'échapper à l'impression d'une fin de cycle, à l'épuisement d'une époque, et au constat que l'occasion a été échappée pour de bon. Comme tant d'autres, il a entrevu la terre promise, mais n'y est jamais entré. Qui pourrait lui reprocher d'être lucide et inquiet ? Pour tous ceux qui ont milité intensivement pour la souveraineté du Québec, le résultat est décevant. Beauchemin part d'un constat indiscutable : l'épuisement actuel du projet de souveraineté, l'essoufflement des promesses d'émancipation politique des dernières cinquante années et plus largement, l'exhaustion du projet collectif historique québécois, c'est-à-dire le recul de ce qui a alimenté notre résistance historique.

Comme il l'affirme en préface, son livre est le fruit mûr d'une longue réflexion sur l'existence collective des Québécois. Il en conclut que nous sommes à la fin d'un long parcours d'où nous sortons fatigués, incertains, hésitants face au pas qui reste à franchir pour accéder à l'indépendance. L'enjeu de notre situation historique actuelle porte sur la volonté d'indépendance dont nous ne sommes plus certains. Enjeu crucial, car, par défaut d'attention, nous risquons de manquer notre rendez-vous avec l'histoire.

Le thème de l'ambivalence traverse le livre. Celle de Beauchemin lui-même d'abord, que l'on sent tiraillé entre le sursaut d'espérance et l'aveu de la défaite. S'il se défend d'être un prophète de malheur, il récuse tout autant l'optimisme facile. Plus que tout, il refuse le défaitisme. Il ressent au contraire l'exigence d'entretenir l'espoir envers le futur, au nom du devoir de mémoire, de fidélité envers nos prédécesseurs dont nous oublions l'incessante résistance et l'entêtée persistance. C'est bien notre infidélité à l'héritage de nos devanciers qui nous mine.

Le sentiment de l'urgence, de la dernière heure l'anime. Est-il trop tard ? Parviendrons-nous à l'ultime victoire sur notre destin ? Mais il refuse l'adieu final, il espère encore le dernier sursaut. Il y a du tragique chez Beauchemin qui se sent poussé, tel Sisyphe, à reprendre constamment la tâche. Il refuse de se rendre, de renoncer. Il conserve l'espoir d'accéder enfin à la maturité. Nous sommes acculés à nous poser la question décisive : avons-nous encore la volonté ? Parviendrons-nous enfin à franchir le fossé jusqu'ici insurmontable entre une espérance et notre doute chronique envers nous-mêmes quant à la possibilité de réaliser l'objectif de la souveraineté ? Une chose est certaine : nous ne pouvons plus nous esquiver, nous dérober : « Mais, parce que nous arrivons au bout de notre fatigue, nous devrons cette fois nous refuser au déni, à l'esquive et à la consolation que procurent les appels à la "prochaine fois" » (p. 25). Nous sommes au terme d'une période historique, au dernier moment, et le temps se fait court. Un sursaut de lucidité est exigé de nous :

> [...] nous ne pouvons plus différer plus longtemps le rendez-vous que nous avons avec elle. Ou bien nous serons à l'heure dite sur la place du village où nous attendent les ancêtres et nos petits-enfants, ou bien, chacun chez soi, nous aurons succombé à la fatigue dans la lumière faiblissante d'une trop longue attente (p. 25-26).

Il existe pour Beauchemin un devoir moral de répondre à l'appel et au défi de l'histoire. La question cruciale, essentielle, est celle de la volonté :

> La question qui se dresse devant nous à présent et qui interroge en réalité toute notre histoire est de savoir si se trouve toujours en nous la volonté qui, comme un fil tendu de la conscience historique canadienne-française puis québécoise, nous a fait vouloir être sujets de nous-mêmes et témoigner au monde de notre existence en tant que peuple (p. 25).

Ce devoir est indissociable d'un devoir tout aussi moral de lucidité : si nous devons renoncer à l'indépendance, que ce soit dans l'aveu de la consommation de notre échec, dans l'honnête reconnaissance que nous n'avons pas tenu promesse. Si nous devons abandonner, nous rendre, que ce soit lucidement, sans remords ni culpabilité. Il nous faut assumer nos responsabilités et mourir les yeux ouverts, seule condition d'un possible salut qui sauvegarderait du naufrage total. C'est cette dimension morale qui circonscrit ce carrefour historique, ce point de non-retour où nous sommes : ou la volonté de souveraineté, et l'accession à l'indépendance, ou la lucidité du renoncement définitif sans déni.

Pour Beauchemin, il existe un mystère de l'histoire québécoise qui est en même temps un jugement. Nous savons notre domination, nous hésitons à y mettre fin, et pourtant nous portons la conviction que nous devons le faire. Nous sommes enserrés dans l'étau que forment d'une part notre désir de durer et d'autre part la tentation de la mort. Que faire pour dénouer une fois pour toutes cette condition tragique, cette irrésolution qui nous brise, pour déjouer ce fondement de l'identité québécoise qu'est l'ambivalence ? La reconnaître, l'avouer, en surmonter le déni en la confrontant dans un ultime combat où notre destin enfin sera scellé, notre dilemme enfin surmonté, notre histoire enfin achevée.

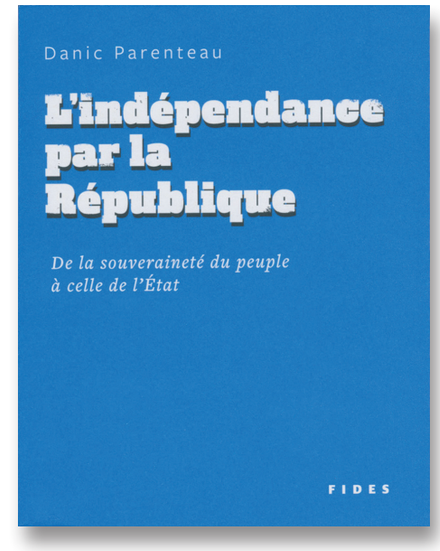
Mais nous sommes victimes d'amnésie, de délit de mémoire. Pour plusieurs d'entre nous, « [...] le rappel des combats de naguère résonne comme un bruit de fond » (p. 21). Notre rapport au passé est dédramatisé. L'urgence de la souveraineté s'est perdue, nous sommes coupés de notre « imaginaire national nourri de la mémoire douloureuse de l'oppression de jadis » (*Ibid.*), nous sommes devenus sourds à la plainte de « nos pères humiliés » (*Ibid.*).

Il faut donc remonter aux sources, renouer avec la mémoire, « reprendre le voyage dans les profondeurs de notre être collectif » (p. 15). Le moment du couchant n'appelle-t-il pas la remémoration ? La compréhension traditionnelle de notre histoire s'effrite ; il est donc impérieux de la faire revivre. Le pari de Beauchemin est de se plonger à nouveau dans l'histoire collective, de revisiter « les lieux communs de l'identité québécoise » (p. 17) afin de donner une dernière chance au projet d'aboutir. Le salut se trouve dans cette anamnèse, dans ce ressourcement. Il nous faut à nouveau « expliquer à nous-mêmes le mystère de notre duration et ce qu'elle nous dit de nos devoirs envers l'avenir » (p. 16), chercher à comprendre cette volonté de survivance

Voir Souveraineté...
suite à la page 34

LA RÉPUBLIQUE, UNE ALTERNATIVE AU NÉOLIBÉRALISME?

Anne Legaré
Professeur associé, département science politique UQAM



Danic Parenteau
L'indépendance par la République. De la souveraineté du peuple à celle de l'État
Montréal, Fides, 2015, 200 pages

Le titre est clair et le propos on ne peut plus. Le raisonnement s'étale comme suit: le mouvement souverainiste souffre d'un recul indéniable. Il faut trouver un remède: donner un nouveau sens et définir une stratégie rassembleuse qui, en plus, corresponde aux affinités québécoises à l'endroit de la culture républicaine. Tout doit être mis sur de nouvelles bases. Le mal est bien identifié et le remède bien formulé. La posologie semble gagnante. La pensée qui gouverne ce livre est impeccablement cohérente. Pour des gens d'action, on ne peut faire mieux. Le mal, le remède, le résultat, tout se tient. Le livre se lit aisément et il martèle son propos avec entendement.

Quatre chapitres: 1. Un aperçu schématique de deux modèles théoriques opposés, le républicanisme et le néo-libéralisme. 2. Le diagnostic du mal québécois, la perte de sens. 3. Le remède, la république. 4. La marche à suivre. Je débuterai par le diagnostic et les moyens. Les modèles demanderont par la suite un regard plus critique.

Parenteau recommande aux souverainistes de prendre le virage républicain. Ainsi, «la finalité de l'indépendance ne consiste pas à réaliser la souveraineté de l'*État* du Québec, mais vise la consécration institutionnelle du *peuple* québécois» (p. 138). Peuple et État sont opposés et interdépendants, c'est la clé de voute de toute la proposition. Elle aurait même un effet souhaitable: «nous sommes persuadés que le projet indépendantiste, conçu selon les principes républicains, interpellerait davantage les Québécois en 2015, *notamment les plus jeunes*, que le discours actuel né de la Révolution tranquille» (p. 198, je souligne). Confondre Révolution tranquille (qui a bon dos) et échec souverainiste est fréquent dans les écrits des nationalistes ces derniers temps et voici que le républicanisme l'en sauvera. Tout le propos se tient ici. On devra être attentif et sensible à la proposition qui converge vers le peuple avant de se tourner vers l'État. Ce déplacement des paramètres pourrait être salutaire. Ne nous en éloignons pas, car «la souveraineté du peuple précède celle de l'État. Celle-ci prend sa source dans celle-là et en est indissociable: *la souveraineté de l'État est l'incarnation institutionnelle de la souveraineté du peuple, première et fondatrice*» (139).

Mais comment y arriver? Dans un chapitre intitulé «Le républicanisme à la québécoise», Parenteau déploie un argumentaire généreux pour associer dans un même processus de refondation souverainiste le courant de gauche et le courant nationaliste. Dans un plaidoyer assez juste intitulé «refonder la grande alliance stratégique», il avance que «les nationalistes n'ont tout simplement pas les moyens de se priver des forces progressistes pour mener le Québec à la pleine souveraineté [...] un changement politique de l'ampleur de l'indépendance du Québec apparaît tout simplement irréalisable sans l'apport des progressistes» (p. 158).

Une affirmation attendue et si peu fréquente depuis la ferveur consacrée au nationalisme conservateur. Je retiens donc ces deux axes du raisonnement de Parenteau: l'*objectif*, renforcer le projet souverainiste, qui repose sur la centralité du peuple et un des *moyens* privilégiés de la stratégie requise pour y arriver qui repose sur une alliance ramenant la gauche dans une alliance avec les nationalistes. Ces deux clés convergent en effet dans la refondation d'un projet généreux qui suppose une remise à plat des visions acquises pour vaincre un adversaire aux multiples ressources. On le comprendra, la proposition républicaine a plusieurs attraits. Elle traduit une passion raisonnée du Québec et il faut saluer celui qui retrousse ses manches et ose chercher une «solution gagnante» envers et contre tant d'échecs accumulés.

Voyons maintenant l'exposé schématique que fait l'auteur de deux modèles opposés, celui dont nous aurions en quelque sorte hérité, le néo-libéralisme, et celui dont il faudrait rêver et que nous porterions dans nos gènes, le républicanisme. Parenteau reconnaît la difficulté. Il reconnaît le risque de simplification. À titre d'exemple, il écrit: «ces deux façons de saisir le citoyen dans la perspective républicaine et l'individu dans celle libérale anglo-saxonne sont présentées de manière idéalisée, à des fins de comparaison. La réalité est bien sûr plus complexe et assurément plus nuancée que ce qui se donne à voir ici» (p. 92). Tout est dit. Disons qu'il ne suffit pas de dire que la réalité est plus complexe. L'idéalisation, c'est-à-dire cette manière toute conceptuelle de représenter deux réalités bien distinctes en les décrivant abstraitement dans un espace réduit, pèche en effet par réductionnisme. Il y a chez Parenteau une forte tendance manichéenne à opposer les deux modèles dont il survalorise l'un et dénigre l'autre. Pour faire bref, je dirai que le modèle néo-libéral (c'est aussi une extrême simplification pour désigner toutes les transformations successives du capitalisme depuis au moins le début du siècle et les mutations de la culture politique qui s'ensuivirent) a présenté aux Québécois plusieurs atouts, comme l'exercice d'une démocratie de plus en plus attentive aux différences sociales et culturelles, que ce soit dans une perspective individuelle aussi bien que collective. Mais le néo-libéralisme est une théorie qui tire ses fondements de l'économique, même si elle a pour effet d'étendre ses tentacules dans une libéralisation de tous les niveaux. Le républicanisme est une représentation du politique, point. Les deux appartiennent à des champs différents. La puissance du libéralisme peut se frayer un chemin dans un régime républicain. Il ne faut pas écarter cette possibilité.

Les dictatures centralisatrices (et on ne voudrait pas de cet abus au nom du républicanisme) ont fait certainement autant de tort aux sociétés que les excès de libéralisme peuvent en faire aujourd'hui. Il y a là chez Parenteau un parti pris qui peut effrayer, une sorte de célébration quasi aveugle d'un modèle, le républicanisme, qui traîne avec lui, comme tout modèle aveuglément célébré, des impasses, des excès et des misères. On pensera au passage à la situation de crise républicaine dans laquelle se trouve la France, qui pourrait servir de société de référence, qui est pourtant frappée par tous les maux attribués avec raison par l'auteur au libéralisme anglo-saxon. La définition du peuple y est déchirée par l'importance des ghettos culturels (lire à ce propos *Qui est Charlie* d'Emmanuel Todd, Seuil, 2015), le poids des experts sur les responsables politiques (voir le cas du ministre socialiste Emmanuel Macron, ancien *trader* [sic] de haut niveau dont les propositions divisent les membres de son propre parti de gouvernement), la crise de l'Éducation nationale, la perte de sens de la laïcité, la défense des

Voir Indépendance...
suite à la page 35



Souveraineté…

suite de la page 32

sans cesse accompagnée d'un doute sur nos capacités à réaliser notre destin, cet écart jamais comblé entre la promesse et notre échec. Autrement dit, il s'agit de réexaminer les raisons de notre ambivalence historique pour y trouver des raisons de la surmonter enfin, cette ambivalence aujourd'hui exacerbée, déchirés que nous sommes entre la patience de l'attente et l'urgence de l'action, témoins d'un même épuisement. Puisque l'ambivalence est le fondement de notre identité collective, nous voilà donnée la dernière occasion de la vaincre, de la transcender. Saurons-nous répondre, être à la hauteur du legs des ancêtres ?

Quoiqu'il se défende de proposer une thèse forte, le propos central de Beauchemin est clair et précis. Son objectif n'est pas de reprendre encore une fois l'argumentaire souverainiste, puisque celui-ci a été souvent développé et qu'il a atteint sa limite. Cet argumentaire doit faire place à la politique et à l'assomption de notre responsabilité « en tant que sujets de notre histoire et de notre devenir » (p. 39). La véritable question est celle de la volonté de faire la souveraineté. Selon Beauchemin, celle-ci devrait déjà être réalisée comme conséquence, comme conclusion logique de notre parcours historique. Il importe donc de dégager les conditions objectives de notre ambivalence.

Pour Beauchemin, je l'ai dit, la question est essentiellement morale, c'est celle de la liberté, appuyée sur la conscience de former une collectivité singulière qu'il nous faut retrouver. C'est aussi dire que la question est profondément politique et qu'elle dépasse le calcul des simples avantages de la souveraineté. Ce qui fait défaut, c'est le délitement de ce « nous », de notre conscience collective singulière. Le nationalisme québécois n'échappe pas à la situation de l'époque : remise en question de la notion de nation, ère du soupçon, appel au pluralisme, célébration du multiple, de la diversité, promotion de l'internationalisme et du cosmopolitisme. La défense des droits des particuliers s'oppose désormais à la volonté de la majorité. Ainsi, à l'ambivalence ancienne s'ajoute aujourd'hui la conception actuelle de la démocratie, accentuant la déchirure historique toujours colmatée dans le déni.

Le chapitre premier donne la clé de tout l'ouvrage. Dans les chapitres suivants, Beauchemin en approfondit les thèmes. Dans le second, il dénonce le nouvel argumentaire souverainiste au nom de l'obsolescence de l'idée de nation. Beauchemin n'y voit rien de moins qu'une perte des fondements moraux. Il montre le changement dans l'argumentaire souverainiste, qui rompt avec le passé et détourne la question : ce n'est plus le souverainisme, mais le cadre politique qui devient l'enjeu. L'ouverture à la pluralité et à l'altérité rejoint et conforte notre vieux réflexe d'ambivalence. Le chapitre trois porte sur la question de l'identité, à laquelle on ne parvient plus à répondre. Beauchemin y décèle une nouvelle forme d'ambivalence, mais plus grave que la précédente. Enfin, le dernier chapitre s'interroge : avons-nous rompu avec l'espérance des ancêtres ? Leur sommes-nous infidèles ? Nous affrontons une crise du grand récit qui nous a faits, une incapacité de léguer aux générations futures un héritage de continuité. Nous avons pourtant une responsabilité envers l'histoire, celle d'en infléchir le cours, de renoncer au fatalisme. Notre tâche est de formuler une proposition d'avenir.

Beauchemin clôt sa réflexion en tentant d'esquisser une conciliation entre les paramètres qu'impose la réflexion politique actuelle et le désir historique de souveraineté. Il s'agit de définir une position englobant à la fois une conception substantive, forte, de la nation québécoise et l'idéal démocratique de diversité sociale. À cette fin, la réaffirmation décomplexée d'un « nous » fort est essentielle. Beauchemin est convaincu que « la représentation d'un "nous" avec l'affirmation du pluralisme identitaire et d'un rapport à l'histoire traversé par la concurrence des mémoires » (p. 163) ne sont pas incompatibles. Souveraineté et démocratie ne sont pas des réalités antagonistes. Cette juste proposition demanderait à être élaborée. Il est vrai que le propos de Beauchemin se situe ailleurs : pallier le défaut de volonté collective du peuple québécois. Il demeure qu'il est dommage qu'il n'ait pas élaboré sa proposition, car c'est bien là le nœud du problème.

Pour Beauchemin, il existe un mystère de l'histoire québécoise qui est en même temps un jugement. Nous savons notre domination, nous hésitons à y mettre fin, et pourtant nous portons la conviction que nous devons le faire.

Beauchemin dit lucidement et courageusement des choses vraies : le délitement de la conscience nationale dans l'idéalisme de l'ouverture à l'autre, dans la célébration naïve de la diversité, un certain refus du politique qui n'est pas qu'idéal, mais aussi conflit et rapport de forces. Il rappelle avec raison que le désir de la souveraineté ne peut s'enraciner dans le pur formalisme d'une identité simplement civique, mais qu'il lui faut une chair, une substance historique.

Pour Beauchemin, la souveraineté est une question de vouloir : elle est un vouloir-être que nous devrions assumer. L'enjeu qu'elle fait valoir est de l'ordre du désir et relève de la volonté de liberté comme devoir-être. Il s'agit de répondre positivement à l'appel de la liberté, à assumer son destin, à être à la hauteur de l'histoire, à se hisser au niveau de l'idéal d'une histoire conçue comme histoire de la liberté. Cela s'appelle assumer collectivement notre responsabilité envers l'histoire. Nous sommes, écrit Beauchemin, condamnés à la liberté.

Dans ce livre très bien écrit, solidement construit, dans lequel on reconnaîtra ses options, Beauchemin se révèle un écrivain dont les envolées lyriques, parce qu'elles rappellent un style aujourd'hui délaissé, nous font prendre conscience combien elles nous manquent aujourd'hui. Mais surtout combien le discours politique actuel a délaissé l'enjeu essentiel du politique, qui est la souveraineté au sens le plus profond et le plus large du terme, combien il est devenu terne. Nous redécouvrons que la politique est d'abord une ambition, un projet, une passion, une éthique, et non pas d'abord une entreprise de gouvernance et de gestion. L'ouvrage de Beauchemin nous rappelle que la politique est affaire de cœur et de raison, une raison qui refuse de se laisser réduire à son aspect purement opératoire et techniciste.

En somme, Beauchemin nous donne un livre très dumontien : l'avenir passe par la mémoire, il n'y a d'avenir que de la mémoire. L'avenir ne se forge que dans l'assomption constante et créatrice du passé. Nous ne saurions échapper à cette loi du devenir historique. ❖

Beauchemin dit lucidement et courageusement des choses vraies : le délitement de la conscience nationale dans l'idéalisme de l'ouverture à l'autre, dans la célébration naïve de la diversité, un certain refus du politique qui n'est pas qu'idéal, mais aussi conflit et rapport de forces.



Indépendance...

suite de la page 33

droits individuels, etc. Cette volonté de créer deux modèles selon la conception de l'idéal type détourne l'auteur de son objectif qui est de nous convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution pour le Québec que de se tourner vers le modèle républicain. Le réel est riche, même de ses contradictions, et il ne faut pas sous-estimer que la transition sera lente vers cet autre modèle, fut-il plein de toutes les vertus. Le néo-libéralisme décrié par Parenteau est d'ores et déjà inscrit, lui aussi, qu'on le veuille ou non, dans les gènes des Québécois et il faudra savoir faire avec avant de réussir à l'extirper, même si cet objectif représente un noble projet!

Mais l'ouvrage de Parenteau, en ce qu'il analyse finement les méfaits du canadianisme, ouvre par ailleurs une piste très juste qu'il faut explorer. Il s'agit de cette trace de l'assujettissement des Québécois par le biais du régime fédéral canadien. Prenons par exemple cette citation: «Depuis plus de trois siècles, soit depuis la Conquête britannique, le peuple québécois vit dans un état d'assujettissement politique. Les institutions qui encadrent sa vie politique, régissent son destin politique et expriment ses ambitions collectives ne sont pas de son fait» (p. 141). Ou encore celles-ci, «les institutions politiques canadiennes ne sont pas celles des Québécois [...] Elles sont érigées sur la négation implicite du caractère souverain du peuple québécois» (p. 165), «Au sein du régime canadien, le peuple québécois est ainsi un "sujet gouverné" [...] en se soumettant sans protester à la constitution canadienne [...] le peuple québécois confère, avec le temps, une forme de légitimité à l'ordre constitutionnel canadien» (p. 175-176).

Que faut-il tirer de ces assertions? Le terme-clé est lâché: la *légitimité*. En rappelant que, selon le philosophe Max Weber, l'État est une domination légitime, on mettra sur la table le fait sociopolitique qu'est le *consentement* politique des Québécois à cette domination. Jusqu'à maintenant, les Québécois ont majoritairement consenti à cette domination de l'État canadien dans sa forme fédérale. Là se trouve également posée toute la question de la nation, escamotée habilement par le terme de peuple, comme si ce terme permettait d'éviter de reconnaître à la nation une définition plus large (plus floue aussi) que celle que lui donnent les traditionalistes.

Parenteau n'est pas clair à ce sujet. Comme le font depuis une dizaine d'années beaucoup de souverainistes, il s'accommode d'une définition de la nation réduite à la nation héritée. Ainsi, il affirme que «le peuple désigne un sujet détenteur de la souveraineté. La nation nomme ce même sujet. Elle l'identifie par une histoire et des traditions qui s'expriment sous la forme d'une culture distincte [...] Même si cette identité est appelée à changer avec le temps, elle porte la trace d'une certaine permanence dont la nation se veut précisément garante» (p. 63, je souligne). Tout ce thème de la *permanence* de la nation fait férocement débat dans une république comme la France. On y trouve de forts relents de la pensée d'un Alain Finkielkraut qui se reconnaîtrait bien dans l'énoncé suivant: «la recherche de l'intérêt général [...] s'articule autour de la notion d'intérêt national à préserver et à promouvoir, lorsque la recherche de l'intérêt général touche aux questions identitaires, lesquelles sont au cœur de la définition même de la nation» (p. 77-78). Certes, la nation recouvre un noyau de principes démocratiques et de valeurs inaliénables, de même que le foyer d'une et de plusieurs histoires, d'une langue et d'une culture commune. Mais elle est aussi un amalgame d'origines, un croisement de récits et un sentiment d'appartenance à cet ensemble que tous doivent être amenés à conquérir.

On croit comprendre que, pour Parenteau, la nation n'est pas cette formation élective, comme celle de la Révolution française (et non pas héritée), sur la base d'un consentement partagé entre *tous* les citoyens appuyé sur l'égalité des droits. Employons ses propres termes pour aller plus loin: «il faut s'interroger sur les *principes structurants* du jeu politique et, plus profondément, sur la manière d'être au monde de la nation» (p. 151, je souligne). «*Sur la manière d'être au monde de la nation*». Qu'est-ce à dire? Eh bien!, ne faut-il pas l'admettre, la «nation québécoise» est aussi construite, comme il le dit, à travers ces *principes structurants* que sont le néo-libéralisme et le régime fédéral canadien. Ainsi, le projet subversif qui consiste à vouloir en sortir, soit l'objectif de souveraineté, sera-t-il arc-bouté sur une définition de la nation qui fera violence à un idéalisme que les défaites successives ont rendu prévalent. ❖



LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ENCASTRÉE DANS LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE

François L'Italien
Chercheur, Institut de recherche en économie contemporaine



John Emmeus David (dir.)
Manuel d'antispéculation immobilière. Une introduction aux fiducies foncières communautaires
Montréal, Écosociété, 2014, 212 pages

Dans les mois qui ont suivi la crise financière de 2008, où l'effondrement du marché des produits financiers adossés à des créances hypothécaires américaines a littéralement mis à genoux les économies du monde, les plus grands fonds d'investissement se sont lancés dans l'achat d'actifs dits « tangibles », réputés sûrs et rentables à long terme. Forgeant une nouvelle convention financière dont Wall Street est si friande, les gestionnaires de ces fonds ont collectivement redécouvert les vertus de l'immobilier, du foncier et des infrastructures pour leurs portefeuilles. « Enfin, tonnent-ils depuis ce temps, nous nous rapprochons du plancher des vaches, d'où jaillit toute richesse réelle, et où nous comptons faire de bonnes affaires ». Évidemment, il fallait comprendre en sous-texte qu'en dépit de ce retour au plancher des vaches, la disposition du fumier allait être aux frais de la société ; l'engouement soudain de la haute finance pour ces actifs procurant de substantiels rendements ne pouvait, en effet, que provoquer des effets délétères certains pour les collectivités. Ainsi peut-on citer en exemple le phénomène d'accaparement des terres, où de grandes superficies de terres agricoles et forestières ont fait l'objet d'une acquisition massive par des organisations financières, déstructurant du coup des économies agricoles entières, en plus de verrouiller l'accès à la terre pour les producteurs et leurs relèves.

C'est dans ce contexte que la maison d'édition Écosociété a traduit et publié un ouvrage sur les fiducies foncières communautaires (FFC), destiné à faire connaître aux publics québécois et francophone les linéaments de cette forme de « propriété » immobilière qui, née aux États-Unis, s'est plus récemment fait connaître ici comme l'un des dispositifs de lutte à la spéculation foncière. Dirigé par John Emmeus David, qui a joué un rôle de premier plan dans la diffusion et la théorisation des FFC, cet ouvrage fort bien fait présente les aspects sociohistoriques et organisationnels de cette forme rompant avec le paradigme classique de la propriété privée de la terre, basé sur le droit inaliénable de la personne réputée propriétaire « d'user et d'abuser » de cette richesse. Dans un pays dont l'imaginaire fondateur a été chevillé à la promotion de ce droit individuel, les acteurs soutenant les FFC aux États-Unis avaient fort à faire pour rendre viable et pérenne une manière différente de s'approprier le sol, manière reposant sur une conception patrimoniale de détention et de gestion de l'espace habité. L'un des principaux intérêts de ce livre est de nous montrer comment ils ont réussi.

[U]ne dimension communautaire a été intégrée à la formule fiduciaire en cours de route, les promoteurs de ces institutions ayant compris qu'elles tiraient leur vitalité de leur capacité à stimuler et à élargir les débats collectifs sur les finalités du foncier et de l'espace habité.

Dans les deux premières parties, qui constituent le cœur de l'ouvrage, les auteurs reviennent sur les fondements du modèle de la fiducie foncière, ainsi que sur l'histoire des rapports de cette formule avec l'institution de la propriété immobilière aux États-Unis. Le profane saura s'y retrouver : on apprend que les FFC sont des entités juridiques autonomes constituées en organisations sans but lucratif, dont la mission a été de rendre ou de maintenir abordables des lieux pour vivre et habiter, en ville comme en campagne. Plongeant leurs racines dans l'imaginaire utopiste des communautés planifiées, les premières fiducies foncières ont vu le jour au tournant du XX^{e} siècle pour se déployer jusqu'à nous, en étant chargées d'acquérir et de gérer des parcelles de terrain en fonction des finalités qui leur ont été imparties. Détenant le mandat d'aménager et de maintenir l'abordabilité des propriétés acquises, les FFC ont en fait commencé à soustraire ces propriétés du marché immobilier. Cette stratégie de retrait des actifs du marché s'est avérée globalement efficace, puisqu'en étant administrés à l'abri des dynamiques spéculatives, les terrains appartenant à la fiducie ont pu être loués à des usagers à des prix accessibles et servir de mécanisme de lutte contre les asymétries sociales engendrées par la propriété privée.

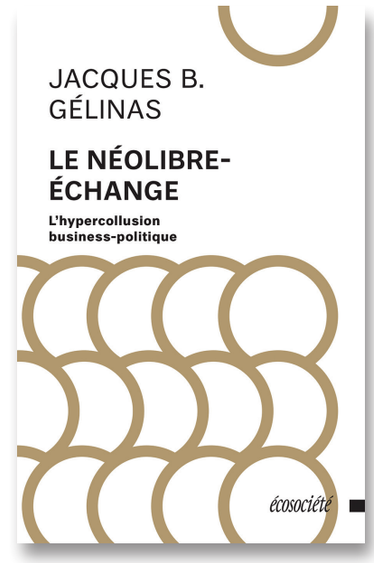
Cette caractéristique essentielle de la forme des FFC nous plonge au cœur de la perspective défendue par cet ouvrage : les spécificités et l'évolution des FFC sont présentées à travers le filtre des luttes menées par différents groupes sociaux pour un partage et un usage plus juste de la propriété foncière. Loin d'être une réalité neutre ou amorphe, l'espace urbain et rural est un objet traversé de conflits sociaux fixant ses grands départages, et les FFC ont été impliquées depuis les tout débuts dans ces conflits en cherchant à accroître les zones d'appropriation collective de l'espace habité. On apprendra ainsi que les FFC ont franchi une étape décisive lorsqu'elles ont été mobilisées pour combattre la ségrégation raciale dans les villes américaines à partir des années 1960, en permettant à des membres de la communauté afro-américaine d'habiter des quartiers auxquels leur origine ethnique et leur condition socio-économique empêchaient d'accéder. Pour plusieurs, cette campagne a eu valeur de symbole : pour eux, les FFC étaient et sont toujours porteuses d'une autre manière de définir et structurer l'espace habité, et le flétrissement attend celles qui ne raccordent plus leur mission et leur action à un parti-pris pour la justice. Cela explique d'ailleurs pourquoi une dimension communautaire a été intégrée à la formule fiduciaire en cours de route, les promoteurs de ces institutions ayant compris qu'elles tiraient leur vitalité de leur capacité à stimuler et à élargir les débats collectifs sur les finalités du foncier et de l'espace habité.

Avec le recul, il apparaît au lecteur que le coup de génie « politique » des FFC tient à leur manière d'encastrer la propriété privée dans la propriété collective. En effet, si le fonds de terre est propriété exclusive de la fiducie, il faut savoir que les bâtiments situés sur les terrains sont généralement vendus à des particuliers ou à des entités juridiques dont les principes concordent avec ceux des FFC (coopératives, OBNL, entreprises socioculturelles). Ces acheteurs acceptent d'être assujettis à une entente notariée spécifiant les conditions de vente ou de transfert des bâtiments qui y sont érigés, c'est-à-dire le montant de vente à venir du bâtiment, ainsi que la part de l'augmentation de sa valeur pouvant être conservée par le vendeur. De cette manière, le prix des établissements

Voir Antispéculation
suite à la page 38

PLAIDOYER SUPERFICIEL CONTRE LE LIBRE-ÉCHANGE EXTRÊME

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto



JACQUES B. GÉLINAS
LE NÉOLIBRE-ÉCHANGE. L'HYPERCOLLUSION BUSINESS-POLITIQUE
Montréal, Écosociété, 2015, 190 pages

Le nouveau livre militant de Jacques B. Gélinas en est un décousu qui apporte peu au débat. Dans les deux premiers tiers de l'ouvrage, largement inspirés de son livre *Le virage à droite des élites* politiques québécoises (Écosociété, 2003), l'auteur s'adonne à une condamnation assez peu originale de ce qu'il appelle le «néolibre-échange»; dans le dernier tiers, il se livre à un intrigant plaidoyer pour une économie coopérativiste.

Le néolibre-échange renvoie au nouveau type de libre-échange, plus néolibéral, qui sévit depuis la fin des années 1980. Il se distingue du libre-échange, dit de première génération, qui visait surtout à réduire les tarifs douaniers dans le commerce des marchandises. Le néolibre-échange, en effet, vise l'élimination de toutes les barrières, à la fois tarifaires et non tarifaires, et ce à la fois dans le commerce des marchandises, des services et des investissements. C'est ainsi que le néolibre-échange force les États à ouvrir les achats et contrats publics aux multinationales et donne aux investisseurs étrangers le droit de poursuive en justice les gouvernements pour «abus» de réglementation. Alors que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (le GATT) instauré en 1948 illustrait bien le premier type de libre-échange, l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE) de 1988 et l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) de 1994 illustreraient ce genre extrême de libre-échange.

Gélinas voit d'innombrables problèmes avec le néolibre-échange: dégradation de l'environnement, croissance des inégalités, perte de souveraineté des États, affaiblissement de la démocratie, démantèlement de l'État-providence et le surendettement des ménages et des États, notamment. L'auteur ne fait pas dans la nuance: ces désavantages ne sont compensés par aucun avantage pour le citoyen ordinaire. Ainsi, le néolibre-échange n'a pas tenu ses promesses en matière économique; l'ALE et l'ALENA, en particulier, ne semblent pas avoir contribué positivement à l'économie du Québec (p.70-72).

Une attention particulière est accordée à la relation entre le néolibre-échange et la souveraineté populaire. Gélinas rappelle par exemple que le Parlement canadien n'a jamais eu l'occasion de véritablement débattre de l'ALE ou de l'ALENA (ou encore des accords néolibéraux subséquents). En effet, au Canada, c'est l'exécutif, au nom de la Couronne, qui signe les accords internationaux. Un chapitre au complet est dédié à décrire l'opacité avec laquelle Brian Mulroney en est venu à signer l'ALE avec les États-Unis, sous l'influence des lobbys d'affaires.

Gélinas en veut particulièrement au Parti québécois, censé défendre la souveraineté du peuple québécois et les valeurs progressistes, d'en être venu, sous la direction de Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Bernard Landry, à appuyer entièrement le néolibre-échange. Pour l'auteur, l'idée voulant «qu'un petit pays ait besoin d'un grand marché pour prospérer» n'a aucun fondement.

On a plutôt l'impression que l'auteur n'a littéralement jamais été mis au courant de tout le débat autour de l'économie sociale qui se tient au Québec depuis le milieu des années 1990.

Le jugement de Gélinas nous apparaît sévère. Si sa critique bien sentie du caractère antidémocratique de l'ALE et de l'ALENA nous semble difficile à réfuter, son analyse des *conséquences* de ces accords gagnerait à être mieux appuyée par la recherche académique.

Dans une note de recherche récente, le professeur de l'ENAP, Stéphane Paquin, rappelle, chiffres à l'appui, que l'ALENA a eu des effets positifs sur l'économie québécoise, notamment sur les plans de l'emploi et des salaires[1]. Similairement, la recherche ne confirme pas l'existence d'un lien causal fort entre l'ALENA et ladite «reculade sociale» décriée par Gélinas[2]. D'autres facteurs, comme l'idéologie des partis politiques au pouvoir, jouent un rôle plus déterminant. D'ailleurs au Québec, l'idée selon laquelle l'État social ne fait que se démanteler depuis le début des années 1980 doit être nuancée. En même temps que Bouchard poursuivait son déficit zéro et imposait d'importantes coupes en santé et en éducation, il a lancé le réseau des centres de la petite enfance, une allocation familiale intégrée, un régime général d'assurance médicaments et une foule de politiques pour l'économie sociale en plus de passer une loi sur l'équité salariale fortement décriée par le patronat.

On aurait pu penser que la deuxième partie du livre aurait tâché de préciser ce que Gélinas propose en matière de commerce international. Quels genres d'accords commerciaux internationaux, notamment avec les États-Unis, devrait-on favoriser? Un protectionnisme étanche? Un libre-échange de première génération? Un libre-échange plus étendu, avec certains éléments dudit néolibre-échange extrême en moins (ex. le chapitre 11 de l'ALENA, qui autorise les compagnies étrangères à poursuivre les États pour réglementation excessive)? Et si le Québec devenait un pays souverain? Gélinas n'offre aucune réponse à ces questions difficiles.

Au lieu de cela, Gélinas nous offre un plaidoyer très superficiel du coopérativisme. Il change de sujet. Puisque le coopérativisme ne remet pas en question le marché, reste posée la question de l'étendue de ce marché au-delà des frontières nationales. On réalise alors que pour Gélinas, le vrai problème n'est pas le (néo)libre-échange, mais bien le capitalisme.

Cette deuxième partie du livre, bien que plus surprenante, n'en est pas moins superficielle que la première. Le capitalisme est associé à l'égoïsme et la cupidité; le coopérativisme à la coopération et la solidarité. Gélinas nous dit qu'il faut choisir le coopérativisme. Comment pourrait-on s'opposer à la vertu?

Après un rapide survol de l'histoire du coopérativisme au Québec, Gélinas convient un peu tristement que nos grandes coopératives, à commencer par le Mouvement Desjardins, ont largement perdu leur âme. Qu'à cela ne tienne, de nouvelles coopératives prendront le flambeau de la civilisation, conclut-il. Gélinas prend ainsi l'exemple de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, qui illustrerait particulièrement bien la logique coopérativiste. Concrètement, en

VOIR NÉOLIBRE-ÉCHANGE
suite à la page 38

1 Paquin, Stéphane et Kirouac, Louis-Alexandre. 2014. *L'impact de l'ALENA sur le Québec pour les nuls. Montréal*, Groupe d'études sur les relations internationales du Québec.

2 Voir par exemple : Haddow, Rodney. 2015. *Comparing Quebec and Ontario: Political Economy and Public Policy at the Turn of the Millennium*. University of Toronto Press.



Antispéculation…

suite de la page 36

sur une FFC est, là aussi, peu sensible aux fluctuations du marché immobilier et demeure longtemps abordable pour des acquéreurs de peu de moyens.

Ceci dit, il faut souligner l'existence d'un chaînon faible dans cet excellent ouvrage, dont nous n'avons relaté que l'essentiel. Ce chaînon, qui semble ressortir d'un choix éditorial du directeur de l'ouvrage, est la surreprésentation de la théorie et des exemples des FFC en milieu urbain. Sur l'ensemble du livre, en effet, un seul chapitre traite spécifiquement des fiducies foncières en milieu agricole, en abordant de manière schématique les problèmes et les défis particuliers qu'affrontent aujourd'hui ceux et celles qui veulent vivre de la terre en Amérique du Nord. Or, les enjeux de l'appropriation du sol en milieu agricole ne manquent pas et diffèrent substantiellement de ceux en milieu urbain : la terre y assure des fonctions multiples, à commencer par des fonctions économiques en étant le cœur de l'établissement agricole et des activités qui s'y déroulent. Elle joue aussi un rôle identitaire fort, qui se décline à travers des niveaux d'appartenance distincts de ceux que l'on retrouve généralement en zone urbaine ; ainsi fait-on plus souvent référence en campagne à la réalité du « territoire » pour désigner l'ancrage sensible et concret des pratiques dans les caractéristiques bio-physiques, mais aussi socioculturelles de l'espace habité. Toutes ces fonctions exigent des arrangements institutionnels spécifiques, qui ont fait l'objet de plusieurs expériences aux États-Unis. L'ajout d'un encadré sur la ferme Cadet-Roussel à Mont-Saint-Grégoire, qui est la première fiducie foncière agricole au Québec, vient cependant atténuer quelque peu ce manque de développements sur les réalités du monde agricole.

Une dernière remarque pour conclure. En traduisant cet ouvrage, qui s'apparente davantage à un « reader » qu'un manuel, les éditions Écosociété étoffent un catalogue déjà bien garni de textes qui présentent les dynamiques émergentes des mouvements écologistes dans les pays anglo-saxons. La collection « Guides pratiques », à laquelle appartient cet ouvrage, témoigne de ce projet éditorial, qui plonge notamment ses racines dans la sensibilité libertarienne de l'écologie sociale américaine. Si ce travail de traduction est important parce qu'il enrichit effectivement la réflexion au Québec sur les apories du productivisme et du capitalisme, il rencontre cependant des limites : davantage portés sur la primauté des initiatives portées par la « société civile » et privilégiant les approches pragmatiques et le « do it yourself », les mouvements écologistes anglo-saxons ne disposent pas des mêmes références symboliques que le Québec. La prépondérance accordée à l'autonomie communautaire, la relative dévalorisation des institutions publiques comme instance d'action et de légitimation, ainsi que le fort ancrage de la culture des droits dans la vie publique ne recouvrent que partiellement l'expérience historique, sociale et politique d'ici. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, parce qu'ils ont été au cœur d'une entreprise de maîtrise du destin du Québec, l'État et les institutions publiques demeurent investis d'une expressivité et d'une réflexivité politique toujours vivante, qui seront appelées à jouer un rôle déterminant dans la transition écologique qui s'amorce.

Si ce travail de traduction est important parce qu'il enrichit effectivement la réflexion au Québec sur les apories du productivisme et du capitalisme, il rencontre cependant des limites : [...] les mouvements écologistes anglo-saxons ne disposent pas des mêmes références symboliques que le Québec.

Ainsi, si les FFC constituent une voie qui peut élargir le champ d'action et de réflexion pour lutter contre les asymétries sociales liées à l'appropriation de l'espace habité, elles font référence à des cadres institutionnels et des figures de sens qui ne trouvent qu'un écho imparfait au Québec, qui a historiquement privilégié l'action législative pour agir sur les contradictions sociales. Cela ne disqualifie en rien les FFC, au contraire : en s'inspirant d'elles tout en reconnaissant leurs limites, il est impératif de développer des contenus théoriques et des fondements pratiques à une transition écologique proprement québécoise qui s'appuiera sur l'expérience particulière que le Québec a développée à travers l'histoire de ses luttes, mais aussi de ses accords internes fondamentaux. De la même manière que Fernand Dumont appelait de ses vœux la fabrication d'un « socialisme d'ici », le travail d'édition utile que mène Écosociété montre, *via negativa*, tout le travail qui reste à abattre pour sortir de l'aliénation le sujet de la transition écologique au Québec. ❖



Néolibre-échange…

suite de la page 37

quoi cette caisse est-elle différente ? Gélinas ne semble connaître de cette caisse que son nom, se limitant ainsi à expliquer qu'elle a inscrit « dans son nom la raison de son existence : la solidarité » (p. `172). Pire, Gélinas induit le lecteur en erreur en suggérant que la Caisse d'économie solidaire Desjardins vient de la Caisse populaire de la Basse-Ville de Québec (p. 172). Le site web de la Caisse d'économie solidaire Desjardins indique pourtant clairement qu'elle résulte de la fusion de la Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec), de la Caisse d'économie des syndicats nationaux de Montréal ainsi que de La Caisse d'économie de Lanaudière.

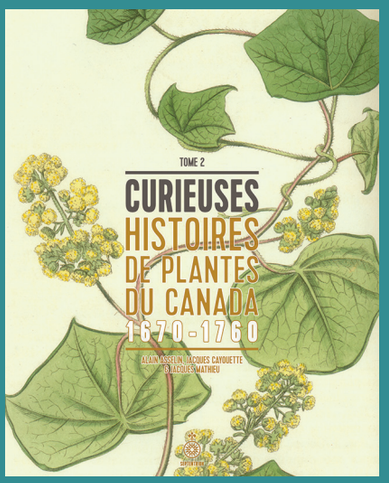
Incroyable, mais vrai. Non seulement l'auteur n'explique pas que ce qui distingue la Caisse d'économie solidaire Desjardins est son appui aux entreprises d'économie sociale du Québec, il ne glisse pas un seul mot sur l'économie sociale. Ainsi, Gélinas vante les efforts du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), sans mentionner une seule fois le Chantier de l'économie sociale. Il évoque en passant l'économie sociale et solidaire française (p. 183), mais pas la québécoise ! À lire l'ouvrage, on n'a pas l'impression que cette omission résulte d'une critique tacite de l'économie sociale. On a plutôt l'impression que l'auteur n'a littéralement jamais été mis au courant de tout le débat autour de l'économie sociale qui se tient au Québec depuis le milieu des années 1990. En effet, si la Caisse d'économie solidaire Desjardins est une « pièce de l'alternative à la globalisation financière » et une illustration concrète du coopérativisme, c'est sûrement au moins en partie grâce aux entreprises d'économie sociale avec qui elle fait affaire.

Gélinas manque ainsi une occasion en or de contribuer au débat sur l'économie sociale. Alors que Nancy Neamtan, à la tête du Chantier depuis sa création dans la foulée du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, cède sa place à Jean-Martin Aussant, une réflexion sur la relation entre l'économie sociale québécoise, le capitalisme et la solidarité nationale serait tombée à point.

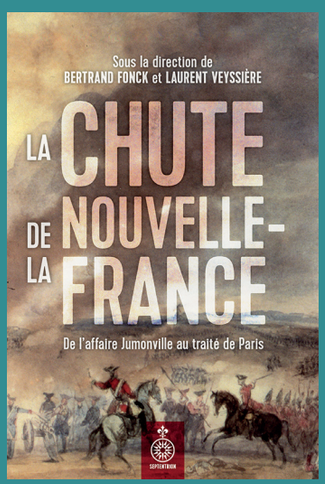
En somme, l'ouvrage déçoit. La première partie est essentiellement une reprise d'une publication antérieure et demeure peu informée par la recherche universitaire ; la deuxième partie s'agence mal à la première et semble être vingt ans en retard sur les débats qui se tiennent dans la société civile ❖.

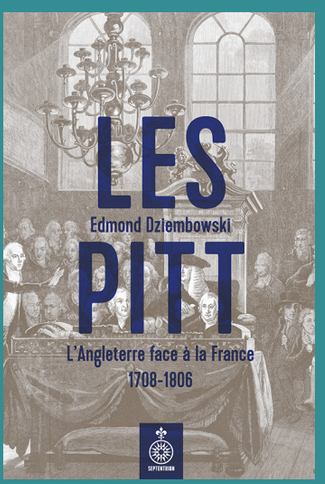










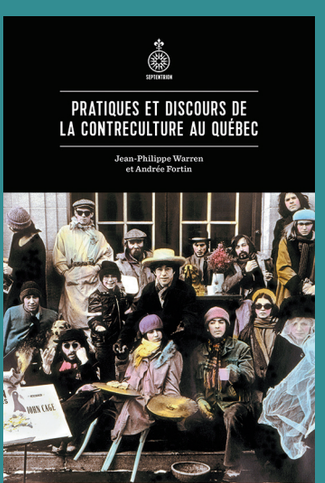


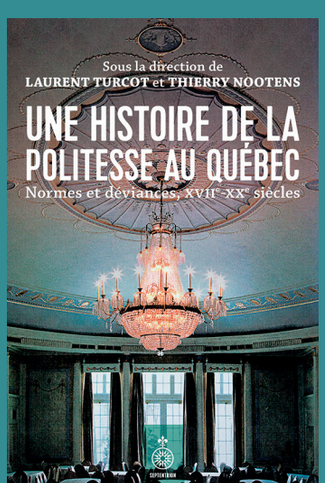
SEPTENTRION

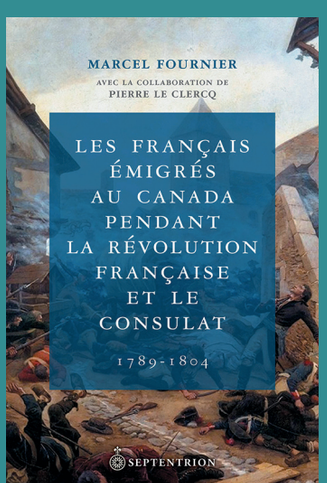
TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

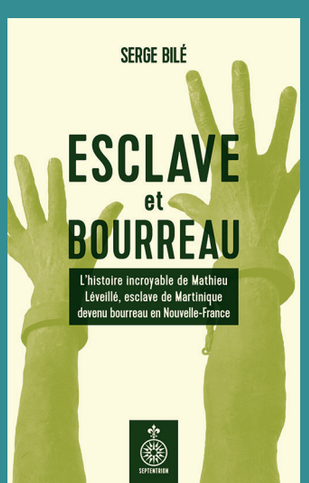
www.septentrion.qc.ca

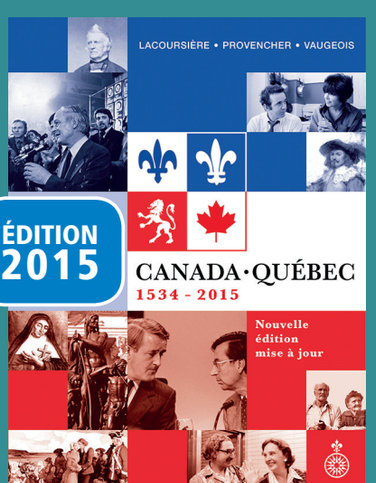












GFB

Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca